

"...aujourd'hui, sur les cent plus grandes puissances économiques de la planète, cinquante et une sont des multinationales et seulement quarante-neuf des États."
John Le Carré, interview à *Télérama*, 26 sept. 2001, p. 90.

Prime Minister Sharon: I am not relying on Arafat. For 30 years... The Oslo process will not be revived, it is dead. (15 Oct. 2001)

PLUS D'ANDALOUSIE

Bin Laden's top deputy, Ayman al-Zawahri, who also heads the Egyptian militant group Islamic Jihad, spoke first and hasn't been quoted much. We strained to hear him, relying on our own primitive grasp of Arabic and the CNN interpreter who was not in peak form. But we got one pearl from al-Zawahri's speech which we must share with you. Referring to Palestine, he said, "**We will never allow another Andalusia to happen.**"

L'ARROGANCE ISRAËLIENNE

SHARON : NOUS CONTRÔLONS L'AMÉRIQUE

According the Israeli Hebrew radio *Kol Yisrael* Wednesday, Peres warned Sharon that refusing to heed incessant American requests for a cease-fire with the Palestinians would endanger Israeli interests and turn the US against us. At this point, a furious Sharon reportedly turned toward Peres, saying: "Every time we do something you tell me America will do this and will do that ... I want to tell you something very clear: Don't worry about American pressure on Israel. **We, the Jewish people, control America, and the Americans know it.**" The radio said Peres and other cabinet ministers warned Sharon against saying what he said in public, because "it would cause us a **public relations disaster.**"

Palestinian Information Centre, Wednesday, October 3, 2001 Occupied Jerusalem (PIC)

In other ways, too, it appears that **Israel has come out the stronger**. The U.S. apparently acceded to one of Sharon's main demands yesterday when the State Department published its bi-annual list of foreign terrorist organizations and included the Israel-based Arab terrorist organizations Hamas, Islamic Jihad, and the Popular Front for the Liberation of Palestine, as well as the Lebanese-based Hizbullah. These were blatantly absent from a list of 27 Bin Laden-associated organizations published by the White House two weeks ago. U.S. law bans American citizens from joining these groups or from transferring funds to them. Furthermore, banks are instructed to freeze the terrorist organizations' financial assets in the U.S., and persons connected to these groups can be denied admission to the United States.

Arut-7, 7 oct. 2001 (extract)

SHARON TO BUSH: "DON'T APPEASE THE ARABS AT OUR EXPENSE"

Prime Minister Ariel Sharon held a press conference last night following the downing of the Russian passenger plane over the Black Sea [...]

"We are currently in the midst of a complex and difficult political campaign. I call on the Western democracies, and primarily the leader of the free world, the United States: Do not repeat the dreadful mistake of 1938, when enlightened European democracies decided to sacrifice Czechoslovakia for 'a convenient temporary solution.' Do not try to appease the Arabs at our expense - this is unacceptable to us. Israel will not be Czechoslovakia. Israel will fight terrorism." [...]

Arutz Sheva News Service, <<http://www.IsraelNationalNews.com>>, Friday, Oct. 5, 2001 / Tishrei 18, 5762

Il circule une pétition pour demander de traduire Sharon devant un tribunal international:

<<http://www.petitiononline.com/warcrime>>

London, 3 October 2001 (AI): A court in Brussels will today (3 October 2001) begin to consider arguments about whether Israel's Prime Minister Ariel Sharon may be investigated in Belgium for alleged war crimes committed in Lebanon in 1982 while he was Israel's Minister of Defence.

"Amnesty International welcomes actions taken in accordance with international law to combat impunity," said the organization. "We support the judicial investigation into Ariel Sharon's responsibility with regard to the Sabra and Shatila massacre."

Pourtant, Amnesty international s'était peureusement désolidarisé des sévères critiques portées par les ONG contre le sionisme à Durban.

FAUX JUIFS

Tous les spécialistes savent que les Falashas sont des schismatiques issus de la chrétienté éthiopienne, et qu'ils n'ont pas d'ancêtres juifs. Les rabbins israéliens n'ont accepté les Falashas que très tardivement, et pour compenser la baisse de l'immigration juive. Dans ces manipulations, les sionistes ont causé d'énormes pertes en vies humaines chez ces paisibles agriculteurs de la région de Gondar, sur les hauts-plateaux éthiopiens.

Les juifs d'Ethiopie laissés pour compte Non grata en Israël, les Falach-Mouras sont la proie d'une ONG sioniste par Jérôme Tubiana

Gondar envoyé spécial. -- Azmeraw Mitikew sort des braises une barre de métal incandescent. Ses coups de marteau rapides résonnent dans le grand marché de Gondar. Un travail de forgeron réservé à une caste méprisée comme dans de nombreuses sociétés africaines. Dans l'ancienne capitale de l'Ethiopie chrétienne (du XVIe au XIXe siècle), ce rôle est revenu aux juifs, qui ont été privés de terres et ont reçu de ce fait le nom de Falachas, «ceux qui sont partis». Eux-mêmes préfèrent se nommer «Béta Israël», la «maison d'Israël».

Loi du retour. «Béta Israël, pur juif!», s'exclame Azmeraw en présentant chacun de ses camarades forgerons. Bien qu'il n'aime guère ce terme, Azmeraw est un «Falach-Moura», un descendant de juifs convertis au christianisme. L'Ethiopie en

compterait aujourd'hui 20.000, convertis il y a une, deux ou trois générations, mais jamais vraiment intégrés à la société chrétienne. Dix ans après le spectaculaire transfert en Israël des Falachas dans le cadre de l'opération Salomon, ils désirent eux aussi rejoindre la Terre promise. Craignant de voir **des millions d'Ethiopiens se découvrir juifs pour des raisons économiques**, Israël fait la sourde oreille. Mais une ONG sioniste américaine, la Conférence nord-américaine sur les juifs éthiopiens (Nacoj), a pris fait et cause pour ces «oubliés». Sous sa pression, Israël continue de laisser entrer des Ethiopiens, au goutte-à-goutte: **moins de 200 par mois en 2000**.

Si l'on s'en tient à la seule loi du retour, qui autorise toute personne ayant au moins un grand-parent juif à effectuer son aliya (1), «moins de 10 % des Falach-Mouras sont éligibles», estime Ariel Kerem, l'ambassadeur d'Israël à Addis-Abeba. Mais une autre disposition, la loi d'entrée, permet le regroupement familial: selon Nacoj, elle suffirait à justifier l'aliya de la totalité des Falach-Mouras, tous ayant au moins un parent en Israël. «On ne les prendra certainement pas tous, rétorque Ariel Kerem. Que ferions-nous alors des millions d'ex-Soviétiques qui présentent des situations similaires? Pour nous, il n'y a plus de juifs en Ethiopie. Ces gens sont chrétiens, Nacoj leur enseigne une nouvelle religion et leur fait croire que pour être reconnus comme juifs ils doivent faire du zèle religieux.» **[C'est exactement ce qui s'est passé pour les autres, ceux que le Mossad a transféré en Israël...]**

La première génération de Falach-Mouras a sans doute continué d'observer la religion juive en cachette, puis les suivantes l'ont peu à peu oubliée. Azmeraw énumère sa généalogie sur ses doigts: la conversion remonte à ses grands-parents, qu'une vieille histoire de meurtre entre juifs et chrétiens a conduits à abandonner le **[pseudo]** judaïsme. Seule la grand-mère d'Azmeraw lui en parlait: «Elle disait: "Nous sommes différents de tous les autres Ethiopiens, et c'est pour cela qu'on nous persécute." Et quand elle saluait des chrétiens, elle se lavait les mains ensuite.»

La conversion n'a servi à rien. «Les chrétiens savent que nous sommes juifs, raconte Azmeraw. Ils ne se marient pas avec nous et ils ne nous considèrent pas comme des êtres humains. Il y a trois ans, les chrétiens du voisinage se sont rassemblés pour nous expulser. Il y avait beaucoup de paludisme dans le village, et ils nous accusaient d'être buda, c'est-à-dire d'avoir le mauvais œil et d'être la cause de la maladie et de la pauvreté.» Les Falachas, comme les Falach-Mouras, se plaignent souvent de ces superstitions. «Le gouvernement leur a dit que c'était anticonstitutionnel et nous a protégés.» Peu après, Azmeraw a quitté le village pour la ville. La pression des chrétiens **mais aussi l'aide proposée** par Nacoj ont poussé la plupart des Falach-Mouras à abandonner leurs villages pour venir à Gondar et à Addis-Abeba, à proximité des centres d'aide tenus par l'ONG. Beaucoup expliquent leur départ par la «volonté de Dieu», d'autres évoquent plus prosaïquement une «invitation» de Nacoj. Les centres d'aide sont installés à proximité des représentations israéliennes, et, avec plusieurs milliers de Falach-Mouras dans les environs, Nacoj maintient la pression.

Mensonges de l'ONG. Les conditions de vie des villageois ne sont pas faciles. Pour mobiliser partisans et donateurs, Nacoj n'hésite pas à diffuser des informations alarmistes sur l'état de santé de la communauté, évoquant notamment des cas de «morts de faim». «Cela ne s'est jamais produit», affirment pourtant les responsables des cliniques. Interrogés clandestinement, des Falach-Mouras pointent d'autres mensonges de l'ONG. Les distributions de nourriture, que Nacoj affirme effectuer tous les jours pour les enfants et tous les mois pour les adultes, ne correspondent ni en quantité ni en qualité à ce qu'ils reçoivent: «Il y a eu des jours où les enfants n'ont pas mangé, et il est arrivé que les adultes ne perçoivent rien pendant cinq mois. Mais lorsqu'il y a des visiteurs on reçoit beaucoup de nourriture», affirme un homme de Gondar. «Nacoj utilise nos enfants pour obtenir des dons, soutient un autre. On les prend en photo vêtus avec des haillons, puis avec de beaux vêtements. Sur le second cliché, ils doivent écrire "merci".»

Passage à tabac et morts. Depuis un an, un groupe de juifs éthiopiens recueille des témoignages similaires. Ils se demandent où passe le budget affecté aux écoliers, dont l'ONG ne dépenserait que le tiers. Et ils s'alarment de témoignages faisant état, depuis dix ans, de Falach-Mouras battus par des représentants de Nacoj, notamment par Andy Goldmann, directeur de l'ONG pour l'Ethiopie. Il est difficile de recueillir des témoignages auprès des Falach-Mouras. Nacoj menacerait de priver d'aide et d'aliya ceux qui parlent aux visiteurs. Des individus critiques et leurs familles semblent avoir été exclus des centres. Plusieurs enfants seraient morts faute de soins.

A Gondar, les gardes refusent l'entrée du centre de Nacoj, parce que «les visiteurs veulent [les] convertir au christianisme», leur a-t-on dit. A Addis-Abeba, il a fallu téléphoner aux Etats-Unis pour avoir l'autorisation de visiter le centre, mais l'administrateur refuse toute interview. Solomon Mesfin, le jeune représentant de la communauté, répond à sa place: «Nacoj est à la fois notre père et notre mère. Sans Nacoj, nous serions tous morts aujourd'hui, et si ces critiques continuent, Nacoj arrêtera de nous aider.» Azmeraw pense au contraire qu'il faut parler: «Chaque fois qu'il y a des visiteurs, j'exclus de l'alerte. J'ai été exclu du centre, arrêté trois fois, battu deux fois. On m'a dit que je n'irai jamais en Israël.» S'il y parvient malgré tout, son rêve est de rejoindre l'armée et d'aider «ceux qui sont restés derrière» à venir. Il ne comprend pas pourquoi l'immigration des Falach-Mouras pose problème. Tilahun, lui, a son idée: «Tout le monde sait que nous sommes juifs. Le problème, c'est que nous sommes noirs.»

*Les sordides manipulations effectuées par ces groupes de juifs américains fanatiques sont exactement les mêmes que celles qui ont précédé la déportation des Falachas en Israël, sous le nom de code "opération Salomon". Les mensonges sont les mêmes. Il n'est pas tellement difficile de convaincre des gens quelconques, par exemple des chrétiens, qu'ils ont des ancêtres comme ci et comme ça (personne ne peut vérifier) et que cela leur donne droit à accéder directement à la société de consommation à l'occidentale. Ce mirage fonctionne en Ethiopie comme il fonctionne en Russie, au Kazakhstan, et peut-être un jour, en Chine. Les sionistes sont les seuls à **acheter des êtres humains sur une grande échelle**. Amenés en Israël, ces personnes doivent ensuite payer, pendant de nombreuses années, l'investissement que les maîtres sionistes ont fait pour les transférer comme main d'oeuvre au service d'Israël. En d'autres temps, cela s'appelait **l'esclavage**.*

(1) Ce terme hébreu, littéralement «montée», désigne l'immigration d'un juif de la diaspora en Israël.

Libération du lundi 16 juillet 2001

QU'EST-CE QUE L'INHUMANITE ?

C'est une grande spécialité américaine. Un Américain, Robert West, qui avait avoué un meurtre en 1982, a été exécuté en juillet 1997 à Huntsville, au Texas. Dans le genre inhumain, c'est déjà pas mal, mais c'est, somme toute, assez banal. Voici ce qu'ajoutait la dépêche Reuter: "Avant de mourir, le condamné a demandé une cigarette, qui lui a été refusée, car le **règlement du pénitencier interdit de fumer**" (*Le Monde*, 31 juillet 1997). Quel régime serait plus inhumain ? Les talibans, eux, au moins, ils vous laisseraient fumer la dernière clope avant le coup de sabre.

ISRAEL TOXIQUE

La panique sur les pseudo "attaques biologiques" provoquées sciemment par les milieux officiels relayés par les plumes serves de la presse reprend à chaque fois que l'on veut massacrer tranquillement du bougnoule. On nous refait le coup de la guerre chimique ou bactériologique. On nous l'a fait pour l'Allemagne, alors que c'est Churchill qui avait

fait les plans les plus avancés pour noyer les villes allemandes dans un nuage mortel. On nous l'a fait pour les Viêtnameis au Cambodge. On nous l'a fait pour l'Irak. On nous le fait à tous les coups, pendant que les avions américains réduisent les populations civiles en viande hachée... Et pendant que les labos américains, anglais, français, israéliens préparent, eux, les saloperies toxiques avec lesquelles ils nous menacent. Voir plus loin.

TROIS SONDAGES, PALESTINE, ISRAEL, USA

PALESTINIAN ATTITUDES TOWARD POLITICS INCLUDING THE CURRENT INTIFADA

Jerusalem Media and Communications Centre - Poll No. 42

A random sample of 1198 people over the age of 18 were interviewed face-to-face throughout the West Bank and Gaza Strip between 11-17 September 2001. [Extract]

Q.2 Do you strongly support, somewhat support, somewhat oppose, or strongly oppose the continuation of the al-Aqsa Intifada?

51.2 Strongly support

34.1 Somewhat support

8.6 somewhat oppose

4.1 Strongly oppose

2.0 No answer

Q.4 The current Intifada includes popular characteristics such as the demonstration and military characteristics. In your opinion, do you support the continuation of a popular or military Intifada or both of them?

19.0 I am with the continuation of a popular Intifada

19.1 I am with the military Intifada

55.8 I am with both of them

4.7 I don't know

1.4 No answer

Q.5 In your opinion what should be the final goal for the current Intifada. Is it the improvement of the Palestinian negotiations situation, end the occupation based on resolution 242, formation of a Palestinian State, or the freedom of all Palestine or other?

7.9 The Improvement of the Palestinian negotiations situation

40.9 End the occupation based on resolution 242 formation of a Palestine State

48.6 The freedom of all Palestine

0.3% The improvement of the Palestinians negotiations situation and end the occupation based on resolution 242 formation of a Palestinian State

0.1% End the occupation based on resolution 242 formation of a Palestinian State and the freedom of all Palestine

0.1% The improvement of the Palestinians negotiations situation, end the occupation based on resolution 242 formation of a Palestinian State and the freedom of all Palestine

1.6 I don't know

0.3 Other reasons

0.2 No answer

Q.6 After one year of the Intifada are you very optimistic, somewhat optimistic, somewhat pessimistic or very pessimistic towards achievin it's object (the one that you chose in the previous question)

Very Optimistic 8.3

Optimistic 44.7

Pessimistic 26.0

Very Pessimistic 17.6

No answer 3.4

Q.7 Some believe, that the Intifada is the best path to achieve our national goals and end the occupation, others believe that the negotiations are the best way to do so. What is the best way to achieve our national goals?

Only the Intifada 34.9

Only negotiations 9.7

Intifada and negotiations together 51.2

I don't know 2.7

No answer 1.5

Q.9 Do you support the resumption of the military operations against Israeli targets as a suitable response within the current political conditions, or do you reject it and find it harmful to Palestinian National Interests?

84.6 A suitable response within the current political conditions

9.9 I reject it and find it harmful to Palestinian national interests

4.6 I don't know

0.9 No answer

Q.10 Are you with the resumption of the military operation inside Israel only, inside the occupied territories or inside Israel and the occupied territories?

32.0 Inside Israel only

7.6 Inside the occupied territories

49.7 Inside Israel and the occupied territories

7.1 I am not with the resumption of the military operations

3.6 No answer

Q.14 What do you think of the Oslo agreement? Would you say you strongly support, somewhat support, somewhat oppose or strongly oppose it?

1.6 Strongly support
28.1 Somewhat support
36.4 Somewhat oppose
26.5 Strongly oppose
7.4% No answer

Q.20 In general are you willing to negotiate with Israeli people or groups?

11.9 Yes I have a will
61.2 No I don't have a will
20.5 The situation is not suitable
4.3 I don't know
2.1 No answer

Q. 23 Do you accept giving up the "1948 lands" in return for a final solution in which the Palestinian will have their own state in the West Bank and Gaza, with Jerusalem as its capital (1967 borders)?

16.4 Yes
72.7 No
10.9 I have no idea

Q. 26 What in your opinion, the best and final solution to the Jerusalem problem?

0.2 Unified Jerusalem (East & West) as capital of Israel
42.6 Unified Jerusalem (East & West) as the capital of Palestine
17.9 East Jerusalem as the capital of the Palestinian State and West Jerusalem as the capital of the State of Israel
2.4 Jerusalem as an open city and capital of the two states
4.8 International Jerusalem
2.3 West Jerusalem is the capital of Israel, The Old City is under a joint sovereignty, and East Jerusalem is under Palestinian sovereignty
28.2 Capital of Muslims
1.6 No answer

Q. 32 Which Palestinian personality do you trust most?

23.5 Yasser Arafat
10.6 Ahmed Yassin
3.9 Marwan Barghouthi
...

26.0 I don't trust anyone

9.5 No answer

Q. 33 Which Political or religious faction do you trust most?

29.2 Fatah
20.7 Hamas
5.7 Islamic Jihad
1.1 DFLP
4.3 PFLP
1.7 Other Islamic Faction
2.3 Other Factions
22.7 Don't trust anyone
12.3 No answer

From: MER [mailto:MERL@MiddleEast.Org] Sent: Friday, September 28, 2001 5:25 PM

Autre sondage:

TEL AVIV UNIV SURVEY: 45.7% OPPOSE OSLO ACCORDS; 23.7% IN FAVOR

The Tami Steinmetz Center for Peace Research at Tel Aviv University released its September survey of the **Israeli public** on issues of peace and negotiations with the PLO. When asked their opinion on the agreement that was signed in Oslo between Israel and the PLO, the sampling of adult Israelis answered as follows: Heavily in favor 7.1%; Considerably in favor 16.6%; In the middle 23.5%; Considerably opposed 12.5%; **Heavily opposed 33.2%**; Do not know/no opinion 7.1%.

See full English translation of the survey at: <<http://www.imra.org.il/story.php3?id=8434>>

Sondage aux Etats-Unis:

Americans Support Mideast Policy Change

An opinion poll published by *Newsweek* on 7 October showed that a **majority of Americans saw the need to changed American policy towards the Middle East**. In fact, a considerable majority of those surveyed by *Newsweek* thought that the American relationship with Israel and its policy towards the Israeli-Palestinian conflict as "a major motivation" behind the September 11 attacks.

Fifty-eight percent of those surveyed considered America's ties with Israel was behind the attacks on New York and Washington. On the other hand, **46% said that America should change its policy towards Israel** to prevent further attacks on the US.

Regarding the establishment of an independent Palestinian state, 54% of those who adopted a position on the issue supported the idea while 45.83% opposed it.

As for the yearly American financial aid to states in the Middle East, 52% considered the **US\$ 2.8 billion a year to Israel as excessive**.

Mr. Ghasan Al-Khatib, a prominent Palestinian political and media analyst told the Palestine Media Center (PMC), "This is a very important development; it is the first time that American policy towards Israel becomes a topic for public discussion".

8 October 2001, Palestine Media Center - PMC, <<http://www.palestine-pmc.com>>

NEUTRALITÉ

CREADO EL COMITE POR LA NEUTRALIDAD DE EUROPA (CNE) EN CASTILLA

Ante la posibilidad de que España se vea involucrada en una alianza Mundial liderada por los Estados Unidos contra los enemigos que aleatoriamente designe el presidente Bush, se ha formado el pasado 4 de octubre, en una reunión celebrada en Madrid y paralelamente a los mismos planteamientos que en otros puntos de nuestro país, un Comité por la Neutralidad de España y Europa para las regiones castellanas.

Este Comité por la Neutralidad; abierto a todas aquellas personas, entidades, y organizaciones que quieran luchar por la paz y contra una guerra impuesta por los inetrases norteamericanos, irá actuando a medida que los acontecimientos se desarrollen pero, en todo caso, quiere precisar desde el momento de su constitución:

Que el Comité no pretende intervenir en favor de ninguno de los supuestos bandos de la futura guerra o confrontación. Ni capitalismo imperialista, ni terrorismo fundamentalista. Entendemos que estamos en presencia de un conflicto ajeno a los pueblos europeos, que se ven arrastrados a una guerra que sólo nos puede traer perjuicios, sufrimientos y muerte.

Que el Comité luchará especialmente contra la implicación de cualquier tipo de España y Europa en dicho conflicto: ni un soldado español a Asia central, ni un solo avión español de apoyo, no al almacenamiento de armas en territorio español, por el desmantelamiento de las bases USA en España y toda Europa, por abandono de la OTAN y la ruptura de todos los acuerdos militares con los Estados Unidos de América, etc...

L'HUMANISME AMERICAIN

A l'heure ou les soudards US frôlent le sol afghan, il fait se souvenir que pour le brav'général Schwazkopf, chef de la force expéditionnaire dans le Golfe en 1991, les Irakiens "n'appartiennent pas à la même race humaine que nous autres" (*Le Monde*, 1 er mars 1991).

DES PREUVES !

Farrakhan asks for proof on bin Laden

By Rick Hepp

Minister Louis Farrakhan called Tuesday on President Bush to lay out the evidence against Osama bin Laden so people may judge whether he was involved in the Sept. 11 terrorist attacks.

"**Don't hide behind national security**," Farrakhan said in a speech marking the sixth anniversary of the Million Man March. "The nation would be more secure if you give the American people a reason to fight."

Even though the U.S. and its allies say they have proof that bin Laden and the Al Qaeda network were responsible for the attacks on the World Trade Center and the Pentagon, Farrakhan said: "**They have lied before, and there's no guarantee they are not lying now.**" "There's nothing wrong with asking the American government to show us the proof," he said at a 2 1/2-hour speech at the Christ Universal Temple, 11901 S. Ashland Ave. Reporters were not allowed inside the temple but were invited to monitor Farrakhan's remarks over the Internet or by TV satellite.

Farrakhan, who heads the Nation of Islam, has previously condemned the terrorist attacks as "vicious and atrocious." On Tuesday he again urged U.S. leaders to re-evaluate foreign policy. "Is there a better way to defeat terrorism?" he asked. "Must hundreds of thousands of innocent lives be lost and the cause of terrorism never be addressed?"

The Chicago Tribune, October 17, 2001

<http://chicagotribune.com/news/nationworld/chi-0110170320oct17_story?coll=chi%2Dnews%2Dhed>

TOUJOURS DECONSTRUIRE LES MYTHES ET LES MENSONGES (comme celui des 4000 juifs absents)

Tracking an Internet hoax.

By Bryan Curtis

(Oct. 5, 2001)

It is an article of faith in many Muslim countries that Israel was behind the attack on the World Trade Center, with many citing as their evidence a "news report" that 4,000 Israelis called in sick from their jobs at the World Trade Center on Sept. 11. The allegation has now appeared on scores of Web sites and bulletin boards, has been reproduced in e-mails too numerous to count, and has run as fact in newspapers and news broadcasts in the Middle East. Where did this charge originate, and what path did it take around the world?

First, a question begs: Where did the precise figure of 4,000 Israelis come from? According to the Anti-Defamation League's Web site, on Sept. 11, the Israeli Embassy released a statement expressing concern about the 4,000 Israeli nationals living in New York City --few of whom actually worked in the World Trade Center. At press time, **the embassy couldn't confirm** this statement. According to Nexis and the Google search engine, the first mention of Israeli involvement in the attacks came in a Sept. 17 report on Lebanon's *Al-Manar* Television. *The Los Angeles Times* reports that the terrorist group Hezbollah has free access to *Al-Manar's* airwaves, and the station's Web site claims that the station exists to "stage an effective psychological warfare with the Zionist enemy." The next day at 6:26 a.m., the American Web site *Information Times* published an article headlined "4,000 Jews Did Not Go To Work At WTC On Sept. 11," and credited it to an "AL-MANAR Television Special Investigative Report." This was not the first time that *Information Times* had pointed the finger at Israel. The day after the attacks, it warned in an article that the "terrorist government of Israel ... cannot be ruled out" as a suspect. *Information Times* purports to be edited by Syed Adebbe from the eighth floor of the National Press Club at 549 15th St. NW, Washington, DC, 20045. The Press Club says it has no such tenant and repeated messages sent to the e-mail address for Syed Adebbe listed on the site bounce back as undeliverable. Directory assistance for Washington, D.C., has no listing for *Information Times*. The "4,000 Jews" page is easily forwarded as e-mail, and this may explain the message's rapid dissemination. The *Information Times* article makes three charges: 1) Citing the Jordanian newspaper *Al-Watan*, it alleges that "Israelis remained absent [on Sept.

11] based on hints from the Israeli General Security Apparatus, the Shabak." No media source except *Al-Manar* claims to have actually seen the editorial in *Al-Watan*, which the Jordanian Embassy's information bureau describes as an obscure newspaper with a low circulation. *Al-Watan's* source? Unnamed "Arab diplomatic sources." 2) Citing the Israeli newspaper *Yediot Aharonot*, it alleges that Israeli secret police prevented Prime Minister Ariel Sharon from traveling to New York City on Sept. 11. 3) Citing the Israeli newspaper *Ha'aretz*, it alleges that the FBI arrested five Israelis who were caught filming the WTC's smoking rubble from their office building roof. (They were being held on the charge of "puzzling behavior.") No other media outlet that can be searched through Nexis or Google has confirmed the *Information Times* claims about Sharon and the five Israelis.

Within days, the story appeared in newspapers around the world. A remarkably similar version appeared under the byline of Irina Malenko in Russia's *Pravda* on Sept. 21. *Pravda* removed the article from its Web site a few hours after posting, calling it a "great and foolish mistake," but it can still be accessed here. On Sept. 21, the *Chicago Tribune* reported that a Pakistani paper, which it did not name, had published a similar account. In his Sept. 23 *Slate* "Dispatch" from Islamabad, Peter Maass reported that a local pro-Taliban politician repeated the 4,000 Jews claim at an anti-U.S. rally. On Sept. 26, Pakistan's *Business Recorder* printed the story about 4,000 Jews in language almost identical to the original *Al-Manar* article as a letter to the editor under the name "Hakeem." The same day, the *New York Times* reported that the allegation had appeared in a newsletter published by an Islamic charity and in lesson plans prepared by Egyptian middle-school teachers. On Oct. 4, the *Chicago Tribune* spotted the allegation in a Saudi paper, which it did not name. In the Oct. 8 issue of *Time*, Tim McGirk reported from Pakistan that the story had swept through the country's mosques and Urdu newspapers. On Sept. 28, *USA Today* repeated the claim in the context that "Muslims the world over" had tried to pin the attack on Israel. *USA Today* did not explain the origin of the charge. *The Village Voice* did the same on Oct. 2. The hoax-debunking site *Snopes.com* assailed the story, as well. With the Web as a weapon, a lie spreads quickly and easily. With the Web as a corrective tool, the same lie becomes much easier to bat away.

<http://slate.msn.com/TangledWeb/01-10-05/TangledWeb.asp>

Nous n'avons pas repris, le mois dernier, ces histoires qui nous ont paru, littéralement, incroyables. Les journaux pakistanais ne nous étaient pas parus des sources fiables... Pas plus d'ailleurs que les journaux américains... Dans les époques de préparation à la guerre, le taux de mensonge dans le flux des nouvelles atteint toujours des niveaux record. Il n'y a qu'à voir comment la télévision française nous présente les "nouvelles" en provenance de "l'Alliance du Nord", chaque soir pour regretter le bon temps où il existait au moins un Ministère de la Propagande auquel on pouvait attribuer la responsabilité des âneries diffusées massivement aux heures de grande écoute. Mais l'histoire des cinq Israéliens arrêtés à New York a été confirmée. Ils n'ont pas encore été relâchés (au 30.10)

PENDANT CE TEMPS, L'INHUMANITE CONTINUE

Jénine, ville assiégée

par Françoise Germain-Robin

De notre envoyée spéciale à Jénine

" Vous êtes prévenue : si vous franchissez cette barrière, nous ne répondons pas de votre sécurité. De l'autre côté, c'est bourré de terroristes : Jihad, Hamas, Tanzim. Ils n'hésiteront pas à vous tirer dessus. " La scène se passe à l'entrée nord de la ville palestinienne de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie. Mes interlocuteurs sont deux soldats israéliens de garde à l'un des points de passage. Ils ont tout fait pour me dissuader de me rendre dans ce " nid de frelons ", selon l'expression employée il y a trois semaines par le chef d'état-major de l'armée israélienne pour justifier le siège de la ville et son bombardement, pendant neuf jours d'affilée par des chars et des hélicoptères de combat Apache. Les tanks ont levé le siège il y a une semaine, mais le blocus continue et Jénine est loin d'avoir encore pansé ses plaies.

" On a vraiment vécu l'enfer, raconte Halla, une jeune mère palestinienne. " Elle me montre, sous les fenêtres de sa maison, les traces laissées par les chenilles des chars. " Toutes les nuits, ils bombardaient. Impossible de dormir ne serait-ce qu'une demi-heure. Les enfants étaient terrorisés. Ils continuent de faire des cauchemars presque toutes les nuits. " Les deux petites filles trois et deux ans portent encore sur le visage les traces de cette fatigue et de cette terreur. Pâles, les yeux cernés, comme presque tout le monde à Jénine.

Dans la famille Slit, qui vit dans le camp de réfugiés de Moukhayen (13 000 habitants), le cauchemar dure toujours. Personne n'oubliera jamais cette nuit d'horreur où, à 3 heures du matin, la maison a été bombardée par un char et un hélicoptère. La jeune Rajah, vingt-quatre ans, dormait au deuxième étage aux côtés de son époux. Dans la chambre voisine, leurs deux petits enfants. Les murs de la chambre conjugale sont criblés d'impact. Juste au-dessus du lit, il y a quatre trous béants. Le mari de Rajah, Mustapha, le regard plein d'une tristesse indescriptible, raconte. " Rajah s'est dressée dans le lit, elle a couru dans le couloir pour aller prendre les enfants dans ses bras. Juste à ce moment, un obus a traversé la porte et l'a tuée. " D'un tiroir de la commode, il sort les douilles des balles et les éclats d'obus qu'il a ramassés dans l'appartement. Je lui demande ce qu'il compte faire maintenant. " Que voulez-vous que je fasse ? dit-il d'un air las et désespéré. La vengeance ne servirait à rien. Tout ce que je peux faire, c'est essayer de nourrir mes enfants. Mais je n'ai plus de travail. Avant, je travaillais en Israël comme ouvrier du bâtiment. Maintenant, c'est fini. Je suis prisonnier ici. "

La famille Slit a perdu cette nuit-là un autre de ses membres : Farih, l'oncle de Rajah, a été tué devant la maison. Sa voiture est criblée de balles, le pare-brise explosé, la portière transpercée. Chez les parents de Mustapha, qui habitent la maison voisine, la veuve de Farih est assise, immobile et silencieuse comme une statue, son visage voilé vide de toute expression. Elle reste seule, avec deux tout petits enfants. Sa belle sœur, Ola, une adolescente de quinze ans, a elle aussi été blessée dans son sommeil. Une balle lui a traversé la joue droite et fait exploser la mâchoire supérieure droite, désormais vide de dents. Une autre lui a sectionné un doigt. L'hôpital regorge de blessés, et l'on rencontre à tous les coins de rues des éclopés : l'un a perdu une jambe, l'autre a eu les membres brisés, le troisième a le bras en écharpe, un garçonnet de douze ans a perdu un oeil emporté par une balle.

" Il n'y a pratiquement pas une famille, à Jénine, qui n'ait été touchée, dit le gouverneur de Gaza, Souheir El Manasrah, du Fatah de Yasser Arafat et plus haut représentant de l'Autorité palestinienne dans la région. Plus de quatre cents maisons ont été endommagées par les bombardements. " Les dégâts sont considérables. Le siège de la police palestinienne a été totalement détruit et les policiers de Jénine en sont réduits à s'installer dans les cafés ou chez les commerçants. Les photos des martyrs - treize morts pendant les neuf jours qu'a duré l'incursion israélienne, ornent les murs et les boutiques.

Mais les pires dégâts, sans doute, sont ceux qu'a subis et que continue de subir une population de 45 000 habitants ainsi enfermée, asphyxiée, privée de toute activité économique. " La plupart des gens de Jénine, explique Taher un journaliste palestinien qui travaille pour le journal du Parti communiste israélien, Al Ittihad, allaient travailler sur des chantiers, en Israël. Aujourd'hui, ils sont tous chômeurs. Quant aux agriculteurs, la plupart ne peuvent plus accéder à leurs champs à cause du bouclage. "

L'entrée nord de la ville, par laquelle je suis arrivée, offre un spectacle de désolation totale. Tous les bâtiments qui bordent la route des deux côtés - des hangars, des entrepôts, des échoppes - ont été littéralement écrasés. Les serres sont ravagées, comme les cultures qu'elles abritaient. Et dès qu'approche la tombée du jour, les rues sont désertées par une population qui se demande de quoi la nuit qui vient sera faite et s' " ils " ne vont pas revenir.

" Le plus grave dans tout cela, dit Taher, c'est que par son comportement, l'armée israélienne tente de nous priver de notre humanité. Quand on voit qu'ils n'ont pas hésité à bombarder l'école de Taysir, un village tout près d'ici, on comprend pourquoi les gens ont des idées de vengeance. L'école a reçu quatre missiles. Par chance, aucun enfant n'a été blessé. Mais ils étaient tous terrorisés et les parents étaient fous de colère. On dirait que c'est ce qu'ils cherchent : remplir les cours des gens de haine. "

L'Humanité du samedi 6 octobre 2001

LA MEFIANCE EST INSTALLEE

Because of Israel

Disaster doesn't always bring out the best in us. Sometimes, tragically, it brings out the worst. A case in point: the finger-pointing in the wake of the September 11 terror attacks, seeking to blame the atrocities **on America's supposedly misguided support for Israel** -- and on Jewish Americans who supposedly manipulate the system to tilt our policy the wrong way.

No, it's not a national groundswell. You hear it mainly on the margins, and if past experience is a guide, **it will stay there**. Still, the variety and persistence of the finger-pointers is startling: left-wing professors in California, right-wing fanatics in Idaho, Arab-American activists in Michigan, smart-alec journalists in New York. There's enough of it to be worrying. [...]

Forward, hebdo juif de New York, 5 octobre 2001.

SI VOUS VOULEZ DU RACISTE, SOYEZ SERVI

Sur ce site sioniste d'extrême droite totalement hallucinant (pour parler des Palestiniens, ils utilisent les termes de "déchets" et de "macaques", cf notamment l'article "La fin d'Israël"), figurent les articles chaudement recommandés du grand géopoliticien d'une certaine droite nationale (l'est-elle encore ?) Alexandre Del Valle/D'Anna, ou comment l'abjection atteint des sommets. Bien évidemment, ce site raciste ne fait l'objet d'aucune poursuite.

<http://cpiaj.gesnet.net/frame.htm>

ORWELLIQUES

La guerre, c'est la paix sociale ! [et inversement]

Après la guerre dite « du Golfe », en 1991, la prétendue « guerre humanitaire [1] », au Kosovo et en Yougoslavie, en 1999 -- dont la propagande d'Etat fit approuver la légitimité même par des « anarchistes » --, voici la troisième guerre mondiale de la décennie. Bush et ses homologues européens l'ont annoncé, c'est une guerre différente. Elle a pour théâtre le monde entier, pour cibles tous les adversaires du capitalisme. Elle sera sans fin. C'est un état de guerre permanent qui est décrété aujourd'hui. Du coup, les maîtres du monde peuvent renoncer aux précautions de langage. Oui, dit Bush, nous tuons, et nous mentons sur nos crimes. Sans doute l'ont-ils toujours fait, mais le prétexte des victimes de New-York leur permet d'assumer cette vérité du monde unidimensionnel, qu'Orwell énonçait dans *1984* : la guerre est l'état normal de la paix sociale. La guerre, c'est la paix !

Bush recommande aux Américains de prier, et d'adorer l'Economie. Applaudi par le patronat, Jospin reprend la balle au bond : « Lutter contre le terrorisme ce n'est pas seulement l'affaire des juges, des policiers, des services secrets, des Etats. Il y a aussi une réponse que peuvent donner les chefs d'entreprise, les investisseurs et les consommateurs. [...] Faisons preuve, tous ensemble, de patriotisme économique. » (*Le Monde*, 28 sept. 2001)

Huit jours après les attentats du World Trade Center, la Commission des communautés européennes publie une proposition « relative à la lutte contre le terrorisme ». En résumé, il s'agit de traiter comme terroristes, et donc selon les dispositions judiciaires anti-terroristes d'exception (davantage de garde à vue, moins d'avocats), toute espèce d'activité contestataire : « La décision-cadre prévoit que lorsque [les infractions] sont commises intentionnellement par un individu ou un groupe contre un ou plusieurs pays, leurs institutions [...], en vue de les menacer et de porter gravement atteinte aux structures politiques, économiques ou sociales de ces pays ou de les détruire, elles doivent être considérées comme des infractions terroristes. » [...] Par exemple!

Alors les gogos d'Attac ! Heureux ? Vous demandiez plus de flics, plus de juges, plus de lois répressives pour « moraliser » le système capitaliste. Vous allez les avoir : aux fesses ! A moins que vous ne mettiez en avant vos états de service policiers. Voyez Passet, qui se vante sur France-Culture d'avoir, à Gênes, négocié avec les responsables policiers la modification du trajet d'une manifestation, pour mieux faire coïncider les militants radicaux. Il est toujours membre de votre « conseil scientifique », non ?

La première mesure de l'état de guerre, c'est une autre proposition de la Commission, sera la création d'un mandat d'arrêt européen, applicable sans recours dans le pays destinataire. Un juge de Gênes pourra faire arrêter un manifestant parisien ou barcelonais, soupçonné de violence (terroriste) à agent. Un magistrat espagnol ou irlandais pourra faire traîner devant lui un écrivain français coupable d'insulte (terroriste) à la religion, d'injure (terroriste) à chef d'Etat, etc. Peu importent les législations locales : Nul n'est censé ignorer la guerre ! Telle est la nouvelle règle européenne. Un crétin (ou pire ?) a récemment été condamné à Lure (Haute-Saône-France) à un an de prison ferme pour avoir crié « Vive Ben Laden » ! Nul n'est censé ignorer Ubu ! Nul ne peut mesurer à l'avance la criminelle connerie des magistrats ! **Nul ne sait combien peut « coûter » aujourd'hui un Crève Jospin !**

Pour un monde sans argent ni frontières : ni mollahs ni marchands, ni maîtres ni ministres ! À bas l'économie, Dieu et les patries ! Nous sommes tous-toutes du Black Block !

Claude Guillon Paris, le 4 octobre 2001
To: <unite-libertaire@yahoogroupes.fr>, <globe_l@samizdat.net>,
<infozone_l@samizdat.net>, <faut_reagir@caramail.com>,
<a-infos-d@ainfos.ca>, <reseaudiscussion@yahoogroupes.fr>

TOUS LES RATELIERS

Les compromissions de l'Alliance du Nord avec le sionisme sont maintenant avérées et expliquées en long et en large dans *Ha'aretz* dans un article de Yossi Melman, intitulé "Comment nous avons perdu l'Afghanistan", qui n'est pas sans rappeler la célèbre querelle qui a sévi vers 1950 aux Etats-Unis sur le thème: "Comment nous avons perdu la Chine". L'article montre que des éléments du gouvernement (encore "légal") de Rabbani-Massoud a cherché à se procurer des armes et diverses commodités auprès des Israéliens, et que si cette curieuse alliance n'a pas été plus loin, c'est que le gouvernement israélien est composé de crétiens analphabètes qui passent leur temps à se canarder entre eux plutôt que de regarder une carte.

Tous ces prétendus moudjahidines sont à vendre depuis longtemps et ce sont leurs turpitudes qui ont fait le lit des Talibans. Voir cet article instructif à

<http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.ihtml?itemNo=84556&contrassID=2&subContrassID=15&sbSubContrassID=0&listSrc=Y&itemNo=84556>

DES HUMAINS PENSANTS ?

Salut, voici un texte de réflexions sur lequel on aimerait avoir ton opinion... Merci de la lecture.

Des copains de Lille. *Le mieux, c'est de le soumettre à tout le monde.*

LE DJIHAD PROFITE A MAC WORLD

Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt.
Lao Tseu

Voilà plus d'une semaine qu'ont eu lieu les attentats de New-York, le moment émotionnel est passé, mais les médias faiseurs d'opinions et de morale n'ont fait que de brèves incursions dans le domaine de la réflexion. Si l'idée -- évidente pour les trois quart de l'humanité -- selon laquelle les U.S.A. bénéficient d'un juste retour de bâton dans ce cas précis, est tolérée et admise, désormais tout est couvert par les bruits de bottes, en attendant le son du canon.

Une fois encore, l'évidence médiatique se substitue, comme à chaque événement spectaculaire, au manque d'arguments politiques fondés et avouables. La machine à décerveler tourne à plein !

Par contre, un certain nombre de personnes sur notre planète -- et qui ne font partie d'aucune sphère de pouvoir -- se considèrent toujours comme « humains pensants ».

C'est pour cela qu'après les mises en scènes de la révolution en Roumanie contre Ceausescu, de la guerre du droit contre l'Irak (et Saddam, ce nouvel Hitler), de l'intervention humanitaire de la France au Rwanda et de l'O.N.U. en Somalie et en Yougoslavie, etc..., nous pensons que **nous assistons aujourd'hui à la mise en scène du terrorisme**. Hollywood a investi la réalité. Nous sommes de plein pied dans la société du spectacle et le scénariste est l'Oncle Sam !

En disant cela de façon aussi abrupte, nous ne manquons pas de respect au chagrin des familles des victimes (dont nous aurions pu être !), bien au contraire. Nous parlons de la présentation médiatique de ces événements -- tronquée, coupée de l'ensemble et des dimensions du problème. Cette présentation médiatique fait partie d'une impitoyable logique de guerre et doit être analysée comme telle. Car, le terrorisme, comme le dit Ronald Reagan dans une lettre au Congrès datée du 26 avril 1984 « est une réaction symptomatique de plus vastes problèmes » et que, s'il importe de le combattre, la raison conseille d'« extirper les sources de frustration et de désespoir qui sont les lieux d'épanouissement et les aliments du terrorisme ». On ne peut être mieux inspiré, mais nul n'est prophète en son pays !

Aussi, déclarer la guerre au terrorisme, **c'est un peu déclarer une guerre civile au monde entier**. Car bon nombre de terroristes d'hier ont fini par faire de bonnes carrières au sommet des Etats, autant en Afrique qu'en Europe. On peut citer De Gaulle pour la France (terroriste pour l'Etat Français de Pétain), Ben Gourion et Izrak Rabin pour Israël, le F.L.N. algérien, Issène Habré et Nelson Mandela pour l'Afrique, et tant d'autres. Sans dire que le terroriste d'hier est le ministre ou chef d'Etat d'aujourd'hui, on peut avancer que le terroriste des uns est l'ami des autres et que, potentiellement nous sommes tous des terroristes (plus sûrement qu'américains !).

Maintenant, en ce qui concerne ces attentats, le nom de Pearl Harbor a été lâché rapidement par les médias américains eux-mêmes et nous y reviendrons. Là bas, ce mot est une bombe émotionnelle et synonyme de guerre. De même, dans la foulée toute la presse s'est étonnée et moquée de la défaillance des Services Secrets. Beaucoup de questions ont été posées sauf une : A qui profite le crime ?

Rapidement, toutes les hypothèses ont été soulevées, sauf une : Et si réellement c'était la répétition de la provocation de Pearl Harbor ? Et si, les Services Secrets savaient tout des projets terroristes visant New York, mais avaient laissé faire au mieux, facilité d'autres choses au pire, tout en préservant le maximum ?

En effet, c'est maintenant reconnu officiellement par les historiens que Roosevelt et les Services secrets de l'époque connaissaient les codes japonais et par conséquent leur projet belliqueux dès le début. La seule préparation américaine à cette attaque avait alors été la mise à l'écart des armes les plus performantes en ces lieux : les portes avions, qui ont permis de contre-attaquer rapidement.

Les dirigeants américains avaient alors choisi de rentrer dans la deuxième Guerre Mondiale, non pas par anti-fascisme (Ford, grand fournisseur de l'armée allemande en camions était hitlérien par exemple), mais pour en finir avec la crise économique de 1929, pour tordre le cou définitivement des syndicats ouvriers, étendre leur domination au monde et imposer la paix sociale à l'intérieur.

Les dirigeants américains n'ont pas été les seuls à tenter ce genre de pari risqué. Il suffit de rappeler l'incendie du Reichstag par les nazis, qui a permis d'instaurer leur dictature à l'Allemagne et aussi que le monde entier a cru jusqu'au procès de Nuremberg que c'étaient les Polonais qui avaient déclenché les hostilités de la deuxième Guerre Mondiale en attaquant la station radiotélégraphique allemande de Gleiwitz.

Hypothèse absurde dans le cas des tours jumelles ?

A priori, les arguments ne manquent pas, si on analyse les événements en détail à travers cette grille.

En effet, si l'attentat est impressionnant par rapport à ses pairs (bouteille de gaz, boîte à clous, voiture explosive), les cibles restent symboliques et les dégâts limités (deux tours détruites, une partie de bâtiment incendié et environ cinq mille morts).

Pour Pearl Harbor, les pertes ont été de dix huit bateaux et 2500 morts. Si le but des commandos suicide était de frapper à mort le grand Satan, pourquoi ne pas attaquer les centrales nucléaires ou tout autre réserve de bombes atomiques ?

De même, officiellement les Services Secrets ont commis une énorme bétise. Or, à ce jour aucun de leurs dirigeants n'a été sanctionné. Pire, leurs moyens ont été augmentés. Est-ce normal de récompenser, en temps de guerre, des incapables ?

En ce qui concerne le crash de l'avion sur le Pentagone, il y aurait eu moins de 300 victimes (deux sont répertoriés actuellement sur Internet : un consultant extérieur et un sous officier ; y aura t-il seulement un responsable de service ?), alors que 30.000 personnes travaillent habituellement sur le site. Pourquoi ? En fait on apprend par un alinéa dans la presse que le bâtiment a été évacué très tôt le matin à cause d'un incendie « dont on ignore l'origine » (*Les Echos* du 12/09).

Assez curieusement aussi, aucun responsable politique américain n'a perdu la vie. Aucun sénateur et surtout pas le président dont on a dit que l'avion aurait été la cible du quatrième avion kamikaze. Or joindre et abattre un président en déplacement est certainement plus aisé que d'atteindre la Maison Blanche (déplacement et horaire connus d'avance, voir le cas Kennedy). Plus encore que de tenter d'abattre un autre avion !

Les experts amateurs en aviation civile pourront nous parler des systèmes de sécurité de vol américains, des problèmes de radars et d'autres choses encore. Mais a qui fera t-on croire que durant une heure trente qu'ont duré ces attentats, aucun opérateur radar n'a rien remarqué, prévenu personne et qu'aucun responsable n'a réagi, tant au niveau civil que militaire, surtout après l'attaque du premier avion ? Tout comme celles du Seigneur, il faut croire que les voies des décideurs américains sont impénétrables.

Moins quand même que celles du capitalisme, de ses compagnies offshore et de ses paradis fiscaux protégés par l'Oncle Sam. Là aussi, qui nous fera croire que personne n'était au courant des mouvements de capitaux d'Axa à la bourse une semaine avant l'attentat ?

Mais même si d'autres dysfonctionnements sont révélés il est à craindre que tout soit noyé par une quelconque commission sénatoriale chargée d'enquêter et de trouver les responsables. Car on attend toujours le nom des responsables de l'assassinat de Kennedy, des poseurs de bombes de la Piazza Fontana à Milan, des tueurs fous du Brabant, des assassins de Ben Barka, des commanditaires de Dutroux, par exemple. Toutes ces affaires ont été suivies de commissions toutes plus sérieuses et chargées de pleins pouvoirs les unes que les autres. Mais leur fonction était surtout d'enterrer et de faire oublier tout cela, surtout lors de fortes mobilisations populaires.

Il est à craindre que les preuves ne soient trouvées et notre hypothèse vérifiée que d'ici une soixantaine d'années, quand le monde aura changé et les principaux témoins disparus. Ce qui, pour les petites pointures mêlées plus ou moins consciemment à cette histoire est sans doute déjà commencé.

Alors, à qui profite le crime ?

Les médias manipulent les émotions afin de faciliter la montée d'attitudes irrationnelles. Le but est d'obtenir l'unanimité nationale pour l'escalade militaire. Dans ces cas là, le mécanisme médiatique est toujours le même et aussi efficace. Mais, malgré cela, la réponse à la question ci dessus est claire, nous semble-t-il. Un dicton populaire dit « que l'on n'est jamais mieux servi que par soi même ».

On ne peut en effet occulter le contexte interne et externe de l'Amérique, de ces attaques. Globalement, ce contexte, il faut être lucide, n'est autre que celui du Nouvel Ordre Mondial que les U.S.A. et leurs alliés veulent imposer, tant à l'Ouest qu'à l'Est et au Sud

Pour les responsables politiques l'objectif politique est de maintenir la prédominance des U.S.A. pour le vingt et unième siècle.

L'objectif idéologique est d'éliminer les régimes et les Etats qui ne plaisent pas à l'oncle Sam (les Etats voyous) ainsi que ceux de certains de leurs alliés, éventuellement. Ben Laden n'est qu'un faire valoir, un jeu de propagande (il y a quelques années, le Pentagone recherchait pareillement un nommé Abou Nidal).

Cette stratégie prend le risque de rendre officiel un état de fait, c'est à dire l'extension de la Troisième Guerre Mondiale, qui confronte de façon larvée mais violente les Etats pauvres aux Etats riches, le Nord au Sud de la planète. Et les pauvres aux riches à l'intérieur de chaque Etat ! N'oublions pas que dans la Vulgate Néo-libérale le pauvre, à l'interne comme à l'externe ne sert à rien et de plus coûte de l'argent ! Si à l'interne les décideurs américains contrôlent la situation en mettant en prison la plus grosse partie de leur chômeurs, à l'externe, il est probable que ce n'est pas les scrupules qui vont les empêcher de soumettre la planète à une bonne purge (d'autant plus que le thème malthusien de la surpopulation est un sujet d'inquiétude primordial du Pentagone). Il ne reste plus à souhaiter que les militaires américains, qui vont faire payer l'ardoise ne gardent pas la même proportion de morts que lors de la guerre du Golfe (un américain pour dix mille irakiens tués, ce qui portera le total à soixante millions de morts pour le cas présent !). L'avantage à l'interne, également pour les USA -- et les Républicains en particulier -- est de ressouder les rangs de la nation autour de son président et de ses valeurs (et de ses alliés autour de son leadership, la peur est bonne conseillère). Globalement, l'intérêt est de résoudre la crise économique en relançant la course aux armements (Bush à été élu grâce au lobby de l'armement).

Pour cette politique, Walker Bush a su s'entourer d'un staff d'intellectuels suffisamment allumés, au premier rang desquels on peut citer Donald Rumsfeld (secrétaire à la défense) et Andrew Marshall (du Pentagone). Assez curieusement, ce Rumsfeld a pondu un rapport rendu public en janvier 2001 où il parlait de « la vulnérabilité croissante des Etats-Unis », où il lâchait le nom de « Pearl Harbor » comme possibilité pour son pays et finissait par prôner la nécessité de relancer la guerre des étoiles (*Le Monde Diplomatique* de Juillet 2001, article de M. Golub). C'est presque trop beau ! Si nous étions mauvaise langue, nous pourrions dire que les services spéciaux ont mis neuf mois pour préparer le coup du World Trade Center et trouver les naïfs terroristes. Ce qui justifierait, à contrario l'augmentation de leur budget.

De plus, toutes les prises de parole, tous les discours depuis le Président jusqu'à ses collaborateurs en passant par l'attaché de presse de la Maison Blanche, sont simplement inauthentiques, clichés, sans l'ombre d'une implication, de sentiments, sans la moindre sincérité. Et surtout, bien sûr, pas la moindre auto-critique !

Comme dirait la police, il n'y a pas de preuve, mais il y a une convergence malheureuse de présomptions !

Maintenant, si l'on regarde l'externe, la position des Etats Unis n'est pas très brillante pour les paranoïaques nationalistes de la Maison Blanche. Parce que l'Europe, malgré toutes les tentatives de déstabilisation (en Italie en 69/79, en Belgique avec l'affaire des tueurs, où dans ces deux cas la CIA n'est jamais très loin, mais aussi avec la guerre des Balkans et l'intervention de l'OTAN et de l'ONU) commence à s'imposer, avec sa monnaie en 2002 et politiquement au Moyen Orient où les zones d'intérêts sont bien tranchées. Que dire de ces images de liesse de Palestiniens à Naplouse et Jérusalem Est passées intentionnellement par CNN après l'écroulement des Twin Towers ? Propagande grossière donnant carte blanche à Sharon pour l'élimination en toute bonne conscience de ce malheureux

peuple. Pourquoi ce montage haineux des journalistes, quand on sait que ces images remontent à 1991 et montrent la liesse de Palestiniens lors de l'invasion du Koweït par les américains (debacrimed@yahoogroupes.fr du 24 septembre 2001) ? Pourquoi ? En effet !

Ce qu'il faut voir aussi, c'est que le pillage des différentes économies du monde (Brésil, Chili, Mexique, Colombie, Russie) par les states ne peut continuer ainsi indéfiniment et surtout ne résout rien sur le fond et approfondit la désagrégation générale de l'économie mondiale.

La misère ne peut que progresser dans un monde où les richesses s'accroissent démesurément sans répartition aucune. Même dans les pays riches, la vie est de plus en plus difficile. Le langage, les mots sont de plus en plus décalés par rapport à la réalité vécue. Que ce soit en politique, en économie et dans la vie de tous les jours. C'est l'apparence qui domine tout. **La réalité à évacué le réel.** Les chiffres, les enquêtes balancés par les spécialistes en tout genre des sciences humaines sont fausses, truquées, arrangées.

Et nous nous continuons à regarder la télé, victimes innocentes (?) des lois des marchés, gérés comme un troupeau bêlant dont on spéculé sur la valeur et la capacité à consommer !

Nous pouvons donc conclure que ces attentats, savamment orchestrés par des nerfs formés aux meilleures écoles de déstabilisation des U.S.A., arrivent à point pour Mac World pour relancer sa course à la domination mondiale, et son appétit est insatiable !!

Saturne ne dévore t-il pas ses enfants ?

Lille le 24 Septembre 2001

Didier Charlemagne -- Michel Cornille -- Et quelques amis attentifs

ON THE MOVE

Allez voir ce beau texte de notre ami Israel Shamir sur son nouveau site <<http://www.israelshamir.net/>>. Le surtitre dit tout:

The real target of the British-American offensive is Europe, too prosperous and egalitarian for the Empire of Greed. The wave of refugees is already **on the move.**

OUSSAMA REMET ÇA

Dimanche 7 octobre 2001, 22h47 Texte de la déclaration d'Oussama Ben Laden (afp)

"Voilà l'Amérique frappée par Allah (Dieu) dans son point le plus vulnérable, détruisant, Dieu merci, ses bâtisses les plus prestigieuses et nous remercions Allah pour cela. Voilà l'Amérique remplie de terreur de nord au sud et d'est en ouest et nous remercions Dieu pour cela. Ce que l'Amérique endure aujourd'hui ne constitue qu'une infime partie de ce que nous (les musulmans) endurons depuis des dizaines d'années. **Notre nation subit depuis plus de 80 ans cette humiliation**, ses fils sont tués, et son sang coule, ses lieux saints sont agressés sans raison. Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui ont détruit l'Amérique et nous implorons Allah d'élever leur rang et de les recevoir au paradis. Quand ils (le groupe) ont riposté au nom de leurs fils opprimés et leurs frères et soeurs **en Palestine** et dans beaucoup d'autres pays musulmans, le monde entier s'est indigné, comme l'ont fait les mécréants et les hypocrites. Les enfants innocents sont jusqu'à aujourd'hui tués **en Irak** injustement et sans que cela ne soit dénoncé et sans que les dirigeants et sultans (arabes) ne bougent.

Ces jours-ci, les chars israéliens pénètrent dans les villes palestiniennes, à Jénine, Ramallah, Rafah, Beit Jala et dans d'autres terres musulmanes pour y semer la destruction et personne n'élève la voix et ne bouge le doigt. Quand l'épée s'est abattue sur l'Amérique, les hypocrites ont montré leur tête et ont regretté le sort de ces assassins qui ont versé le sang, porté atteinte à l'honneur et aux lieux saints des musulmans. (Les Américains) sont des débauchés qui se sont alliés au mal en soutenant le bourreau contre la victime et l'injuste contre l'enfant innocent et Dieu leur a infligé ce qu'ils méritent. Après ce qui s'est passé et après ce que les haut responsables aux Etats-Unis, au premier rang desquels **le chef des mécréants** dans le monde Bush, ont dit et après qu'ils eurent mobilisé leurs hommes et leurs chevaux et dressé contre nous les pays qui prétendent être musulmans (...) ils sont sortis combattre **un groupe qui tient à sa religion et ne s'intéresse pas à ce monde**, ils sont sortis combattre l'islam et agresser les peuples sous prétexte de terrorisme."(Pour l'Amérique) tuer des centaines de milliers au Japon est discutable, ce qui se passe en Irak est discutable mais quand plusieurs dizaines d'entre eux ont été tués à Nairobi et à Dar el-Salam, l'Afghanistan et l'Irak ont été frappés et tous les hypocrites se sont dressés aux côtés du leader des mécréants dans le monde et de l'injustice, l'Amérique. Ces événements ont divisé le monde entier en deux parties: Ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie et ceux des mécréants que Dieu nous en préserve. Tout musulman doit se dresser pour défendre sa religion car le vent de la foi et du changement a soufflé pour anéantir l'injustice dans la péninsule de Mohamed . A l'Amérique j'adresse des mots comptés, **je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse** et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes".

Al-Qaeda statement

"Praise be to God, the Cherisher and Sustainer of the Worlds, and may God's peace and blessings be upon our Prophet Muhammad, may he and all his household and companions be blessed by God. Al-Qaeda stresses that the blood of those killed will not go to waste "Based on the questions and queries that we have received regarding how we view the incidents that have taken place over the past five days, we would like to say that the crusade spearheaded by the two crusaders Bush and Blair is continuing on the territory of Muslim Afghanistan and its population, who are demonstrating day in and day out their sacrifices, firmness and determination to uphold their religion and creed.

"We pray to the Almighty God to hold their feet firmly, to strengthen their resolve, and to grant them victory over the infidels.

"We also would like to declare our full support for this emirate and for the Muslim Afghan people in the face of this ferocious assault, offering all the material and moral resources that we have under the command of Mullah Muhammad Omar, commander of the faithful, may God protect him and grant him certain victory.

"This holds true regardless of the duration of the war. The issue at hand is the issue of an entire nation that opposes humiliation and subservience under the yoke of US arrogance and Jewish persecution.

"The Al-Qaeda organization declares that Bush Senior, Bush Junior, Clinton, Blair and Sharon are the arch-criminals from among the Zionists and Crusaders who committed the most heinous actions and atrocities against the Muslim nation.

"They perpetrated murders, torture and displacement. Millions of Muslim men, women and children died without any fault of their own.

"Al-Qaeda stresses that the blood of those killed will not go to waste, God willing, until we punish these criminals.

"Bush, in the midst of his arrogance, media frenzy, and the enduring freedom that he boasts about must not forget the video footage of Muhammad al-Durrah [a Palestinian child killed by Israeli troops in the early days of the Palestinian intifada in the Gaza Strip] and his brothers, Muslim children in Palestine and Iraq.

"If he forgot that scene, then we will never forget it. He must know that his 'enduring freedom' which he boasts of has wiped out entire villages in Nangahar near Jalalabad in Afghanistan.

"Villages were completely wiped out. It was not a mistake but a deliberate action. What mistake is that which is repeated three times?

"This village was bombed in the beginning of night, in the middle of the night, and before dawn.

"Those who supported this Crusader campaign should realise after things have been clarified that it is a Crusader campaign against Islam and the Muslims.

"Those who supported those criminals go away from Prophet Muhammad, may God's peace and blessings be upon him, who said that the destruction of earth is more tolerable to God than killing a believer without cause.

"What would they say when their deeds are displayed in front of God, praise be to him? What would they say when the female infant buried alive is questioned?

"In this regard, we support the religious rulings issued by senior clerics in the Kingdom of Saudi Arabia, led by His Eminence Shaykh Humud Bin-Uqlah al-Shu'aybi, who said that it is impermissible to co-operate with Jews and Christians and that he who co-operates with them and gives them his opinion or take actions in supporting them becomes apostate and revokes his faith in God and his Prophet, may God's peace and blessings be upon him.

"Al-Qaeda organisation orders the Americans and the infidels in the Arabian Peninsula, particularly the Americans and the British, to leave the Arabian peninsula.

"If the mothers of these need their sons then they should ask them to leave the Arabian peninsula, because the land will be set on fire under their feet, God willing.

"In this regard we greet the mujahidin youths who knew their role and the way to respond to the aggression of the unjust, and killed them.

"We also greet the Muslims, both in the East and West, who staged demonstrations rejecting this criminal aggression, repression, and injustice. This truth shows that Bush is an agent of Israel and sacrifices his people and his country's economy for those and helps them occupy the Muslims' land and persecute their sons "We say to them that they should continue this pressure, especially since the Islamic countries' foreign ministers announced their support for this unjust campaign.

"These do not represent the nation in any case. They do not have the legitimacy that qualifies them to dispose of the nation's destiny and resolutions.

"As for the decisions made by Bush and the US administration to prevent satellite channels and world news agencies from making our voice heard in the world, then this is clear evidence that the US administration fears the revelation of the truth that led to the Tuesday events.

"This truth shows that Bush is an agent of Israel and sacrifices his people and his country's economy for those and helps them occupy the Muslims' land and persecute their sons.

"Finally, I address the US secretary of state, who cast doubt about my previous statement and downplayed what we said that there are thousands of Muslim youths who are eager to die and that the aircraft storm will not stop, God willing.

"Powell, and others in the US administration, know that if al-Qaeda organisation promises or threatens, it fulfils its promise or threat, God willing.

"Therefore, we tell him tomorrow is not far for he who waits for it. What will happen is what you are going to see and not what you hear.

"And the storms will not calm, especially the aircraft storm. We also say and advise the Muslims in the United States and Britain, the children, and those who reject the unjust US policy not to travel by plane "These storms will not calm until you retreat in defeated in Afghanistan, stop your assistance to the Jews in Palestine, end the siege imposed on the Iraqi people, leave the Arabian Peninsula, and stop your support for the Hindus against the Muslims in Kashmir.

"We also say and advise the Muslims in the United States and Britain, the children, and those who reject the unjust US policy not to travel by plane.

"We also advise them not to live in high-rise buildings and towers.

"But honour belongs to God, and his Apostle, and to the believers; but the hypocrites know not.

"Peace and God's blessings be upon you."

Statement on al-Jazeera TV by Sulaiman Abu Ghaith, a spokesman for Osama Bin Laden's al-Qaeda group, translated by the BBC-London, 14 October, 2001.

SEPARER LE JUDAISME DU SIONISME?

Time Judaism And Zionism Go Their Separate Ways

October 8, 2001

LONDON (IRNA) - A leading British rabbi has criticised Israel as the "last colonial power in the world" and questioned whether it was time for Judaism and Zionism to go their separate ways.

According to the London *Jewish Chronicle*, Rabbi David Goldberg said that many Jews faced a "crisis of conscience" and also attacked the policies of Israeli leader Ariel Sharon.

Anyone who believes that Sharon and a Likud government would willingly cede an inch of land "must also imagine that the present Pope is a Jew who will sanction birth control and married priests," he was quoted saying. The rabbi from St. John's Wood Liberal Synagogue in London warned it was a "pivotal moment in Israeli-diaspora affairs" when Jews were being called upon to support the Zionist regime, which had "long since vacated the moral high ground." Some would say the time had come for Judaism and Zionism to go "their separate ways," he suggested.

<<http://www.irna.com/newshmt/eng/14133917.htm>>

TOURISME

Le Guide de Palestine-sur-web : <<http://www.mom.fr/guides>>

Nous vous annonçons la mise en ligne d'une nouvelle édition du "Guide de Palestine-sur-web" réalisé par Jean-François Legrain, chercheur CNRS / laboratoire GREMMO de la MOM. Son site d'hébergement est désormais celui de la Maison de l'Orient Méditerranéen (MOM) de Lyon. Entièrement remis à jour par rapport à l'édition mise en ligne sur le site de la Documentation française, il compte maintenant près de **900 liens commentés** relatifs à la Palestine d'aujourd'hui.

El ataque a Afganistan es un golpe de estado global

John Saxe

La decisión de bombardear Afganistán y de anunciar una guerra en más de 60 países "es un golpe de Estado global, porque le permitirá a los Estados Unidos cometer ilegalidades y atentar contra la soberanía de esa enorme cantidad de países mencionados", afirmó John Saxe Fernández al presentar su más reciente libro.

El catedrático de la Universidad Nacional Autónoma de México comentó que su libro *Globalización y Clases Sociales* fue escrito antes de los atentados del 11 de septiembre en Nueva York y tiene plena actualidad. Saxe, quien es coautor del volumen junto al analista James Petras, dijo que este análisis está centrado en el concepto de globalización como un "fenómeno de los modelos imperialistas clásicos". Para él, muchas de las explicaciones al presente se encuentran tanto en los números como en la historia política de los principales países del mundo, y aseguró que el concepto de "Justicia infinita" dado a la operación militar en marcha le quedaba grande a George W. Bush, quien está siendo asesorado en las sombras por el ex funcionario de su padre, Henry Kissinger.

No debemos olvidar, precisó, que el asesinato y la masacre han sido instrumentos de la política exterior estadounidense, sobre todo a partir de la presencia de Kissinger. Antes se decía que no había nada peor que un nazi, y ahora puede decirse que sí: Kissinger.

En opinión del prestigioso analista, el actual estado de guerra no es sorprendente. Más llamativa fue la llegada de Bush al gobierno con un gabinete prácticamente de guerra, que denotaba un desprecio por el estado de derecho, subrayó.

Concluyó señalando que un alto porcentaje del Producto Interno Bruto es destinado a la seguridad y a las construcciones militares, lo que hace aparentemente necesaria la guerra como una variable de conservación económica.

14 Oct. 2001 -- ANV

LE MASSACRE DES INNOCENTS

La "médina" (ville arabe) et le monde yiddish

par Israël Shamir

Le grand massacre des innocents ne saurait tarder. Avant peu, des centaines de milliers, voire des millions de nos frères descendant d'Adam et Ève seront mitraillés, arrosés au napalm et périront par l'armement nucléaire. Garçons et filles, enfants encore dans le sein de leur mère et vieillards seront menés vers l'autel de la Vengeance et sacrifiés rituellement par le président George W. Bush, Grand Prêtre du Dieu qui réclame ce sacrifice. Le moment est bien choisi et l'on peut difficilement y voir une simple coïncidence. On appelle les dix jours suivant Rosh Hashanah, le nouvel an juif, les "journées de l'angoisse", jusqu'au dixième jour, qualifié de Yom HaDin, jour du Jugement dernier.

Parlant de son entreprise, le président Bush évoque les Croisades. Dans notre esprit, cette mention nous renvoie aux austères chevaliers d'Aquitaine et aux pieux guerriers francs qui ont pris la croix et, murmurant le nom de Notre-Dame, se sont engagés dans un long et périlleux pèlerinage. C'était sans compter avec la réalité. La Croisade est un Djihad de l'Occident qui a provoqué maintes effusions de sang. Sauvages et indisciplinés, les Croisés ont saccagé la plus belle ville chrétienne de la Terre, Constantinople, et ont noyé dans le sang la terre sacrée de Jérusalem. Radulf de Caen, chroniqueur des Croisades, rapporte les actes de ses compagnons d'arme dans la ville syrienne de Maarra en ces termes: "ils ont embroché les nourrissons, les ont fait rôtir et les ont dévorés". Ce n'était que des brutes mais je tiens tout de même à ne pas souiller la mémoire de ces assassins cannibales en les associant à la croisade de G. W. Bush. Ils n'ont jamais cherché la vengeance, sentiment contraire à la foi chrétienne, allant même jusqu'à la nier.

L'essence même des Evangiles du Christ est liée au refus de la vengeance. C'est là la différence majeure entre l'Eglise et la Synagogue, ces deux soeurs nées il y a deux millénaires. Cette divergence est intégrée, qui constitue le trait le plus éminent marquant la différence entre les deux fois : alors que les Chrétiens sont appelés à prier pour leurs ennemis, les Juifs ne rêvent que de vengeance.

Ce n'est pas par hasard si, au siècle dernier, s'est répandue la confusion idéologique. On enseigne aux chrétiens que les juifs attendent le Messie, c'est-à-dire le Christ. Le monde chrétien enseigne que le Messie est venu et qu'il reviendra tandis que le judaïsme considère que le Messie n'est pas encore advenu. C'est là ce qui distingue les enseignements juif et chrétien. Or la réalité est toute différente : le Christ est venu pour sauver alors que le Messie viendra pour se venger. J'en veux pour preuve les propos du brillant universitaire israélien, le Pr. Israel Jacob Yuval de l'Université hébraïque, figurant dans son dernier ouvrage, *Two Nations In Your Womb* [1]. Le "salut vengeur" comme le nomme Yuval a été repris par les juifs européens à partir des anciens textes pharisiens et est devenu la doctrine première de la Synagogue.

Lorsque le Dr. Israel Yuval a publié son livre, riche d'enseignements sur la théologie de la vengeance dans le judaïsme, l'ouvrage a été accueilli avec grand enthousiasme par ses collègues israéliens, mais les savants juifs américains l'ont repoussé avec horreur. Le Dr. Ezra Fleischer a rédigé une critique véhémement qu'il conclut en ces termes : "Il vaudrait mieux que ce livre n'ait pas été publié mais puisqu'il l'a été, il devrait être condamné à l'oubli".

Le professeur Yuval cite un grand nombre de textes de l'Antiquité juive pour conforter son argument. "A la fin du monde (lors de l'avènement du Messie), Dieu détruira, tuera et exterminera toutes les nations hormis les fils d'Israël" peut-on lire dans le *Sefer Nitzahon Yashan*, écrit par un juif allemand au XIIIe siècle. Un poète liturgique du nom de Klonimus b. Judah a eu une vision "des mains de Dieu pleines de cadavres de goys". Des rêves d'effusion de sang et de destruction encore plus effroyables précèdent les premières attaques portées contre les juifs à la fin du XIe siècle. Cent ans avant que les Croisés n'assaillent les juifs, le rabbin Simon b. Yitzhak en appelait à Dieu pour "qu'il tire son épée du fourreau et extermine les Gentils". Pour hâter la destruction des Gentils, les sages d'Europe ont prononcé des malédictions à l'encontre des chrétiens et du Christ et les ont intégrées dans la liturgie de Pâque, du Jour du Jugement dernier et même dans la prière quotidienne.

C'est pourquoi la décision du président Bush de lancer une campagne de vengeance n'a rien de chrétien. D'aucuns pourraient faire valoir que le président et son administration sont manipulés par des juifs ne rêvant que de vengeance. Ce n'est pas par hasard si, tout de suite après que Wall Street a été touchée par les kamikazes, Bibi Netanyahou a déclaré: "Voilà qui est très bon pour nous" [2]. Ce n'est pas non plus en vain qu'Ariel Sharon a cherché à comparer les Palestiniens à Oussama ben Laden. Ce n'est pas en vain non plus que les Israéliens ont exigé la destruction de

Bagdad et de Téhéran, de la Corée et du Soudan, et de quiconque ne se plierait pas aux ordres de Tel-Aviv ou de Washington.

Un mystique ne qualifierait pas cela de "manipulation" mais prendrait pour argent comptant l'arrivée du Messie de la Vengeance, en l'improbable personne de George W. Bush. En fait, dans la théologie chrétienne, le Messie de la Vengeance porte un nom différent : il est appelé " l'Antéchrist ".

Les théologiens chrétiens se sont employés à approfondir les qualités de cette figure d'Apocalypse. Dans une prophétie, Saint-Jean Damascène dit que certaines choses trouveront leur réalisation dans l'Antéchrist qui viendra rencontrer les juifs et se manifester en leur faveur, contre le Christ et les chrétiens (Jean Damascène était un ami de l'Islam et a expliqué le dogme musulman du Coran éternel comme une forme d'enseignement chrétien du Verbe). Les Pères de l'Eglise ont considéré l'avènement de l'Antéchrist comme le soulèvement et le triomphe provisoires du judaïsme. Au Xe siècle, Saint André de Byzance avait même prophétisé que le royaume d'Israël serait restauré et deviendrait le point de départ de l'Antéchrist.

Aux Etats-Unis, des millions de chrétiens fervents ressentent l'étroitesse du lien entre Israël et l'Apocalypse. On leur a appris que la venue de l'Antéchrist constitue une étape sur la voie du Second Avènement. Mais induits en erreur par leurs pasteurs, ils en ont tiré une conclusion pour le moins paradoxale et décidé de se ranger aux côtés de l'Antéchrist. Ils ont oublié les mots disant que le Fils de l'Homme viendrait à l'heure où vous n'y penserez pas, mais "malheur à celui qui prendra parti pour l'Antéchrist ".

Dans le calendrier juif, deux jours se prêtent à la vengeance: le premier est Pourim, jour où, selon le Livre d'Esther, les juifs ont massacré 75.000 gentils en Perse. C'est en ce jour de Pourim que Baruch Goldstein, émigré de Brooklyn installé à Hébron, a massacré de pieux musulmans au tombeau d'Abraham. C'est aussi le jour de Pourim que les ministres de l'Allemagne nazie ont été exécutés à Nuremberg. C'est également à l'occasion de la fête de Pourim que deux cent mille Iraquiens ont été immolés par l'armée de l'Air des Etats-Unis, en 1991. Pourim est propice mais le jour du Jugement dernier est encore plus favorable à une vengeance à grande échelle, à un massacre de dimension messianique. Peu de temps après, on célèbre Succoth (la fête des Cabanes) à l'occasion de laquelle le Messie peut être révélé.

Dans les minutes précédant notre déclaration selon laquelle Bush est l'Antéchrist et/ou le Messie, un événement nous incite à pousser plus loin l'enquête. Aujourd'hui, nous savons qu'il y a eu délit d'initié s'agissant des cessions d'actions des compagnies d'assurance et des compagnies aériennes, ce qui sous-entend que certains savaient que l'attaque à venir était imminente. Nous savons très bien que le système bancaire d'investissement appartenant aux juifs avait été prévenu à l'avance. Je ne puis imaginer un terroriste musulman essayant de s'accorder des grandes fêtes juives. J'aurais encore plus de mal à imaginer que l'Antéchrist de l'Apocalypse et ses conseillers juifs de la Kabbale tirent des plans sur la comète par rapport à la Bourse. Il est plus facile de rechercher des " méchants " qui ne sont pas nécessairement diaboliques. La prudence exige que nous tenions compte de certains paramètres d'ici-bas avant d'aller chercher des causes dans l'autre monde. C'est la méthode qu'a préférée le Père Brown, héros de G. K. Chesterton: avant de demander la reconnaissance d'un miracle, bien vérifier l'aspect matériel des choses.

De fait, rien ne permet d'assurer que le président Bush ait été manipulé par des juifs. Cette hypothèse se fonde sur l'idée de l'existence d'Etats-Unis non juifs, d'une " Amérique autonome en proie à la manipulation et à la subversion de la part des juifs ". Si tel était le cas, en excluant par miracle les juifs du discours public, cette Amérique originelle pourrait être retrouvée. Mais, en réalité, le récent discours faisant suite aux attentats commis aux Etats-Unis prouve, bon gré mal gré, le contraire.

Nombre de personnalités publiques américaines, tant juives que non juives, ont appelé à la vengeance. Selon l'ex-Secrétaire d'Etat, Lawrence Eagleburger, il n'y a pas trente-six façons de traiter avec ce type d'individu ; il faut en tuer un certain nombre même s'ils ne sont pas directement impliqués dans l'affaire [3]. Précisons que Lawrence Eagleburger préside l'organisation juive exigeant de l'Allemagne des indemnités qui le paie 300.000 \$ par an.

Face à cet inimaginable Pearl Harbour du XXIe siècle, ma réaction devrait être aussi simple que rapide: tuer les salauds; viser entre les deux yeux, en faire de la chair à pâté, les empoisonner, même, s'il le faut. Quant aux villes ou aux pays qui abritent cette vengeance, il faudrait les bombarder pour les réduire à l'état de terrains de basket, a déclaré Steve Dunleavy dans le *New York Post* [4]. Dans le *Washington Post*, Rich Lowry a même proposé d'annihiler une partie de Damas ou de Téhéran, ou de prendre toute autre mesure permettant de résoudre en partie le problème [5]. En matière de citations, le clou revient à Ann Coulter qui ne craint pas d'affirmer que l'on n'a pas le temps de faire du sentiment pour localiser avec exactitude les individus directement impliqués dans cette attaque terroriste précise.... Il nous faut envahir leur pays, tuer leurs dirigeants et convertir la population au christianisme (!?). Nous n'avons pas pris tant de précautions pour localiser et punir uniquement Hitler et ses officiers généraux. Nous avons arrosé les villes allemandes d'un tapis de bombes et tué des civils. C'est cela la guerre et nous sommes en situation de guerre. Ces propos ont été publiés dans le *New York Daily News* [7], quotidien de Mortimer Zuckerman, actuel dirigeant de la Conférence des organisations juives américaines

Cet esprit de vengeance qui anime la presse américaine constitue une aberration par rapport au discours de l'Occident. En jetant un coup d'oeil rapide sur la littérature mondiale des pays de la Chrétienté et de l'Islam, vous constaterez que la vengeance est rarement le thème principal d'un ouvrage important. Gogol a écrit une nouvelle à la mode occidentale intitulée "Une terrible vengeance " [voir *Les Soirées du Hameau*, près de Dikanka -- "Oeuvres complètes de Gogol", Bibliothèque de La Pléiade, ndt]. Pour sa part, Prosper Mérimée a écrit une courte nouvelle intitulée *Colomba* à propos de la vendetta corse. Et c'est tout. Les Britanniques ont toujours considéré la vengeance comme quelque chose de totalement étranger à leur culture, surtout quand il s'agissait de matches de cricket. Dans toute culture, tant chrétienne que musulmane, le terme " vengeur " revêt une connotation négative mais, à l'inverse, la culture juive est totalement imprégnée de l'idée de vengeance, dans la mesure où elle s'inspire uniquement de l'Ancien Testament, sans passer par le filtre rédempteur du Nouveau Testament ou du Coran.

Nous autres, juifs, sommes mieux placés que quiconque pour le savoir : John Sack brillant journaliste juif américain l'a souligné dans son livre intitulé *Eye for Eye* [Oeil pour oeil, cet ouvrage n'a pas été traduit en français, ndt], ouvrage qui vous fait froid dans le dos à la simple évocation des exactions perpétrées par des juifs à titre de vengeance à l'encontre de civils allemands au lendemain de la Deuxième guerre mondiale: *Eye for Eye* raconte des tortures, des " assassinats extra-judiciaires ", des empoisonnements en masse et autres horreurs Il est peu probable que vous puissiez vous procurer un exemplaire de ce livre, l'Establishment juif ayant réussi à le faire interdire et à empêcher sa mise en vente en librairie. [Néanmoins, essayez <www.johnsack.com> éd.]

Rien d'étonnant à ce qu'Israël ait encouragé la vengeance dans sa politique générale au quotidien. Ses attaques contre des Palestiniens ont été appelées *peulot tagmul*, actes de vengeance. L'un de ces actes est imputable à l'actuel Premier ministre, Ariel Sharon, lorsque, le 14 octobre 1953, ses soldats et lui ont tué une soixantaine de paysans, n'épargnant ni femme ni enfant, dans le village de Qibya. L'invasion du Liban en 1982, et ses 20.000 victimes, tant

libanaises que palestiniennes, chrétiennes que musulmanes, n'est rien d'autre qu'un acte de vengeance en réaction à l'assassinat manqué de l'ambassadeur d'Israël à Londres. A l'occasion de la présente Intifada, chaque acte de terreur imputable aux Israéliens est qualifié de " châtiment " ou de " représailles " par les Israéliens et les médias américains appartenant à des juifs.

Cet engouement juif pour la vengeance a survécu à la périlleuse traversée de l'Atlantique. Ce sont des judéo-américains qui ont créé Hollywood c'est elle qui a fait de la vengeance son thème privilégié. D'une certaine façon, le cinéma américain est un moyen pour le subconscient collectif juif de s'exprimer, et a constitué l'un des principaux éléments ayant façonné la psyché américaine. Depuis Hollywood, l'esprit de vengeance s'est répandu sur toute la Terre et a certainement contribué à modeler le monde dans lequel nous vivons. En d'autres termes, il n'y avait pas besoin de complot. Relativement immature, l'Amérique n'a pas résisté à l'impact de la mentalité juive et est devenue un Etat juif, la grande soeur d'Israël. Petit-fils d'un rabbin de Trèves mais élevé au sein de l'Eglise, Karl Marx s'est révélé un véritable prophète en annonçant dès les années 1840 (!) que l'Amérique deviendrait un Etat juif et embrasserait l'idéologie juive faite d'avidité et d'aliénation. Cela explique les succès affichés par les juifs. Quoi de plus naturel que, dans l'Etat juif, les juifs engrangent tous les succès ?

Cette explication nous permet de répondre à la question que nous avons posée précédemment, à savoir: l'Amérique soutient-elle Israël à cause du Lobby juif ou "au nom de l'intérêt bien compris des entreprises américaines" ? **Disons que le Lobby juif est un organe superflu, qui défend la Droite israélienne, tandis que l'Amérique toute entière constitue un Etat juif de plus grande dimension, dont les intérêts ne se limitent pas au seul Proche Orient.**

Cette hypothèse fournit une explication convaincante à bien des interrogations. Elle explique le pourcentage incroyablement élevé de voix en faveur du soutien à Israël (99 %). Elle explique les innombrables musées, études et films consacrés à l'Holocauste. Elle explique pourquoi, dans la vie de l'Amérique, les juifs occupent une position centrale. C'est ainsi que, de nos jours, l'Amérique considère les événements qui se passent dans le monde en se plaçant du point de vue juif traditionnel, en cherchant à savoir si "ceci ou cela est-il ou non favorable aux juifs?".

Cette hypothèse explique également le retrait des Etats-Unis à Durban. George W. Bush ne voyait pas d'inconvénient à se quereller avec l'Europe et le Japon et c'est ainsi qu'il est revenu sur le traité de Kyoto. Il se moquait pas mal de mécontenter la Russie et la Chine en prenant unilatéralement la décision d'abandonner le traité sur les armes stratégiques. Mais, dans le cas présent, il a entendu la Voix de son Maître. Ce rejet hautain de l'Afrique et de l'Asie, ce renvoi injurieux de la communauté afro-américaine, ce refus de la grande cause que constitue la lutte contre le racisme prouvent, s'il en était encore besoin, que les Etats-Unis se sont alignés sur l'Etat d'Israël.

Dans un récent entretien accordé à *Newsweek* [7], le président Vladimir Poutine s'emploie à justifier son assaut contre les Tchétchènes. Selon lui, "les dirigeants tchétchènes ont appelé publiquement à l'extermination des juifs", reléguant les détracteurs de la guerre qu'il mène au rang d'antisémites. Or, aucun juif n'habite en Tchétchénie, et l'opinion des dirigeants de ce pays à l'égard des juifs n'aurait aucun intérêt si le terme " antisémitisme " conservait son acception d'origine, à savoir les préjugés ou le racisme anti-juif. L'antisémitisme n'existe plus sous cette forme, comme nous l'avons démontré dans d'autres articles [8], mais le monde y a vu un sens nouveau. Ce terme a été assimilé à l'anti-américanisme de l'époque de McCarthy, ou à l'anti-soviétisme de l'Union soviétique sous Brejnev.

Quiconque, en Amérique ou dans un autre pays, rejette le nouveau paradigme américain est, par définition, antisémite. C'est la raison pour laquelle de bonnes gens d'ascendance juive, que ce soit Noam Chomsky ou Woody Allen, Saint Paul ou Karl Marx, sont qualifiées "d'antisémites". En règle générale, la communauté juive les rejette, qui n'hésite tout de même pas à s'exprimer en leur nom pour défendre les structures qu'elle dénonce.

Un délit à l'encontre de la communauté juive n'est pas considéré comme une forme de racisme. Le racisme ordinaire est parfaitement toléré, surtout s'il est dirigé contre les Arabes (les nouveaux ennemis des juifs) ou les Noirs (les anciens ennemis des juifs). Mais quand il s'agit de juifs, le délit est traité de " crime de lèse-majesté " (dans les années où les juifs avaient beaucoup de pouvoir en Union soviétique (1917 - 1937), on fusillait les gens pour avoir proféré une remarque contre les juifs). A Strasbourg, Manfred Stricker a fait campagne pour que l'université de la ville porte le nom du Dr. Schweitzer, mais la communauté juive a préféré l'appeler du nom d'un savant juif sans grand rapport avec la ville. C'est ainsi que Manfred Stricker a été condamné à six mois de prison.

M'adressant à des étudiants de Harvard, d'Emory et d'autres universités de l'Ivy League, je me suis rendu compte qu'ils ne savaient même pas qui était Arnold Toynbee. Le plus grand philosophe britannique de l'Histoire du XXe siècle avait commis une erreur: il avait parlé de la tragédie palestinienne et évoqué l'esclavage des Africains en le qualifiant de tragédie égale à l'Holocauste des juifs. C'est ce qui explique que le nom de Toynbee ait été gommé et ait disparu de la conscience américaine. Cette maîtrise absolue du discours public explique l'obéissance des intellectuels américains (et européens, d'ailleurs). Pour un intellectuel, il vaut mieux se voir accuser de pédophilie que d'antisémitisme.

Dans l'Etat judéo-américain, les juifs constituent désormais une "église officielle", fondement idéologique qui, soit dit en passant, m'inspire les mêmes remarques que celles de Voltaire disant qu'il conviendrait d'éradiquer l'infamie de l'Eglise catholique au sein de laquelle il était né.

Dans l'Etat judéo-américain, les juifs constituent le groupe social le plus prospère. Ce soudain accès à la notoriété et à la richesse ne devrait pas provoquer de vertige ni de sentiment d'auto-adulation, tout au contraire. Reprenant les propres termes du grand philosophe américain, Immanuel Wallerstein, je dirai que, de nos jours, la réussite matérielle est la marque d'un échec moral. Ni la " réussite " ni les richesses ne sont la preuve de la bienveillance de Dieu. En tout cas, pas du Dieu qui a béni les pauvres. L'homme qui se taille une part de choix dans le milieu des voleurs n'a pas sa place aux yeux de Dieu. Notre monde, constitué de millions d'affamés et d'une minorité d'hyper-privilegiés est un monde dépourvu de morale comme de sentiment chrétien, à l'instar de la soi-disant "Croisade" du Président Bush.

1 - Editeur : Alma/Am Oved, Tel-Aviv, 2000, ISBN 965-13-1428-1

2 - *New York Times* du 12 septembre 2001

3 - *CNN*, le 12 septembre 2001

4 - 12 septembre 2001

5 - Message adressé par Rich Lowry, rédacteur du *National Review* à Howard Kurtz (*Washington Post*, numéro du 13 septembre 2001)

6 - 12 septembre 2001

7 - 7 février 2001

8 - Voir "La troisième colombe".

The disinformation campaign

Phillip Knightley

The way wars are reported in the western media follows a depressingly predictable pattern: stage one, the crisis; stage two, the demonisation of the enemy's leader; stage three, the demonisation of the enemy as individuals; and stage four, atrocities. At the moment we are at stages two and three: efforts to show that not only Osama bin Laden and the Taliban are fanatical and cruel but that most Afghans - even many Muslims - are as well. We are already through stage one, the reporting of a crisis which negotiations appear unable to resolve. Politicians, while calling for diplomacy, warn of military retaliation. The media reports this as "We're on the brink of war", or "War is inevitable".

News coverage concentrates on the build up of military force, and prominent columnists and newspaper editorials urge war. But there are usually sizable minorities of citizens concerned that all avenues for peace have not been fully explored and although the mainstream media ignores or plays down their protests, these have to be dampened down unless they gain strength.

We now enter stage two of the pattern -- the demonisation of the enemy's leader. **Comparing the leader with Hitler is a good start** because of the instant images that Hitler's name provokes. So when George Bush Sr likened Iraq's takeover of Kuwait with the Nazi blitzkrieg in Europe in the 1930s, the media quickly took up the theme. Saddam Hussein was painted as a second Hitler, hated by his own people and despised in the Arab world. Equally, in the Kosovo conflict, the Serbs were portrayed as Nazi thugs intent on genocide and words like "Auschwitz-style furnaces" and "Holocaust" were used.

The crudest approach is to suggest that the leader is insane. Saddam Hussein was "a deranged psychopath", Milosevic was mad, and the *Spectator* recently headlined an article on Osama bin Laden: "Inside the mind of the maniac". Those who publicly question any of this can expect an even stronger burst of abuse. In the Gulf war they were labelled "friends of terrorists, ranters, nutty, hypocrites, animals, barbarians, mad, traitors, unhinged, appeasers and apologists". *The Mirror* called peace demonstrators "misguided, twisted individuals always eager to comfort and support any country but their own. They are a danger to all us -- the enemy within." Columnist Christopher **Hitchens**, in last week's *Spectator* article, **Damn the doves**, says that **intellectuals who seek to understand the new enemy are no friends of peace, democracy or human life**.

The third stage in the pattern is the demonisation not only of the leader but of his people. The simplest way of doing this is the atrocity story. The problem is that although many atrocity stories are true -- after all, war itself is an atrocity -- many are not.

Take the Kuwaiti babies story. Its origins go back to the first world war when British propaganda accused the Germans of tossing Belgian babies into the air and catching them on their bayonets. Dusted off and updated for the Gulf war, this version had Iraqi soldiers bursting into a modern Kuwaiti hospital, finding the premature babies ward and then tossing the babies out of incubators so that the incubators could be sent back to Iraq.

The story, improbable from the start, was first reported by the *Daily Telegraph* in London on September 5 1990. But the story lacked the human element; it was an unverified report, there were no pictures for television and no interviews with mothers grieving over dead babies.

That was soon rectified. An organisation calling itself Citizens for a Free Kuwait (financed by the Kuwaiti government in exile) had signed a **\$10m** contract with the giant American public relations company, Hill & Knowlton, to campaign for American military intervention to oust Iraq from Kuwait.

The Human Rights Caucus of the US Congress was meeting in October and Hill & Knowlton arranged for a 15-year-old Kuwaiti girl to tell the babies' story before the congressmen. She did it brilliantly, choking with tears at the right moment, her voice breaking as she struggled to continue. The congressional committee knew her only as "Nayirah" and the television segment of her testimony showed anger and resolution on the faces of the congressmen listening to her. President Bush referred to the story six times in the next five weeks as an example of the evil of Saddam's regime.

In the Senate debate whether to approve military action to force Saddam out of Kuwait, seven senators specifically mentioned the incubator babies atrocity and **the final margin in favour of war was just five votes**. John R MacArthur's study of propaganda in the war says that the babies atrocity was a definitive moment in the campaign to prepare the American public for the need to go to war.

It was not until nearly two years later that the truth emerged. The story was a fabrication and a myth, and Nayirah, the teenage Kuwaiti girl, coached and rehearsed by Hill & Knowlton for her appearance before the Congressional Committee, was in fact the daughter of the Kuwaiti ambassador to the United States. By the time MacArthur revealed this, the war was won and over and it did not matter any more.

So what should we make of the stories in the British press this week about torture in Afghanistan? A defector from the Taliban's secret police told a reporter in Quetta, Pakistan, that he was commanded to "find new ways of torture so terrible that the screams will frighten crows from their nests". The defector then listed a series of chilling forms of torture that he said he and his fellow officers developed. "Nowhere else in the world has such barbarity and cruelty as Afghanistan."

The story rings false and defectors of all kinds are well-known for telling interviewers what they think they want to hear. On the other hand, it might be true. The trouble is, how can we tell? **The media demands that we trust it but too often that trust has been betrayed.**

The Guardian, 24 October 2001 <<http://www.guardian.co.uk>>
Phillip Knightley is the author of *The First Casualty, a history of war reporting* (Prion). Un très bon livre que nous recommandons. Existe en français.

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS

Appel urgent de l'OMCT

lundi 1 octobre 2001

Le Secrétariat international de l'OMCT vous prie d'intervenir de TOUTE URGENCE dans la situation suivante **en Israël**. Le Secrétariat international de l'OMCT a été informé par une source digne de confiance que des femmes détenues, ainsi qu'un enfant, ont subi des actes de torture et des mauvais traitements à la prison pour femmes de Neve Tertzé à Ramle en Israël.

Selon les informations reçues, les gardiens de la prison sont entrés le jeudi 13 septembre dans les cellules des femmes, ont emporté leurs possessions et ont conduit Maha Al-A'ak (22 ans), Suad Ghazal (18 ans), Wijdan Buji (22

ans) et Rab'a Hamael (14 ans) dans des cellules d'isolement. Ils ont ensuite déplacé Amne Muna (25 ans) dans une section différente où ne se trouvaient que des prisonnières de droit commun. Craignant pour l'intégrité d'Amne Muna, les femmes ont commencé ensuite à crier son nom. Plus tard dans la soirée, des gardiens homme et femmes sont entrés dans les cellules d'isolement et ont commencé à battre les détenues.

Selon les informations reçues, des policiers et les gardiens les ont attachées à leur lit, les bras et les jambes écartés, en les maintenant avec des entraves en plastique tellement serrées qu'elles ont provoqué des enflures et des douleurs intenses. Des gardiens ont aussi recouvert les visages de Wijdan et de Suad avec leur voile pendant qu'elles étaient attachées au lit, les empêchant ainsi de respirer. Les gardiens sont revenus après 2 heures et ont déserré les entraves. Ils ont toutefois laissé les détenues enchaînées à leur lit dans cette position humiliante pendant toute la nuit.

Un avocat, qui a visité la prison le 16 septembre 2001, a affirmé que les femmes étaient encore en isolement ce jour-là et qu'elles avaient des blessures et des oedèmes au visage et au corps. Lors de la visite, le gardien avait refusé d'enlever les entraves des jambes d'Amne Muna. Il n'y avait pas d'eau dans la cellule de celle-ci et au moment de la visite, à 13h45, elle n'avait toujours pas reçu de l'eau. Un doigt de sa main droite était enflé, avec un oedème important et ensanglanté.

Amne a fait une déclaration sous serment selon laquelle elle a dit: «Ils ont tenté de m'agresser avec des boucliers en plastique. J'ai essayé de me protéger. L'instant suivant je me suis retrouvée par terre, en train de protéger ma tête -- trois hommes me frappaient sur la tête et le corps. Ils ont vaporisé du gaz sur mon visage. Je pensais que j'allais mourir... je ne pouvais pas respirer et je criais. Un des policiers marchait avec sa botte sur ma main et je saignais... Ils ont mis mon visage par terre et continuaient à me battre. Ils m'ont prise par les bras et les jambes et m'ont traînée dans l'autre pièce. Ma tête se cognait par terre. Ma main saignait. Ensuite Miri (une gardienne) m'a vaporisée à nouveau. Je pensais mourir. Ils m'ont mise sur le lit en y attachant mes mains et mes jambes -- tout en me portant -- en tenant ma tête et mon cou dans une position qui m'étouffait.»

L'OMCT craint pour l'intégrité physique et psychologique d'Amne Muna et de toutes les femmes détenues à la prison de Neve Tertzze. L'OMCT est vivement préoccupée par les mauvaises conditions de détention des femmes palestiniennes incarcérées dans cette prison.

En ce qui concerne Rab'a Hameal, âgée de 14 ans, l'OMCT rappelle qu'en tant qu'Etat partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, Israël est tenu de respecter les articles qu'elle contient. L'article 37 exige notamment que «tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, (...) il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par les visites (...)».

En outre, l'OMCT souligne que, selon les règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de libertés, la mise à l'isolement de personnes de moins de 18 ans constitue un traitement inhumain et dégradant et doit être interdit.

Par ailleurs, selon l'article 37(c) de la Convention relative aux droits de l'enfant, «(...) tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes». **Organisation Mondiale Contre la Torture** (OMCT), 8 rue du Vieux-Billard, Case postale 21, CH-1211 Geneve 8, Suisse/Switzerland, Tel. : 0041 22 809 49 39, Fax : 0041 22 809 49 29, E-mail : <omct@omct.org>, <http://www.omct.org>

LECTURE AU COIN DU FEU

Onnous signale Kurt Kohbeck, *Holy War, Unholy Victory: Eyewitness to the CIA's secret war in Afghanistan* (1993), On ne l'a pas trouvé sur Amazon.com.

PIPE DREAMS

No one wants to be the Taliban's friend now- but it wasn't so long ago that US energy companies actively courted the Afghan regime.

<http://www.motherjones.com/web_exclusives/features/news/pipedreams.html>

LE RABBIN HITLER

"More than 50 years ago, America saved the world from Nazism. Now she is leading the world in a campaign to rid us of international terrorism," said Rabbi Marvin Hi(tl)er, dean and founder of the Simon Wiesenthal Center.

"If ever there was a just war, this is such a war. This is a battle about our freedoms, our way of life, and our civilization.

Once before, when speaking of the Battle of Britain and of the British defenders of London, Winston Churchill stated that 'this was their finest hour.' One day, people shall say of the United States that in the 21st Century, this was America's finest hour," Hi(tl)er continued.

LA BASSIN RUSSE SE TARIT

Elena Starikovski (24 ans) étudiait la musique. Elle était partire pour Novosibirsk, dans sa Sibérie natale, pour rejoindre son fiancé et se marier. Intallée à Tel-Aviv depuis deux ans, elle espérait convaincre son futur mari de la suivre en Israël. Ses projets se sont abimés dans la Mer Noire, jeudi 4 octobre, avec l'explosion du Tupolev de la Sibir. Selon la compagnie d'aviation, les 12 membres d'équipage étaient russes, 15 passagers également. Les 51 autres, de nationalité israélienne, étaient de récents immigrants, originaires de Russie.

Toutes les grandes villes russes ont vu renaître leur communauté juive au cours de la dernière décennie. [**On ne savait pas qu'elles étaient mortes...**] Celle de Novosibirsk n compterait 15.000 membres. L'Agence juive, l'organisme israélien [**L'Agence juive n'est PAS un organisme israélien. Ce serait plutôt Israël qui serait un organe de l'Agence juive...**] chargé des juifs de la diaspora, dispose d'une antenne dans la ville: il y aurait 60.000 juifs dans la région. Ceux qui sont restés en ex-URSS ne sont pas les plus pratiquants. Il n'empêche: les synagogues sont restaurées, des mouvements de jeunes ont été créés, et il existe des écoles juives dans toutes les grandes villes. [**En somms, l'argent des juifs américains sert à recréer le ghetto qu'avaient aboli soixante-dix ans de vie soviétique...**]

Au début des années 1990, ils faisaient la queue devant les bureaux de l'Agence juive, qui leur proposait de partir tous frais payés pour Israël [**où ils devaient ensuite rembourser les frais, énormes, de voyage et d'installation...**]. Le grand rush a commencé en 1990: cette année-là, 180.000 ressortissants de l'ex-Union soviétique ont obtenu un passeport israélien. Au cours des douze dernières années, ils sont 890.000 à avoir répondu à l'appel. [**On estime généralement que la moitié des ces gens ne sont juifs en aucune façon, mais que ce sont des émigrants économiques...**] La plupart sont partis pour des raisons économiques. De jeunes hommes, eux, y ont trouvé le moyen d'échapper au service militaire -- effectué en Russie, il est beaucoup plus dangereux qu'en Israël [**C'est une illusion qui est en train de se dissiper...**]. Les hommes d'affaires y ont vu l'avantage d'élever leurs activités et de jongler avec deux nationalités.

Cette émigration massive a évidemment renforcé les liens entre Moscou et tel-Aviv, qui partagent la même obsession du «terrorisme islamique». On l'a encore vu en septembre, lors de la visiste du premier ministre israélien, Ariel Sharon

(lequel a des origines bielorrusses), qui a exhorté la communauté juive de Russie à émigrer dans son pays. «Il fut un temps où les juifs d'Union soviétique m'ont demandé de l'aide. maintenant c'est moi qui vous en demande» a-t-il lancé. Selon le bureau de l'Agence juive à Moscou, en 1989, 2,4 millions de ressortissants de l'ex-URSS étaient «éligibles» à une émigration en Israël. [On ne sait pas dans quelle langue ce journal est écrit...]. Il n'en reste qu'un million, dont 600.000 en Russie et 250.000 en Ukraine. Les candidats au départ ne sont plus légion. Au cours de huit premiers mois de cette année, le nombre de départs de la Russie vers Israël a diminué de 40% par rapport à la même période en l'an 2000. A cela, deux raisons: la stabilité économique de la Russie, qui n'encourage pas à partir, et bien sûr la crainte de ne pas vivre en sécurité. Presque toutes les victimes de l'attentat à la bombe perpétré le 1er juin devant une discothèque de Tel-Aviv étaient des adolescents originaires de l'ex-URSS.

Marie-Pierre Subtil. (Le Monde)

Une fois établi que l'avion de la Sibirie a bien été abattu par un missile militaire ukrainien, (on a ensuite parlé de bombe à bord) à l'approche du territoire russe, la presse a semblé se désintéresser de la question de savoir qui avait balancé le pruneau. Les Israéliens ont fait comme si cela ne les regardait pas. Ils n'ont pas crié au sharon.

Or que faisait l'avion de Sibirie ? Affrétés par l'Agence juive, avec un financement juif américain, ces avions servent au recrutement des juifs des petites villes russes et ukrainiennes. Les juifs des grandes villes ont déjà eu la possibilité d'émigrer (à crédit) ou de se faire sur place une vie économiquement satisfaisante. Mais il existe une masse de villes moyennes et petites qui sont complètement en dehors de circuits financiers, presque toujours mafieux, parce qu'elles ne recèlent pas de produits ou de biens vendables à l'étranger, ou pillables sans compensation. La vie de leurs habitants est particulièrement difficile, réduite à ce que le système D permet de se procurer, ce qui n'est souvent pas grand chose. Les sergents recruteurs de l'Agence juive vont voir les juifs qui habitent dans ces petits centres et leur font miroiter l'accès à la société d'abondance à l'occidentale. Ils n'ont qu'à monter dans l'avion qui vient justement à passer dans leur petite ville, pour un circuit vraiment spécial. On leurre les jeunes, en particulier, afin de les attirer pour les premières lignes de l'armée israélienne, là où les *sabra* et autres nantis ne veulent pas aller de peur de se faire trouer la peau.

Il s'est donc trouvé des gens pour trouver ce petit manège répugnant et vouloir donner un premier avertissement. Car qui croira qu'on abat un avion de ligne avec un missile sans le faire exprès ? *La Gazette du Golfe et des banlieues* n'est pas en mesure de mettre un nom sur les gens qui ont décidé de brouiller le jeu israélien en Russie. Mais il est probable qu'à Tel-Aviv, où l'on ne moufte pas sur le sujet, on a compris le message.

ÇA SENT LE GAZ

¿Una causa para una guerra? Afganistán, ruta de tránsito para petróleo y gas

Aproximadamente 65 por ciento de las reservas petroleras conocidas del mundo están concentradas en Medio Oriente y Asia central (incluyendo Afganistán) y este hecho, según varios expertos, ha ocupado durante más de una década un punto clave en la política estadounidense hacia la región.

"Desde el punto de vista energético, el significado de Afganistán emana de su posición geográfica como una ruta de tránsito potencial para exportaciones de petróleo y gas natural de Asia central al mar Árabe", indica el Departamento de Energía de Estados Unidos en un documento informativo sobre Afganistán difundido en septiembre del 2001, después de los ataques contra las Torres Gemelas y el Pentágono.

El Departamento de Energía también señaló que Afganistán tiene sustantivas reservas de gas natural y algunos recursos de petróleo y carbón. Pero en juego hay más que sólo la estabilidad de Afganistán en el contexto energético. Varios analistas regionales han advertido que la situación de ese país podría amenazar la estabilidad de las naciones colindantes.

Turkmenistán tiene la tercera reserva más grande de gas natural del mundo, y en otros estados de la región, como Uzbekistán y Tadjikistán, se ubican sustanciales campos petroleros.

La estabilidad de estos países, a su vez, se considera fundamental para la pacificación regional de la región del mar Caspio, el cual, según el teniente coronel retirado del ejército de Estados Unidos, y experto en la región, Lester W. Grau, a lo largo de los próximos 15 a 20 años podría desarrollarse lo suficiente como para remplazar el petróleo que actualmente ofrece el golfo Pérsico.

Los suministros de petróleo en la región del mar Caspio son considerados tan importantes que la Fuerza de Tarea de Política Energética Nacional -presidida por el vicepresidente Dick Cheney- recomendó este año al gobierno del presidente George W. Bush fortalecer sus alianzas comerciales con las naciones de esa región.

"No es justo decir que cualquier acción militar potencial en la región se trate, como lo fue en el pasado en el golfo Pérsico, sólo de petróleo", comentó que ha estudiado estrategia petrolera por más de una década.

En entrevista realizada esta semana, Steve Kretzmann, analista del Instituto de Estudios Políticos (IPS,) agregó que mientras la actual política militar hacia Afganistán podría no estar directamente vinculada con los intereses del petróleo, se vale decir que los intereses económicos de Estados Unidos en Asia central "sí acaban siendo en torno al petróleo".

Como evidencia de este vínculo, Kretzmann dijo que la política estadounidense de aceptar tácitamente -y su renuencia a presionar- al gobierno talibán a mediados de los años 90, fue resultado de la influencia que tiene la empresa petrolera Unocal. Esa compañía estadounidense fue la principal inversionista en un consorcio internacional que negoció y finalmente acordó un contrato de 2 mil millones de dólares con el gobierno talibán para construir un oleoducto de 890 millas de largo, que atravesaba Afganistán para transportar gas natural de Turkmenistán a Pakistán.

Unocal se vio presionada por sus propios accionistas, que se quejaban por el trato vejatorio que el talibán daba a las mujeres. La empresa estadounidense finalmente se retiró del proyecto en diciembre de 1998, meses después de que el gobierno de Bill Clinton ordenó bombardear Afganistán, en agosto de ese año, en represalia por las bombas que estallaron en las embajadas de Estados Unidos en África oriental.

Más allá de proyectos de oleoductos en Afganistán (el informe del Departamento de Energía comenta dos proyectos allí propuestos por Unocal), existen serias preocupaciones en Estados Unidos, según algunos expertos, de que la inestabilidad en Afganistán podría tener impactos negativos en los países colindantes y en la región del mar Caspio en su conjunto.

RIFIFI AU KURDISTAN

L'agence d'information de droit espagnole Red Vertice fait savoir, le 5 octobre que de durs combats opposent, au Kurdistan irakien, des forces de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) à des partisans de Ben Laden, retranchés dans une partie de la zone frontalière avec l'Iran. Ces informations proviennent de la "résistance irakienne" et ne semblent pas avoir été reprises par la presse internationale, qui préfère ne pas entrer dans les détails de ce qui se passe au Moyen Orient. Peut-être aussi est-il difficile de faire comprendre aux opinions publiques occidentales qu'il existe des "terroristes" islamistes en Iraq qui sont en lutte avec le régime de Saddam Hussein !!! Le mouvement pro-Ben Laden s'appellerait Djundi al Islam, Les Soldats de l'Islam, allié aux forces du mollah Krekar, ancien de l'Afghanistan, et du mollah Ali Bapir.

L'HUILE CHAUFFE

Nous partageons cette analyse russe

A mesure que se met en place la " coalition anti-terroriste ", les nouveaux objectifs de la diplomatie américaine se dessinent. Outre la réduction de la menace terroriste, Washington cherche à étendre son contrôle sur les régions, vitales pour l'Occident, ou sont concentrées les plus importantes réserves énergétiques mondiales. Cela suppose que deux conditions soient réunies : empêcher une déstabilisation du Golfe Persique et obtenir un accès direct et sûr aux gisements de pétrole et de gaz en Asie Centrale et dans le bassin de la Caspienne, deux objectifs qui conduisent à s'intéresser plus à l'Afghanistan qu'aux régimes arabes qui apportent un soutien financier et idéologique à l'extrémisme religieux. L'arrivée au pouvoir des Talibans pouvait être placée dans le contexte de la construction, par des compagnies occidentales, d'oléoduc reliant la Turkménie à la Mer d'Oman, mais les Talibans n'ont pas " justifié les espoirs placés en eux " et il a fallu recourir à d'autres moyens. La Russie quant à elle s'efforce de ne pas perdre son influence dans l'espace post-soviétique et de participer à la mise en valeur des ressources énergétiques d'Asie Centrale. Ses possibilités militaires et économiques limitées la conduisent à miser en premier lieu sur ses alliés dans la région, en particulier l'Alliance du Nord. Les Etats-Unis sont conscients qu'en soutenant le gouvernement Rabbani et le successeur de Massoud, ils font le jeu de la Russie, du Tadjikistan et de l'Iran. Mais Washington dispose d'autres cartes comme les troupes du général Dostam, devenu très actif. Tachkent et AchKabad souhaitent un Afghanistan stable pour évacuer leur gaz et leur pétrole vers le sud, sans passer par la Russie. L'Alliance du Nord pourrait contrarier ces projets et donc se trouver confrontée dans quelques mois à l'opposition pachtoune. L'objectif de Moscou pourrait être la formation à Kaboul d'un gouvernement de coalition mais qui sera sans doute traversé par des dissensions internes.

" La guerre ouvre la voie à un nouvel ordre mondial " Serguei Sokout, Vladimir Moukhine Nezavissimoe Voennoe Obozrenie, 28 septembre 2001
<<http://www.ambafrance.ru/fr/press/resume.asp>>

HISTOIRE D'HUILES

Unocal

The first gasoline-powered automobile had not yet appeared in the Western United States when the Union Oil Company of California was founded on Oct. 17, 1890. The oil industry was barely 30 years old. Headquarters for the new company were established in Santa Paula, heart of the state's oil country. One hundred years later, when Unocal celebrated its centennial, the original two-story building was renovated. Today it is the California Oil Museum.

To form Union Oil, co-founders Lyman Stewart, Thomas Bard, and Wallace Hardison merged their holdings. Although they could not then have foreseen the tremendous impact the automobile would soon have on oil demand, they were aware of oil's potential as an industrial and transportation fuel. [...]

By 1913, there were nearly 123,000 automobiles in California, prompting the company to open its first service station -- or "gas stand" -- on the corner of Sixth and Mateo streets in downtown Los Angeles. As the number of automobiles mushroomed, the company worked hard to keep pace. By 1925, Union had more than 400 service stations on the West Coast

In 1930, with the death of Will Stewart, leadership passed to Press St. Clair. As the Great Depression deepened, St. Clair drastically cut back company operations. The bright spots in that dark decade were the introductions of the first 76 gasoline and Triton motor oil. Both products helped motorists get better performance from their cars, welcome news to those who had to keep their old cars rolling until better times. The 76 marketing symbol was destined to become one of the most recognizable and enduring corporate symbols in the nation.

As the world went to war in the late 1930s, Union -- with a dynamic new leader in former steel man Reese Taylor -- beefed up production and refining to pour out fuels to support the Allies. The company's growth continued into the booming postwar era as Union expanded in all directions: discovering the first natural gas in Alaska and the first oil in Australia; taking a lead position in offshore development in the Gulf of Mexico; building a thriving chemicals business; and developing a revolutionary refining technology -- Unicracking -- that became the most widely used in the world.

When Reese Taylor died unexpectedly in 1962, Cy Rubel, who had led the expansion in oil and gas exploration and production, came out of retirement to take over. He named a successor, Fred Hartley, two years later. Hartley moved quickly to assure the company's future. In 1965, Union Oil merged with The Pure Oil Company of Illinois, lifting the company from regional to national status with operations in 37 states. The new Union Oil had the financial clout to expand its international petroleum search.

In the next 25 years, Union became the major oil producer in southern Alaska and a major natural gas producer in the Gulf of Mexico. Overseas, the company discovered the huge Attaka oil field offshore Indonesia, developed fields in the rugged North Sea and became the world's largest geothermal energy producer. Union made the first commercial discoveries of natural gas in the Gulf of Thailand, helping create a hydrocarbon industry that played a major role in Thailand's economic revolution

In 1983, Union Oil Company of California was reorganized, becoming an operating subsidiary of a new holding company, Unocal Corporation. Two years later, Union began doing business as **Unocal**. The name quickly gained headline status when the company was targeted for an unfriendly takeover. Unocal survived, but with a heavy burden of debt. When Dick Stegemeier was named president in late 1985, he, Hartley and their executive team faced enormous challenges in streamlining the company. They reduced the debt from \$6.1 billion to less than \$4 billion by mid-1990. Stegemeier succeeded Hartley, who retired as chairman and CEO before the end of the decade.

The 1990s brought mounting competitive challenges to the industry, and Unocal has responded through a transformation from a mid-sized integrated resource producer, refiner and marketer into one of the world's largest

independent oil and gas producers. Roger Beach, named CEO in 1994 and chairman one year later, led this transformation, with a key transition marked by the company's sale of its West Coast refining and marketing assets in 1997. The sale allowed the company to strengthen its balance sheet and increase investment in growth projects with high potential returns. These include deepwater prospects in the Gulf of Mexico and offshore Indonesia, Brazil and Gabon. The company also has a large position in natural gas-rich Bangladesh. [...]
<<http://www.unocal.com/aboutucl/history/index.htm>>

La trouille des mecs après le coup des tours:

Unocal Statement: Suspension of activities related to proposed natural gas pipeline across Afghanistan

El Segundo, Calif., **Sept. 14, 2001** -- Unocal Corporation is not supporting the Taliban in Afghanistan in any way whatsoever. Nor do we have any project or involvement in Afghanistan.

Beginning in late 1997, Unocal was a member of a multinational consortium that was evaluating construction of a Central Asia Gas (CentGas) pipeline between Turkmenistan and Pakistan. Part of this pipeline would have crossed western Afghanistan. However, Unocal suspended its participation in the CentGas consortium in August 1998 and formally withdrew from that consortium in December 1998. Our company has had no further role in developing or funding that project or any other project that might involve the Taliban. The pipeline was never constructed. During this time, Afghanistan was in the midst of a civil war. We met with many factions, **including the Taliban, to educate them about the benefits such a pipeline could bring** to this desperately poor and war-torn country, as well as to the Central Asian region. At no time did we make any deal with the Taliban, and, in fact, consistently emphasized that the project could not and would not proceed until there was an internationally recognized government in place in Afghanistan that fairly represented all its people. Our hope was that the project could help bring peace, stability and economic development to the Afghans, as well as develop important energy resources for the region. Unocal suspended participation in the pipeline consortium in August 1998 (see statement). Unocal officially withdrew from the consortium (in accordance with the consortium contracts) in December 1998 (see news release). After several incorrect reports appeared, including one published in Pakistan in February 1999, Unocal reconfirmed its position regarding this matter in another statement dated February 1999 (see news release).

<<http://www.unocal.com/uclnews/2001news/091401.htm>>

PUMPING OF OIL INTO CPC TO RESTART ON MAY 22 - CHEVRON

Astana. May 21 (Interfax) - Pumping of oil into the Caspian Pipeline Consortium (CPC) pipeline will restart of Tuesday morning, Chevron Deputy CEO Richard Matzke said after a meeting with Kazakh President Nursultan Nazarbayev on Monday. Difficulties that arose at the end of April, leading to a stoppage in pumping of oil through the pipeline "were not such a serious problem," he said. "The difficulties were due to the need to remove water from a section of the pipeline from the border with Russia to the city of Kosomolsky in Kalmykia, which was used for hydro-testing. "A few weeks ago we thought that we had found a solution to this problem, but we were mistaken," Matzke said. This problem has now been resolved, he said. Regarding the problem of setting up an oil quality bank, Matzke said that all CPC shareholders decided in favor of developing a packet of documents on setting up this bank last Friday. At the end of this week these documents will be submitted to be agreed and fine-tuned by the relevant Russian departments. As reported earlier, the pipeline will be used to transport a new sort of oil - CPC Blend - to the world market. This blend will be formed by mixing oil from various deposits in Kazakhstan and Russia. The bank will allow oil owners to receive the real market price for their oil, even if it differs from the price of CPC Blend. Matzke also noted that this year Tengizchevroil, in which Chevron owns 50% of shares, plans to start implementing a project which will increase production at the Tengiz deposit by 10 million tonnes per annum from 12 million tonnes per annum at present. CPC started filling the Tengiz-Novorossiisk pipeline with oil at the end of March this year, but was stopped in April after it reached Russian territory. The total length of the pipeline is 1,580 km and it joins deposits in Western Kazakhstan with the Russian Black Sea coast. The first stage of the pipeline will have a capacity of 28.2 million tonnes of oil per annum, which will gradually increase to 67 million tonnes per annum.

Dans le Board of Directors qui fonctionnait jusqu'à la fin de l'année 2000, on trouvait:

Condoleezza Rice, 46, a Director since 1991, resigned effective January 15, 2001. She has joined the Bush administration as National Security Adviser. From 1993 to July 1999, she was Provost and Vice President of Stanford University. Previously she was Senior Director, Soviet Affairs, National Security Council, and Special Assistant to the President from 1989 to 1991.

Donc la gonzeuse, débarquée de l'équipe Bush senior, a passé dix ans à s'occuper de pétrole, et évidemment, vues ses compétences, de celui de l'Asie centrale. Etonnez-vous des décisions prises le lendemain de l'affaire des tours infernales, le 12 septembre!!! Ces gens-là guignent le pétrole centrasiatique depuis très longtemps.

Chevron's activities in Central Asia are the responsibility of the Eurasia Business Unit (EBU) headquartered in Almaty (ex Alma Ata), Kazakhstan. Chevron EBU's principal asset is the 50% shareholding in Tengizchevroil. **Tengizchevroil**, formed in April 1993 as a partnership between Chevron and Tengizmunaigas, owns and operates **the Tengiz oil field** in western Kazakhstan.

VISÉES IMPÉRIALES

Pourquoi Washington veut l'Afghanistan

par Jared Israel, Rick Rozoff et Nico Varkevisser

28 septembre 2001

« Est-ce que mon pays réalise vraiment qu'il s'agit de la Troisième Guerre Mondiale? Et si cette attaque fut le Pearl Harbour de la Troisième Guerre Mondiale, cela veut dire qu'il y a une longue, longue guerre devant nous. » (Thomas Friedman, *New York Times*, 13 septembre 2001)

Les principaux représentants gouvernementaux étatsuniens et les médias se sont servis du bombardement du World Trade Center (WTC) et du Pentagone pour créer la peur à l'échelle internationale.

Cela a forcé les alliés les plus fidèles à Washington (notamment l'Allemagne et l'Angleterre, mais pas l'Italie) à accepter de donner carte blanche pour leur participation dans les représailles étatsuniennes.

Une autre question importante: est-ce que Washington a un agenda caché, une stratégie autre que de lancer violemment les bombes? Si oui, quelle est-elle et que signifie-t-elle pour le monde?

Au centre des explications de moins en moins plausibles et fréquemment contradictoires offertes par les représentants du gouvernement étatsunien pour leur incapacité ou leur manque de volonté à intervenir efficacement avant et durant les attaques aériennes à New York et Washington -- et alors que les cris de guerres semblent percer la voix de la raison -- un scénario meurtrier se révèle.

Les textes des principaux journaux avaient ces titres:

- « Troisième Guerre Mondiale » (*New York Times*, 9/13)

- « Donnez une chance à la guerre » (*Philadelphia Inquirer*, 9/13)

- « Le temps d'envisager l'option nucléaire » (*Washington Times*, 9/14)

Un gouvernement qui affirmait n'avoir aucunement conscience ou qui ne savait pas comment réagir devant des attaques d'organisations terroristes structurées maintenant appelée à « l'extermination » d'assaillants auparavant invisibles de même que les « Etats qui financent le terrorisme », comme le dit l'adjoint du Secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz.

Henry Kissinger affirme, dans le *Los Angeles Times* du 14 septembre, que les réseaux allégués de terroristes doivent être déracinés, peu importe s'ils existent. L'ancien premier ministre israélien Netanyaou écrit un article intitulé « Démanteler les régimes supportant le terrorisme » (*Jerusalem Post*, 14 septembre). Et pour augmenter d'une coche l'intimidation internationale, nous avons R.W. Apple Jr. qui écrit dans le *Washington Post* du 14 septembre:

« Dans ce nouveau type de guerre... il n'y a pas d'Etats neutres ou de limites géographiques. Nous ou eux. Vous êtes avec nous ou contre nous. »

Initialement, il y avait quelques pays qui étaient qualifiés de soi-disant « pays supportant le terrorisme », qui ne sont pas avec nous et ainsi donc doivent être contre nous: Cuba, Iran, Irak, Libye, Corée du Nord, Soudan et Syrie. Même s'ils diffèrent à bien des égards, spécialement au niveau de l'idéologie politique, ils sont tout de même semblables en trois points: Ils supportent tous des décennies de haine du gouvernement étatsunien, ils ont tous des gouvernements non-religieux, ils n'ont aucun lien avec Oussama ben Laden.

Dans « Donnez une chance à la guerre » (*Give War a chance*, *Philadelphia Inquirer*), David Perlmutter avertit que si ces Etats ne répondent pas aux volontés de Washington, ils devront:

« [Se] préparer pour la destruction systématique de toutes les centrales électriques, de toutes les raffineries de pétrole, de tous les oléoducs, de toutes les bases militaires, de tous les bureaux gouvernementaux de tout le pays ...

L'effondrement complet de leur économie et du gouvernement pour une génération. »

Pendant ce temps, les pays ayant collaboré à créer les Talibans, entraînant et finançant les forces d'Oussama ben Laden, et qui n'ont jamais cessé de leur verser de l'argent -- le Pakistan, et les très bons alliés des Etats-Unis que sont l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, et les Etats-Unis eux-mêmes -- n'ont pas été placés sur la liste « nous devons les prendre » ("we've got to get them"). A la place, ces Etats sont considérés comme des alliés centraux dans la Nouvelle Guerre Mondiale contre le terrorisme. Durcissant le ton, hier (17 septembre):

« Le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld a dit que les Etats-Unis allaient engager un « effort multilatéral » pour viser les organisations terroristes et jusqu'à 60 pays suspectés de les supporter. »

« Les Etats-Unis, a dit M. Rumsfeld à la télévision, « n'ont pas de choix » autre que de poursuivre les terroristes et les pays leur offrant un refuge. »

Les menaces de bombarder jusqu'à un tiers des pays de la planète ont fait peur à beaucoup de gens. Nous croyons qu'il s'agissait de l'intention. Cela sert deux fonctions.

Premièrement, cela veut dire que si Washington limitait son action agressive principalement à l'attaque de l'Afghanistan, le monde pousserait un soupir de soulagement.

Et nous croyons que Washington attaquera principalement l'Afghanistan -- au début. Les autres violations immédiates de souveraineté, comme l'utilisation forcée du Pakistan, seront des actions de renfort pour supporter l'attaque de l'Afghanistan. Il pourrait aussi y avoir d'autres actes de terreur, comme un accroissement du bombardement de l'Irak, en tant que diversion. Mais l'objectif central sera, nous le croyons, l'Afghanistan.

Deuxièmement, cette tactique de la peur sert à détourner l'attention de la stratégie réelle de Washington, bien plus dangereuse que la menace de bombarder plusieurs Etats. Washington veut prendre le contrôle de l'Afghanistan de façon à accélérer l'accomplissement de sa stratégie de pulvérisation des anciennes républiques soviétiques de la même façon qu'elle a démantelé ce qui auparavant était la Yougoslavie. Cela constitue un des plus grands risques pour l'humanité.

Que veut Washington en appauvrissant l'Afghanistan?

Pour répondre à cette question, regardez n'importe quelle carte de l'Europe et de l'Asie. Considérez l'immense étendue de l'ancienne Union Soviétique, particulièrement la Russie.

La Russie européenne fait 1 747 122 miles carrés. C'est environ le tiers et une demie de toutes les terres d'Europe. Ajoutez la partie asiatique de la Russie et vous obtenez 6 592 800 miles carrés. Ce qui équivaut à presque les Etats-Unis et la Chine réunis. Plus de la moitié de l'Afrique.

La Russie touche la Finlande à l'extrême-ouest. Elle touche la Turquie et les Balkans au sud. Elle s'étend jusqu'à l'extrémité de l'Asie et de l'Extrême-Orient. Elle surplombe la Mongolie et la Chine.

Non seulement la Russie est spectaculairement grande, avec des richesses incalculables, dont la plus grande partie inexploitée, mais il s'agit de la seule autre puissance nucléaire capable de rivaliser avec les Etats-Unis. Contrairement à la pensée courante, l'équipement militaire russe n'a peut-être pas été détruit; en effet, il est probablement plus important, en comparaison des Etats-Unis, qu'au début de la Guerre Froide. La Russie possède les sous-marins les plus sophistiqués au monde.

Si les Etats-Unis pouvaient diviser la Russie et les autres anciennes républiques soviétiques en territoires faibles et soumis, dominés par l'OTAN, Washington aurait enfin la possibilité d'exploiter ces richesses et de faire ce qu'elle veut n'importe où sans craindre la puissance russe.

Malgré des discussions autour de la possibilité que la Russie et les Etats-Unis travaillent ensemble, et malgré tout le tort causé à la Russie par le Fonds Monétaire International (FMI), cela demeure le but de l'incursion étatsunienne.

L'Afghanistan est stratégiquement située, bordant l'Iran, l'Inde, et aussi, sur une petite distance, la Chine (!), mais, plus important, elle partage des frontières et une religion commune avec les Républiques asiatiques centrales de l'ex-URSS: Ouzbékistan, Turkménistan et Tadjikistan. Ceux-là bordent le Kazakhstan, qui borde la Russie.

L'Asie centrale est importante non seulement pour ses vastes dépôts de pétrole, comme on se le fait souvent dire, mais encore plus pour sa position stratégique. Si Washington prenait le contrôle de ces Républiques, l'OTAN aurait des

bases militaires dans les régions-clés suivantes: la région baltique, les Balkans et la Turquie et ces républiques. Cela constituerait le corde autour du cou de la Russie.

Ajoutez à cela que Washington exerce une domination effective dans les anciennes républiques soviétiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie, au sud, et les Etats-Unis seraient positionnés pour lancer de l'extérieur des « rébellions » partout en Russie.

L'OTAN, dont la présente doctrine l'autorise à intervenir dans des Etats bordant des pays membres, pourrait alors initier des « guerres de faible intensité », incluant l'utilisation tactique d'armes nucléaires, ce qui est officiellement endossé par l'actuelle charte de l'Organisation, en « réponse » à une myriade « d'atteintes aux droits humains ».

Il est ironique que Washington clame qu'elle doit retourner en Afghanistan pour combattre le terrorisme islamique, car c'était précisément dans un effort de destruction de la puissance russe qu'elle avait d'abord créé ce terrorisme dans le pays, dans les années 80.

Il ne s'agissait pas, comme certains le disent, d'une manière d'aider les rebelles contre l'expansionnisme russe. Peu importe ce que pensent certains de l'intervention soviétique en Afghanistan, celle-ci fut en fait défensive, servant à préserver, et non altérer, l'équilibre mondial. Ce sont les Etats-Unis qui ont entrepris des actions dans le but « d'encourager » l'intervention russe, avec le but final de transformer les tribus rurales afghanes en une force capable d'attirer l'Union Soviétique. Cela est admis par Zbigniew Brzezinski, le chef de la Sécurité Nationale à l'époque.

Considérez les extraits suivants de deux reportages journalistiques.

Tout d'abord, du N.Y. Times:

« La résistance afghane était soutenue par les services secrets des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite avec près de 6 milliards \$ en armement. Et le territoire qui a été visé la semaine dernière [cet article fut publié après les attaques étatsuniennes de 1998 sur l'Afghanistan], un groupe de six campements autour de Khost, où l'exilé saoudien Oussama ben Laden a financé une sorte d' « université du terrorisme », selon les mots utilisés par un représentant des services secrets des Etats-Unis, est bien connu de la CIA (Central Intelligence Agency). » « ...plusieurs des mêmes guerriers qui ont combattu les Soviétiques avec l'aide de la CIA se battent maintenant sous la bannière de ben Laden... (NY Times, 24 août 1998, pages A1 et A7) »

Et ceci, du London 'Independent':

« La guerre civile afghane était en cours, et les Etats-Unis y étaient depuis le début - ou même avant le début, selon Zbigniew Brzezinski [l'ancien Conseiller en matière de Sécurité Nationale, et présentement un des stratèges les plus en vue au niveau des affaires étrangères]. »

« "Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir", a-t-il dit à un interviewer en 1998, "mais nous avons consciemment augmenté la probabilité qu'ils le feraient. Cette opération secrète était une excellente idée. Son effet fut d'attirer les Russes dans la trappe afghane. Vous voulez que je regrette cela?" [paroles de Brzezinski] »

Les effets à long terme de l'intervention étatsunienne selon la perspective du guerrier de la guerre froide Brzezinski furent d'amener, dix ans plus tard, l'Union Soviétique à ses genoux. Mais il y a eu d'autres effets, aussi. »

« Pour permettre à la guerre de continuer, la CIA, en accord avec les services militaires et l'agence ISI (International Services Intelligence Directorate) de l'Arabie Saoudite et du Pakistan, a acheminé des millions et des millions de dollars aux Mujahedines. Il s'agissait de la forme de guerre la plus lointaine et sécuritaire: les Etats-Unis (et l'Arabie Saoudite) fournissait les fonds et une certaine forme d'entraînement. Ils ont aussi procuré les missiles Stinger qui ont ultimement changé la face de la guerre. »

« Les services secrets pakistanais se sont occupés du reste: entraînement, équipement, motivation et conseils. Et ils ont fait le travail avec panache: le chef militaire pakistanais de l'époque, le général Zia ul Haq, qui avait lui-même un fort penchant pour le fondamentalisme, s'est occupé de cette tâche avec passion. » ('The Independent', Londres, 17 septembre 2001)

Jusqu'à maintenant, l'alliée des Etats-Unis qu'est l'Arabie Saoudite a probablement été la force-clé du financement des Talibans. Mais les Etats-Unis eux-mêmes leur ont fourni un appui direct malgré leurs monstrueuses atteintes humanitaires:

« L'administration Bush n'a pas été découragée. La semaine dernière elle a promis un autre 43 millions \$ d'aide à l'Afghanistan, ce qui monte l'aide totale de cette année à 124 millions \$, ce qui fait des Etats-Unis le plus grand donneur humanitaire au pays. » ('The Washington Post', 25 mai 2001)

Pourquoi les Etats-Unis et ses alliés ont continué - jusqu'à maintenant - de financer les Talibans? Et pourquoi malgré tout aujourd'hui s'en vont-ils attaquer leur monstrueuse création? Il s'agit de notre conviction, et celle de plusieurs observateurs de la région en question, que Washington a commandé à l'Arabie Saoudite et au Pakistan de financer les Talibans pour que ceux-ci effectuent un travail précis: consolider le contrôle de l'Afghanistan et de là se déplacer et déstabiliser les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale aux frontières du pays.

Mais les Talibans ont failli. Ils n'ont pas défait l'Alliance du Nord - soutenue par la Russie. Au lieu de corrompre l'Asie centrale avec professionnalisme, ils se sont amusés à faire sauter des statues du Bouddha et à terroriser des gens qui déviaient de l'interprétation hyper-répressive qu'ils avaient de l'Islam.

Au même moment, la Russie aussi s'en va dans la « mauvaise » direction, selon le point de vue de Washington.

Eltisine, entièrement contrôlable, a été remplacé par le président Poutine, qui résiste au moins partiellement aux Etats-Unis - par exemple, en matant l'assaut de la Tchétchénie par des terroristes islamistes soutenus par la CIA et liés à l'Afghanistan. De plus, la Chine et la Russie ont signé un pacte mutuel de défense. Et en dépit d'une pression immense européenne-étatsunienne, le président russe a refusé de condamner le président biélorusse Lukashenko qui, comme le président yougoslave Milosevic, emprisonné mais gardant le moral, en appelle à une résistance contre l'OTAN.

C'est cette série de développements défavorables qui a poussé Washington à augmenter son recours à sa stratégie favorite: l'acrobatie politique extrême.

Un premier signe apparent de cette politique du bord de l'abîme est apparu il y a deux semaines, juste avant les élections présidentielles dans l'ex-république soviétique de Biélorussie. La Biélorussie est dans la région baltique, près de la Lituanie et de la Pologne. Washington et l'Union européenne détestent Lukashenko parce qu'il a refusé de tourner son petit pays vers le Fonds Monétaire International et de démanteler tous les services sociaux hérités de l'ère soviétique. De plus, il en a appelé à la défense de la Yougoslavie. Il veut même que la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie se réunissent. Ce désir de réunir de nouveau les anciennes républiques soviétiques le place en plein dans le chemin de la politique de Washington qui désire, elle, les briser en plus petits morceaux encore.

Durant des mois, Washington et les Européens se sont ingérés dans les élections biélorusses. Washington admet avoir financé 300 « organisations non-gouvernementales » en Biélorussie. Cela pour un pays de quelques 10 millions d'âmes.

Et comme si cela n'était pas suffisant, juste avant les élections, l'ambassadeur étatsunien en Biélorussie, Michael Kozak, a émis ce commentaire qui fait sursauter:

« [L'ambassadeur Kozak a écrit à un journal britannique que] les objectifs et, à quelque degré, la méthodologie sont les mêmes en Biélorussie qu'au Nicaragua, où les Etats-Unis ont soutenu les Contras contre le gouvernement de gauche sandiniste dans une guerre qui a coûté la vie à au moins 30.000 personnes. » (The Times, Angleterre, 3 septembre 2001)

Comme vous devez vous en rappeler, les Contras étaient une bande de terroristes financés par les Etats-Unis durant les années 80 pour détruire le gouvernement de gauche nationaliste Sandiniste au Nicaragua. Ils se spécialisaient dans les raids de villages où ils massacraient les habitants; cela quand ils ne faisaient pas la contrebande de la drogue. Cela arriva au même moment que le scandale avec l'Iran.

Maintenant Washington se sert avec cynisme du massacre de masse du World Trade Center et de l'attaque moins importante sur le Pentagone pour rallier les forces de l'OTAN, invoquant l'article cinq dans la charte de l'Organisation, qui stipule que tous les membres de l'OTAN doivent répondre à une attaque dont a été victime l'un d'entre eux. Cela dans le but de: a) réunir une « force de maintien de la paix » en Afghanistan; b) lancer des attaques aériennes et possiblement au sol; c) éliminer le gouvernement obstiné et incompetent des Talibans; d) prendre le contrôle directement via l'instauration d'une occupation militaire des Etats-Unis et de l'OTAN.

Plusieurs affirment que l'OTAN serait folle d'essayer de pacifier l'Afghanistan. Ils disent que l'Angleterre a échoué dans les années 1800, et les Russes dans les années 1980.

Mais Washington n'a pas besoin ni n'a l'intention de pacifier l'Afghanistan. Elle a besoin d'une présence militaire suffisante et organisée pour diriger des forces indigènes à pénétrer les républiques d'Asie centrale et à instiguer un conflit armé.

Plutôt que d'essayer de défaire les Talibans, Washington leur fera une offre qu'ils ne pourront refuser: travailler avec les Etats-Unis; recevoir de l'argent en abondance et des armes qui leur permettront de diriger le commerce de la drogue, tout comme les Etats-Unis ont permis à l'ALK de faire fortune de cette manière dans les Balkans.

Où ils s'opposeront aux Etats-Unis, et mourront.

De cette façon, Washington espère reproduire ce qui s'est produit au Kosovo alors que l'OTAN a pris quelques gangsters trafiquants de drogue et de violents sécessionnistes anti-Serbes, et de ce matériel brut en a façonné l'organisation terroriste de l'Armée de Libération du Kosovo.

Dans ce cas le matériel brut serait principalement composé de membres des Talibans. Réorganisés et sous un strict commandement, rebaptisés en Combattants de la Libération, ils seraient directement dirigés vers les républiques d'Asie centrale de l'ancienne Union Soviétique. Cela reproduirait ce qu'a fait l'OTAN dans les Balkans. Là-bas, ils ont envoyé l'ALK, renforcée de combattants islamistes, et « conseillés » par des spécialistes états-uniens, contre la Macédoine. Alors que les républiques d'Asie centrale seront au combat contre les intrus, l'OTAN pourrait leur offrir de l'aide militaire, pénétrant ainsi la région grâce à un conflit instigué par Washington. Cette tactique qui consiste à simultanément attaquer et défendre l'Asie centrale a été employée avec d'excellents résultats en Macédoine. Le but est de produire des territoires décimés et dominés par l'OTAN. Plus d'Ouzbékistan, de Turkménistan et de Tadjikistan. Et en route vers le Kazakhstan, et alors la Russie.

Cette stratégie ne peut pas être vendue au peuple étatsunien. Nous le répétons: elle ne le peut pas.

C'est pour cette raison que l'administration Bush utilise le tragique événement meurtrier de New York, qui lui-même s'est produit d'une manière suggérant la complicité de forces de couvertures de Washington, pour créer une hystérie internationale suffisante pour pousser l'OTAN dans cette occupation stratégique de l'Afghanistan de où il sera possible de lancer des assauts contre l'ancienne Union Soviétique.

Avant que personne ne soupire et dise, avec soulagement: « Dieu merci, c'est tout ce qui arrive », considérez que mis à part la violation de la souveraineté nationale et de plusieurs autres aspects très négatifs des plans de Washington, l'attaque sur l'Afghanistan amène l'OTAN au pas de porte de la Russie en Asie centrale. C'est une escalade stratégique de conflit, nous amenant tous plus près - personne ne sait comment près et personne ne sait avec quelle rapidité les événements se dérouleront - à une guerre nucléaire mondiale.

Est-ce que Washington repartira avec le butin? Elle, et les capitalistes géants qui la contrôlent, pensent évidemment que la Russie se laissera détruire. Mais alors, comme les Grecs disaient: « La fierté est suivie de l'auto-destruction ».

Les Russes sont très déçus. Ils essaient d'empêcher la guerre. Mais comme M. Hitler l'a découvert, lorsqu'ils sont poussés au pied du mur, ils se battent avec la férocité des lions. Et ils possèdent dix mille ogives nucléaires.

C'est ainsi que Washington joue avec la possibilité d'une guerre qui donnerait l'impression que les horreurs qui sont survenues mardi dernier [11 septembre] au World Trade Center, ou encore la plus grande horreur des bombardements et de la terreur étatsunienne en Yougoslavie, ne sont qu'un aperçu de l'enfer.

Voyez aussi *Afghanistan, Crisis of Impunity. The Role of Pakistan, Russia and Iran in Fueling the Civil War*, de juillet 2001.
<<http://www.hrw.org/reports/2001/afghan2/Afghan0701.pdf>>

GEO

TV says USA, Russia playing geostrategic game in Afghanistan, Central Asia

Russian TV commentator Olga Romanova has said that the USA is using the current Afghanistan crisis to try to remove Russian influence over the geostrategically important Central Asian region. She said the real purpose of an upcoming US-British ground operation in Afghanistan was to create a new regime there and to cause refugees to spill into Tajikistan and Uzbekistan where -- in combination with drug barons and fundamentalists -- they would soon dislodge pro-Russian administrations. The USA also sought to gain control over the oil route through Asia from the Caspian. Russia, whatever its officials said, had secretly been backing Northern Alliance forces in Afghanistan since the mid-1990s.

BBC Monitoring, *Ren TV*, Moscow, in Russian 1500 gmt 11 Oct 01

GÉO 2

The Central Asia-Caucasus Institute of The Johns Hopkins University-
the Nitze School of Advanced International Studies, October 10, 2001

Towards Geostrategic Realignment in Central Asia

Prof. Stephen Blank (US Army War College),[Extract]

IMPLICATIONS: **This situation offers both Washington and Central Asia an opportunity**, especially if Washington can not only alter the Afghan authorities' (whomever they eventually are) support for international and cross-border terrorism and drug trafficking, but also induce Pakistan and/or Iran to stop supporting terrorism or insurgencies, either in Kashmir or the Middle East. To the degree that Washington can persuade or, more bluntly, **frighten**, either Tehran or Islamabad into reshaping their regional foreign policies, it can support more alternatives for Turkmenistan, Kazakhstan, and Uzbekistan as well as smaller Kyrgyzstan and even Russian client Tajikistan to expand and **diversify their international trade** to those states. That possibility entails **energy pipelines** and the construction of major infrastructural and transportation outlets that will greatly stimulate trade among all these states. Such large-scale growth of trade, provided Afghanistan is pacified and becomes the recipient of sustained international efforts at reconstruction, offers Central Asia major security and economic benefits. It would certainly help the regional governments overcome the logjam concerning pipelines and **shatter the material basis for the Iranian-Russian alliance**, partly directed against Central Asian governments and Azerbaijan.

L'HINDOU COUCHE

The oil behind Bush and Son's campaigns

By Ranjit Devraj

New Delhi -- Just as the Gulf War in 1991 was all about oil, the new conflict in South and Central Asia is no less about access to the region's abundant petroleum resources, according to Indian analysts.

"US influence and military presence in Afghanistan and the Central Asian states, not unlike that over the oil-rich Gulf states, would be a major strategic gain," said V R Raghavan, a strategic analyst and former general in the Indian army. Raghavan believes that the prospect of a western military presence in a region extending from Turkey to Tajikistan could not have escaped strategists who are now readying a military campaign aimed at changing the political order in Afghanistan, accused by the United States of harboring Osama bin Laden.

Where the "great game" in Afghanistan was once about czars and commissars seeking access to the warm water ports of the Persian Gulf, today it is about laying oil and gas pipelines to the untapped petroleum reserves of Central Asia. According to testimony before the US House of Representatives in March 1999 by the conservative think tank Heritage Foundation, Azerbaijan, Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan together have 15 billion barrels of proven oil reserves. The same countries also have proven gas deposits totaling not less than nine trillion cubic meters. Another study by the Institute for Afghan Studies placed the total worth of oil and gas reserves in the Central Asian republics at around US\$3 trillion at last year's prices.

Not only can Afghanistan play a role in hosting pipelines connecting Central Asia to international markets, but the country itself has significant oil and gas deposits. During the Soviets' decade-long occupation of Afghanistan, Moscow estimated Afghanistan's proven and probable natural gas reserves at around five trillion cubic feet and production reached 275 million cubic feet per day in the mid-1970s. But sabotage by anti-Soviet mujahideen (freedom fighters) and by rival groups in the civil war that followed Soviet withdrawal in 1989 virtually closed down gas production and ended deals for the supply of gas to several European countries.

Major Afghan natural gas fields awaiting exploitation include Jorqadaq, Khowaja, Gogerdak, and Yatimtaq, all of which are located within 9 kilometers of the town of Sheberghan in northern Jowzjan province.

Natural gas production and distribution under Afghanistan's Taliban rulers is the responsibility of the Afghan Gas Enterprise which, in 1999, began repair of a pipeline to Mazar-i-Sharif city. Afghanistan's proven and probable oil and condensate reserves were placed at 95 million barrels by the Soviets. So far, attempts to exploit Afghanistan's petroleum reserves or take advantage of its unique geographical location as a crossroads to markets in Europe and South Asia have been thwarted by the continuing civil strife.

In 1998, the California-based UNOCAL, which held 46.5 percent stakes in Central Asia Gas (CentGas), a consortium that planned an ambitious gas pipeline across Afghanistan, withdrew in frustration after several fruitless years. The pipeline was to stretch 1,271 km from Turkmenistan's Daulatabad fields to Multan in Pakistan at an estimated cost of \$1.9 billion. An additional \$600 million would have brought the pipeline to energy-hungry India.

Energy experts in India, such as R K Pachauri, who heads the Tata Energy Research Institute (TERI), have long been urging the country's planners to ensure access to petroleum products from the Central Asian republics, with which New Delhi has traditionally maintained good relations. Other partners in CentGas included the Saudi Arabian Delta Oil Company, the Government of Turkmenistan, Indonesia Petroleum (INPEX), the Japanese ITOCHU, Korean Hyundai and Pakistan's Crescent Group.

According to observers, one problem is the uncertainty over who the beneficiaries in Afghanistan would be -- the opposition Northern Alliance, the Taliban, the Afghan people or indeed, whether any of these would benefit at all. But the immediate reason for UNOCAL's withdrawal was undoubtedly the US cruise missile attacks on Osama bin Laden's terrorism training camps in Afghanistan in August 1998, done in retaliation for the bombing of its embassies in Africa. UNOCAL then stated that the project would have to wait until Afghanistan achieved the "peace and stability necessary to obtain financing from international agencies and a government that is recognized by the United States and the United Nations".

The "coalition against terrorism" that US President George W Bush is building now is the first opportunity that has any chance of making UNOCAL's wish come true. If the coalition succeeds, Raghavan said, it has the potential of "reconfiguring substantially the energy scenarios for the 21st century".

(Inter Press Service)

Asia Times, October 6, 2001.

LE GANGSTÉRISME INTERNATIONAL

Israel faces more pressure from G7 on fighting money laundering

By Sharon Berger

2001 October 7, 18:00 -- Recently concluded meetings of the Group of Seven (G-7) industrial nations in Washington called for an increased campaign **against money laundering**, which helps fund terrorist activities including the September 11 terrorist attacks on the US. The European Union Finance and Economics Ministers and the G-7 Finance Ministers have suggested that initiatives to fight terrorist funding be pursued via existing measures already taken by the

international community to combat money laundering. Israel, which has already been placed on the Financial Action Task Force (FATF) money laundering blacklist alongside 18 other countries including Lebanon, Egypt, Russia, the Philippines, Ukraine, Grenada, Dominica, St. Kitts and Nevis, St. Vincent and the Grenadines, the Cook Islands, the Marshall Islands, Nauru, Niue, Guatemala, Hungary, Indonesia, Myanmar and Nigeria, **is expected to see increased pressure** to change its lax enforcement of money laundering legislation, even though it is not believed to be directly involved in channeling terrorist funds. Israeli government officials could not be reached for comment due to the Sukkoth holiday but one source said that a meeting between the Ministry of Finance and the anti-money laundering authority to discuss the G-7's conclusions was likely for later this week. [...]

<<http://www.ipost.com/Editions/2001/10/07/Digital/Digital.35856.html>>

SIONISTES VERTS OU VERT DE GRIS?

New Journal Links Ecology And Judaism

A new quarterly periodical named Eretz Yisrael -- Land of Israel -- has been launched, and will cover environmental issues from a traditional Jewish perspective. Editor Yoav Sorek of Ofrah told Arutz-7 yesterday that the just-published first issue contains articles on a unique educational environment-preservation program in the Jerusalem neighborhood of Har Nof, how to commemorate the societal aspects of the Shemittah year, water sources in Israel, and more. "The journal will attempt to challenge the reader to build a better environment," Sorek said, "especially in Eretz Yisrael. The religious public has a natural tendency in this direction; it is conscious of what G-d has given us, and has a constant awareness that the world belongs not only to us but also to future generations... Unfortunately, most 'green' organizations have a political agenda; we would like to break the stereotype connecting environmentalism with left-wing politics... The modern age suffers from a lack of both humility and responsibility towards ecological issues. We must realize that we are in a 'culture of consumption' - that which increases our cravings, instead of helping us integrate into the environment." Subscriptions to Eretz Yisrael journal, published in Hebrew, can be obtained by emailing <hananmozes@hotmail.co.il>.

L'ESCLAVE ET LE FRIC

Depuis 1990, l'Arabie saoudite, dirigée par environ 5000 princes, a dépensé environ trois milliards de dollars pour acheter des armes, essentiellement américaines. **Chaque jour**, les services du Pentagone déboursent entre 10 et 50 millions de dollars qui tombent dans les caisses du complexe-militaro-industriel pour couvrir les coûts de l'assistance à l'Arabie saoudite. En février dernier, le président Clinton a effectué des pressions énormes pour que l'aviation civile saoudienne renouvelle sa flotte chez Boeing, au prix de 6 milliards de dollars. Ensuite les routelets ont dû signer pour 4 milliards de dollars de téléphones avec AT&T. Leur fric, tout le monde le veut.

ALLER AU CHARBON

Dès 1942, Londres avait expérimenté la maladie du charbon sur des animaux

LONDRES, 13 oct (AFP) -- En 1942, craignant une attaque bactériologique nazie, les Britanniques se livrèrent à un test de diffusion de la maladie du charbon sur une petite île inhabitée d'Ecosse, anéantissant un troupeau de moutons et interdisant les lieux pendant près d'un demi-siècle.

Ironiquement, c'est en février 1934 -- quelques années seulement après la signature, en 1925, du Protocole de Genève bannissant l'utilisation d'armes chimiques et biologiques -- que la Grande-Bretagne commença ses recherches dans ce domaine. Le Protocole, il est vrai, n'interdisait ni les travaux sur ces armes, ni leur fabrication.

En octobre 1940, le Département (de recherches) de Porton Down fut officiellement créé et la Grande-Bretagne focalisa ses recherches sur des armes pouvant être dispersées sous forme d'aérosols, destinées à détruire en priorité le bétail.

En 1942, alors que la Deuxième guerre mondiale faisait rage et que l'issue du conflit était encore incertaine, le Premier ministre de l'époque, Winston Churchill, ordonna une expérience grandeur nature sur des animaux.

Le choix se porta sur la petite île de Gruinard, située à quelques encablures du rivage, sur la côte ouest de l'Ecosse, à mi-chemin entre Ullapool et Gairloch, dans un cadre magnifique et sauvage.

Une petite bombe fut chargée dans la soute d'un bombardier Wellington, qui la largua sur Gruinard, où un troupeau de moutons avait été rassemblé.

La bactérie du charbon, sous sa forme sporulée, fut dispersée sur toute l'île et, trois jours plus tard, les premiers moutons moururent.

Selon des documents officiels, rendus publics une quarantaine d'années plus tard, l'expérience fut jugée satisfaisante. Militaires et chercheurs arrivèrent à la conclusion que des munitions porteuses de germes de la maladie du charbon pourraient également être utilisées contre des populations et rendre des villes inhabitables "pendant plusieurs générations".

L'île fut placée en quarantaine immédiatement après le test et ce n'est qu'en 1986 que le gouvernement britannique décida un coûteux (500.000 livres de l'époque) et complexe chantier de décontamination.

Gruinard fut arrosée avec 280 tonnes de formaldéhyde dilué dans quelque 2.000 tonnes d'eau de mer tandis qu'à plusieurs endroits, la terre était ramassée en surface et placée dans des conteneurs scellés.

Pour prouver que la situation était redevenue normale et que tout risque d'infection était écarté, un troupeau de moutons fut introduit sur l'île et placé sous la surveillance d'un organisme indépendant.

Le 25 avril 1990, un secrétaire d'Etat à la Défense, Michael Neubert, se déplaça à Gruinard pour, symboliquement, retirer le dernier panneau de quarantaine.

Tout le monde, cependant, ne prit pas pour argent comptant les explications officielles et un archéologue respecté, le Pr Brian Moffat, émit de sérieux doutes sur l'efficacité réelle de cette décontamination.

Dans un entretien avec le journal écossais *Glasgow Herald*, le Pr Moffat assura avoir retrouvé, au cours d'autres travaux, des spores de la bactérie de charbon ayant survécu plusieurs centaines d'années.

"Je n'irais pas me promener à Gruinard", affirma-t-il. "C'est une bactérie très résistante et mortelle".

Dans les années 50s et 60s, en pleine Guerre froide, les Britanniques se livrèrent à d'autres expériences, inoffensives mais ultra-secrètes, pour évaluer l'impact qu'aurait une éventuelle attaque biologique sur la population.

Le Guardian révélait ainsi vendredi dernier qu'en 1963 et 1964, des spécialistes dispersèrent dans le métro de Londres des particules de poudre simulant celles de la maladie du charbon mais sans danger pour la population. Les conclusions furent terrifiantes: répandues à la station de Tooting Broadway, au sud de la capitale, les spores microscopiques furent retrouvées jusqu'à celle de Camden Town, quelque 16 kilomètres plus au nord.

WHO-YOU-KNOW

Then on Saturday the Microsoft office in arid Reno, Nevada received a piece of mail sent from Malaysia containing anthrax dust. None of the six people who accessed the envelope are known to have been infected by the bacteria (not virus) or offended by the pornography the envelope also contained. (The pictures were not released to the public, but are rumored to be of you-know-who in his snorting days, **cavorting with a donkey** in Tijuana.)

L'ANTHRAX JUIF ET LE SARIN JUIF

Rappel de l'article rare du 20 février 1997 dans *Le Monde*

Marcus Lingberg, l'espion caché d'Israël, va rester en prison

Mais que fabrique donc Israël dans son institut de recherche ultrasecret de Ness Ziona ? Pourquoi, quinze ans après sa condamnation -- à huis clos -- pour espionnage au profit de l'ex-URSS, le département contre-espionnage du Shin Beth s'oppose-t-il toujours à la libération de Marcus Klingberg, ancien numéro deux de l'institut, au prétexte que ce vieil homme malade, âgé de soixante-dix-neuf ans, pourrait encore faire **de graves révélations** préjudiciables aux recherches de Ness Ziona?

La commission des sciences de la Knesset a entrepris, mardi 18 février, à Jérusalem, d'essayer, au nom de la sécurité publique, de lever un coin de voile. Est-il vrai qu'à Ness Ziona, comme l'affirmait début 1994 *Le Nouvel Observateur*, **des scientifiques israéliens travaillent en grand secret sur la mise au point d'une quarantaine d'armes chimiques et bactériologiques**, en principe interdites par les traités de non-prolifération signés **mais jamais ratifiés par l'Etat juif**?

Officiellement, les élus ne cherchent pas à violer le secret-défense qui entoure Ness Ziona, mais seulement à déterminer si les activités de l'institut mettent, ou non, la vie des citoyens de la ville en danger et s'il y a lieu d'envisager le déménagement dans une région moins peuplée. Pourtant, Assaf Shariz, le porte-parole de la commission, a assuré que cette simple perspective a déclenché l'alerte des services de sécurité nationaux, qui ont tout tenté pour empêcher ce travail parlementaire.

Acharnement

Le même jour et pour la énième fois depuis que la condamnation à vingt années de prison de Marcus Klingberg fut révélée au public, au début de 1994 (*Le Monde* du 11 janvier 1994), la commission de remise des peines a rejeté la demande de libération anticipée du vieux chercheur malade. Tous les espions de l'ancien monde communiste arrêtés en Israël ces dernières décennies ont été libérés ou échangés au fil du temps. Autant qu'on sache, seul Marcus Klingberg, partiellement paralysé par de graves attaques cérébrales, apparaît victime d'une sorte d'acharnement qui s'explique d'autant moins qu'il y a deux mois à peine l'ancien conseiller juridique du gouvernement, Mickael Ben Tair, avait recommandé "l'élargissement du vieil espion".

Dans un premier temps, le Shin Beth avait contre-attaqué en chiffrant à au moins 300.000 francs par an les frais de garde à l'extérieur qui en résulteraient pour le Trésor public. Puis le service de contre-espionnage a avancé un nouvel et imparable argument: le vieux scientifique pourrait encore lâcher un secret "de manière involontaire" et mettre en péril la sécurité d'Israël...

Patrice Claude.

Les trois points de la fin sont dans l'article. Ils sont le voile pudique avec lequel l'infortuné correspondant cache, contraint et forcé, la terrifiante réalité des projets génocidaire qui sont le sujet des études de Ness Ziona.

Cette affaire a déjà projeté ses pseudopodes dans l'opinion anglo-saxonne:

Date: 14 January 1994 / Amnesty International
(See MDE 15/15/93 - 26 November 1993)
Dr Avraham Marcus KLINGBERG

In November 1993 Amnesty International published information on the imprisonment of Avraham Klingberg who has been held in Ashkelon prison since 1983 following his conviction on charges of espionage. Avraham Klingberg, who is aged 75, has been in very poor health for some time, with hypertension and heart problems, and on 16 November suffered a stroke. Amnesty International has now received a few further details regarding his state of health. A medical report dated 9 December 1993 states that Dr Klingberg's blood pressure had been steadily increasing in the latter half of 1993, rising to over 200/105. Following the stroke, he suffered speech impairment, partial facial paralysis and partial loss of memory which, according to the report, were improving. The report also stated that he had had one episode of arrhythmia with a pulse rate of 160 per minute and noted advancing angina pectoris. Avraham Klingberg is a doctor who specialized in bacteriology and worked at a government-run biological institute. In January 1983 he "disappeared" after travelling to Switzerland to attend a scientific conference and it was only in August 1993 that Israeli censors permitted publication of some details of his case. Until then, his arrest was kept secret and **he was imprisoned under a false name**. According to the press, he is reported to have had access to **secret projects linked to biological and chemical research**. Much of Dr Klingberg's time in prison has been spent in solitary confinement and for the first eight years of his imprisonment he appears to have been held in **total isolation**. It was only two years ago that conditions were relaxed somewhat and he was moved to a cell with one other prisoner. Dr Klingberg was sentenced to 18 years' imprisonment following his arrest and is thus not due for release **until the year 2001**.

Israel court sends 80-year-old spy to house arrest

Israel released to house arrest on Friday an 80-year-old Israeli scientist jailed for nearly 16 years for spying for the former Soviet Union, the man's lawyer said.

Earlier this month the Beersheba district court said the ailing Marcus Klingberg, former deputy head of the Nes Ziona Biological Institute near Tel Aviv, would serve the remainder of his 20-year sentence at home. "I want to wish a happy new year to the people of Israel. When I was in prison I merely existed. Now that I am free, I am alive, I am very excited," Israeli army radio quoted Klingberg as saying as he fought back tears. His release had been held up until Friday to allow for a state appeal of the ruling. No appeal was made. The Jewish new year begins on Sunday night.

Foreign reports have called Nes Ziona Israel's biological warfare centre. Klingberg, an epidemiologist, worked there from 1957 until his arrest. **Israeli censors banned news of his arrest and conviction until 1993**, a decade after he was jailed. Under the terms of his release Klingberg will be allowed to leave his house for two hours a day and security officials will have to approve any visitors. Past parole boards have refused numerous requests by Klingberg for early release because of poor health.
Reuters, Sep 18, 1998.

ISRAEL MOVES TO REIMPRISON MARCUS A KLINGBERG

According to articles in the *Jerusalem Post* and *Ha'aretz* on 8 March 1999, the State Attorney's Office in Israel has asked the country's Supreme Court to overturn a District Court decision that allowed convicted spy Marcus Klingberg to serve the remainder of his sentence in closely supervised house arrest. The Be'er Sheva District Court ruled in September 1998 that the ailing 80-year old Klingberg, who was sentenced to 20 years' imprisonment for espionage in 1983, could serve out the remaining four years of his sentence at home in Tel Aviv if he had a 24-hour Shin Bet-approved security guard. For almost ten years after his arrest, Professor Klingberg had been held in solitary confinement.
<<http://www3.haaretz.co.il/eng/scripts/article.asp?id=41894&wordd=klingberg&mador=1&se=true&date=3/16/99>>

Israel: An embarrassment of spies

By P. R. Kumaraswamy

What do biological scientist Marcus Klingberg, businessman Shabtai Kalmanovich, table tennis coach Alexander Radlis, and engineers Anatoly Gendler, Gregory Londin, Samuel Makhti, and Roman Weisfeld have in common?

All of them are former Soviet citizens who **migrated to Israel** long before the collapse of the Soviet Union. As Jews, their immigration rights were guaranteed, and they easily became Israeli citizens under the Law of Return. With their scientific knowledge and technical skills, they settled down, were assimilated into Israeli society, and gradually climbed the social ladder. [...]

Nevertheless, there is something unusual about this group. For a time, all of them disappeared from public life, only to resurface amid ignominious revelations that they had compromised Israel's national security by passing on sensitive and classified information to foreign agents. Although a number of Israelis have been convicted of spying for other countries, these former immigrants all worked for the same master: the KGB.

For years, Israel refused to formally acknowledge the existence of Jewish spies. Even the public admission of their existence and betrayal was considered **a threat to national security**. Israel also feared that such disclosures would stigmatize immigrants trying to cope with a new social and cultural environment. As a result, spies like Klingberg, Kalmanovich, and the others were quietly removed from circulation, tried in camera, and **sentenced in secret**. [*L'un des charmes de la "démocratie" israélienne*] Their family members were forbidden to discuss the issue with the press.

Even when the censorship authorities were forced to lift the media ban, the details that emerged remained vague and sketchy. The available details, however, present certain unmistakable traits and similarities. Most of these spies were recruited and trained by the KGB long before they went to Israel along with thousands of genuine immigrants. Klingberg, the oldest, was also Moscow's prime catch. He came to what was then Palestine in 1947 and with his scientific skills eventually became the **deputy director of the top-secret biological research institute in Ness Ziona**, south of Tel Aviv. [...]

The kind of information they were accused of providing the Soviets differs. Klingberg was convicted of supplying information concerning Israel's chemical and biological warfare capabilities. [...]

Klingberg was sentenced to a 20-year prison term in 1983, but the Israeli public did not learn of his case until August 1993. [...] While some of the convicted spies have avoided serving their full prison terms, the security establishment has been reluctant to show leniency. Klingberg's acute medical condition did not prevent the security agencies from opposing and subsequently delaying his early parole. [...]

P. R. Kumaraswamy is a research fellow at the Harry S Truman Institute at Hebrew University, Jerusalem.
Bulletin of the Atomic Scientists, March/April 1999, Vol. 55, No. 2
<<http://www.bullatombsci.org/issues/1999/ma99/ma99kumaraswamy.html>>

Quelques références

Cordesman, p. 19. "Chemical and Biological Weapons Facilities," Federation of American Scientists, 10/10/97, [Online] <<http://www.fas.org/nuke/guide/israel/facility/cbw.htm>>.

P.R. Kumaraswamy, "Marcus Klingberg and Israel's 'Biological Option,'" *Middle East International*, 8/16/96, pp. 21-22.

Zafir Rinat, "Nerve Gas Antidote in Works," *Ha'aretz*, 12/12/97, [Online] <<http://www3.haaretz.co.il/eng>>

Liat Collins, "Bio Institute to Come Under Close Inspection," *Jerusalem Post*, 2/19/97, [Online] <<http://www.jpost.co.il>>

P.R. Kumaraswamy, "Has Israel Kept its BW Options Open?" *Jane's Intelligence Review*, 3/98, p. 22.

Israel's Biological and Chemical Research and Development-Potential Menace at Home and Abroad

By Dr. Edna Homa Hunt

Israeli newspapers have a rather shrewd, albeit obvious, method of imparting secret and sometimes strategically important information. An especially pertinent case in point, in view of the crisis over inspections in Iraq, was the recent publication of information about the Ness-Ziona facility.

Ness-Ziona, a small town in the heart of Israel's densely populated center, has been home to what -- since 1952, during the regime of David Ben-Gurion -- has been widely known in Israel as the "experimental station." It was established as a laboratory for basic and applied research in chemistry and biology, with a staff of about 300, including 120 physicists, mathematicians, chemists and veterinarians.

From its inception this institute has been **under the exclusive supervision and control of the prime minister's office**. This fact is acknowledged publicly in its scientific publications, which add that it is independent regarding policies for conduct of research and actual management.

Physically the institute is located in Ness-Ziona's "industrial zone," behind a high wall and surrounded by an electronic fence. Thus by now this facility is better known to its neighbors as a secret laboratory for the development of chemical and biological weapons. And, since the revelation of what happened in Russian Sverdlovsk on April 2, 1979, **the presence of the secret lab has become their nightmare**. The reason is that the Sverdlovsk scenario could be

repeated in Ness-Ziona as well. An invisible cloud of death descended on Sverdlovsk on that lovely spring morning, but residents became aware of it only six days later when untold numbers of people began dying horribly and inexplicably. By recounting the history of the terrifying events in Sverdlovsk as they finally were revealed by the Soviet authorities, the Jan. 9, 1998 weekend supplement of the Tel Aviv daily *Ma'ariv* confirmed the presence of facilities for developing and producing **the makings of chemical and biological weaponry in Israel, principally in Ness-Ziona but also in other installations around the country.**

This was an example of how Israeli publications bypass censorship to discuss indirectly such topics as the existence of Israeli facilities containing agents of **killer diseases potentially deployable as "weapons of mass destruction,"** and also a potential source of a terrifying domestic epidemic in the event of an accident. The newspaper achieves "acceptability" for the discussion of such a possible accident in Israel by describing the existence elsewhere of similar facilities and a real catastrophe that already has occurred.

One of several witnesses to the **accidental release of an anthrax "cloud"** in Sverdlovsk was a professor who emigrated to Israel in 1990. He was quoted as saying that "when the biological institute was first built [in Sverdlovsk] it was situated outside the city. As the years went by, the city grew and residential neighborhoods as well as industry were built around it." Much the same has happened in Ness-Ziona. Originally the institute was surrounded by orange groves. By now residential quarters closely -- and dangerously -- abut it.

Rafi Elul is a Labor member of the Knesset who resides in the area and considers himself as "representative" of the population most vulnerable to the danger of a potential accident. [Note: Israel's members of Knesset are not representatives of a geographical district, but of a political party.] In February 1997 MK Elul demanded that the special Knesset Committee for Scientific/Technical Research and Development discuss "what goes on at the Ness-Ziona institute."

He did so apparently on the assumption that at least some of its programs endangered Ness-Ziona residents and probably those beyond the town itself, particularly those living in the southeast in the path of the prevailing winds. One such location is the town of Rehovot—site of the famous Weizmann Institute, and the important Kaplan Hos pital—with a population of at least 90,000 people.

MK Elul therefore demanded removal of the institute from densely populated areas. Unfortunately, however, his demand for information and the request of a Knesset committee to conduct a site visit were rejected, both for reasons of "secrecy." [...]

Dr. Edna Homa Hunt, a fifth-generation member of a Jewish family from Palestine, is now an American citizen. *Washington Report on Middle East Affairs*, 4/98, pp. 84, 93. <<http://www.washington-report.org/backissues/0498/9804084.htm>>

D'où l'affaire du vol El Al qui s'est écrasé à Amsterdam avec des "produits chimiques" à bord:

Israel fails to calm Dutch anger over 'nerve gas' crash

From Katherine Butler in Brussels

It was around Songs of Praise time on a Sunday evening. The residents of the Bijlmermeer flats would probably have been pottering around at home, getting dinner, thinking about the week ahead, watching TV. There was a good football match on; top Dutch clubs Eindhoven and Feyenoord were playing.

Norma Habibi had popped out to the night shop for something, leaving her two toddlers with the woman next door. Turning the corner of the estate on her way back she heard a low drone and looked up to see "a terrible black shadow" fall over the block of flats. The drone turned to a roar like thunder. Then there was a ball of fire and before her eyes an El Al Boeing 747 cargo plane on its way from New York to Tel Aviv ploughed into the building.

The worst air crash in the history of the Netherlands, six years ago today, turned the Amsterdam apartment complex into a hell-like inferno in seconds, killing Norma Habibi's two children and 41 of her neighbours. Six years on, the surviving residents of the suburb are suffering physical ailments which their doctors have long suspected, and which new revelations last week appear to confirm, were caused by **exposure to something more sinister** than burning perfume, paints or electronic equipment.

El Al, the Israeli state airline, admitted last week it was also carrying **three of the four chemical ingredients needed to make the odourless, highly toxic nerve agent sarin**, the gas Saddam Hussein used against the Kurds in Iraq [**This is false, Irak is always used mustard gas**] and which killed a dozen people in the Tokyo metro in 1995.

People in Amsterdam were appalled but not surprised. Rumours have been circulating for years that the men in coveralls and gas masks who appeared mysteriously at the site after the crash were from Mossad, the Israeli secret service.

Prompted by Dutch newspaper reports and a statement from El Al, the Israeli government admitted on Thursday there was a quantity of dimethyl methylphosphonate or DMMT on board, but denied the plane carried any "dangerous goods". The material was destined for "testing filters", a statement from the Prime Minister Benjamin Netanyahu's office said.

Freight papers for the El Al flight indicate that 190 litres of DMMT were on board the plane - enough, when combined with two other chemicals in the cargo, to generate more than a quarter of a tonne of sarin.

The materials, **purchased from a US plant**, were bound for the **Institute for Biological Research in the Israeli town of Ness Ziona** south of Tel Aviv. Israel has never admitted producing chemical or biological weapons and has signed, but not ratified, the International Convention on the Prohibition of Chemical Weapons.

Jan Medema, who heads a team of chemical weapons inspectors and directs the toxic substances division at the Dutch defence research institute in The Hague, is concerned about the quantity of DMMT, the presence of two other substances (isopropanol and hydrogen fluoride) and the destination of the cargo.

Dr Medema believes that **the volume of DMMT in itself was too big for routine experiments** at a research lab. "We have been trying to think what possible research purposes you would need this compound in such large quantities for. The likelihood has to be that it was for sarin. Either they had some special plan for an experiment or they needed a quantity of sarin for some special purpose. **This raises many questions.**" [...]

The Independent, 4 October 1998

UN PEU D'HISTOIRE

L'ISLAMISME : IDEOLOGIE POLITIQUE ET MOUVEMENT

Depuis l'invasion de l'Égypte par les armées de Napoléon en 1798, qui a marqué les débuts de l'implication moderne de l'Ouest dans le monde arabe, le nationalisme arabo-islamique a assumé trois fonctions successives, avec un certain degré de recouvrement: le nationalisme libéral, le socialisme arabe, et l'islamisme (1).

Le nationalisme libéral en tant que mouvement politique a été représenté par le régime étatiste, de développement national de Mohamed Ali en Égypte, caractérisé par son but de dépassement du «féodalisme oriental» et son projet (qui finit par échouer) de modernisation, et de développement du capitalisme. Du point de vue idéologique, ce nationalisme libéral recherchait, dans les écrits de Jamal al-Din al-Afghani, à unir la nation musulmane, la *'umma*, à résister à l'impérialisme occidental en réconciliant l'islam et le rationalisme moderne, grâce auquel une nation musulmane puissante pouvait être forgée; une vision élaborée par Mohammed Abdhuh qui croyait que la raison et la révélation (islamique), l'islam et la science moderne, pouvaient être réconciliés, bien que cette réconciliation nécessitât le démantèlement des institutions sociales, économiques et politiques traditionnelles du monde musulman, qui représentaient, dans son esprit, des perversions de l'islam. (Il est intéressant de noter que les disciples d'Abdhuh, comme Qasim Amin, défendaient l'émancipation des femmes, avec l'idée que la Charia fournissait une base pour l'égalité des femmes, qu'il considérait cruciale pour le progrès de la société humaine.) Ce qui est remarquable dans ces idéologies et dans leurs projets politiques est le fait qu'elles étaient intimement intégrées au processus de capitalisation qui s'était répandu de l'Europe vers le monde islamique; qu'elles étaient inséparables du projet de la révolution bourgeoise, de l'anti-féodalisme et du développement économique national, qui constituaient les signes distinctifs du capitalisme ascendant. La dernière manifestation de ce nationalisme libéral dans le monde islamique est peut-être le mouvement politique du Wafd en Égypte, et son leader Sa'd Zaghlul. Héritiers de Abdhuh, Zaghlul et le Wafd cherchaient également à créer les conditions d'un état moderne, démocratique et bourgeois en Égypte. Mais, alors que Mohammed Ali au début du 19^{ème} siècle était prêt à défier directement l'impérialisme occidental, qui s'était mobilisé pour le défaire, le Wafd dans les années 30 a fait des compromis avec l'impérialisme britannique. Ces compromis démontrèrent que le projet de capitalisation et d'industrialisation dans des sociétés à prédominance agraire, comme celles du monde islamique, allaient rompre avec le libéralisme des nationalistes arabo-islamiques de la phase ascendante du capitalisme.

Les précurseurs du socialisme arabe étaient les mouvements politiques qui, dans les années '30, prenaient pour modèle le fascisme italien ou le nazisme allemand. Des mouvements tels que les Green shirts of Young Egypt ou le parti populaire syrien de Antun Sa'adé étaient déterminés à rompre avec la domination impérialiste de l'Angleterre et de la France au Moyen Orient, et à s'embarquer dans un projet étatique de promotion de l'industrialisation capitaliste. L'échec de l'impérialisme allemand à dépasser son rival anglo-saxon, a conduit les nationalistes comme Michel Aflak et son parti Baath en Syrie et en Irak et Gamal Abdel Nasser et les Officiers libres en Égypte à adopter le «socialisme» comme route vers l'industrialisation et la modernité, et à s'aligner sur la Russie stalinienne dans son conflit avec l'Ouest. Tous ces mouvements étaient résolument laïques dans leur idéologie, avec souvent des chrétiens, comme Saadé et Aflak à leur tête. La nation arabe, et non la *'umma* musulmane, fournissait la base sociale que ces mouvements cherchaient à mobiliser dans les intérêts du modèle de développement étatiste qu'ils représentaient. Le socialisme arabe de Nasser, et son alliance avec la Russie, illustraient ce projet. Il n'a abouti ni au développement économique national, ni à l'élimination de l'impérialisme occidental du monde arabo-islamique. Le transfert de l'Égypte du camp soviétique dans le camp de l'impérialisme américain sous Sadate, le traité de paix avec Israël et la subordination du Caire à la banque mondiale, le FMI et d'autres institutions d'hégémonie mondiale américaine, ont marqué l'échec du socialisme arabe à accomplir ce que Mohammed Ali avait échoué à accomplir plus d'un siècle auparavant. Dans le vide créé par la faillite du socialisme arabe, s'est engouffré un nouveau mouvement politique et une nouvelle idéologie: l'islamisme.

Les précurseurs de l'islamisme contemporain étaient les frères musulmans de Hassan el-Banna en Égypte (fondé en 1928), qui, à la différence des nationalistes libéraux qui cherchaient à réconcilier l'islam et la modernité ou les socialistes arabes résolument laïques, étaient déterminés à rejeter la modernité et à restaurer la règle de la vertu islamique. Et pourtant l'islamisme arriva au pouvoir non grâce aux frères musulmans sunnites (mouvement d'ascendance première fois par le régime wafdiste, et les Anglais, et ensuite par les nassériens), mais par le pouvoir de l'ayatollah Khomeyni en Iran. Alors que Khomeyni cherchait à rallier les shi'ites du monde musulman à sa cause, le fait que les shi'ites étaient une minorité, haïe par la majorité sunnite, a limité sérieusement le succès de Khomeyni et des iraniens. De nouvelles versions, sunnites, de l'islamisme se révélèrent plus aptes à mobiliser les masses de musulmans à la fois dans le monde arabe et en Asie centrale et du sud: le Groupe armé islamique en Algérie, la Jihad islamique et Al-Gama al-Islamiyya en Égypte, le Hamas en Palestine, les Talibans en Afghanistan, et le réseau al-Qaeda d'Ossama ben Laden. Alors que l'islamisme semble être une idéologie et un mouvement politique fondamentalement opposé à la modernité, et qui cherche à revigorer les croyances et les institutions traditionnelles islamiques, il est en fait le produit de la destruction du monde pré-capitaliste arabo-islamique et son idéologie ainsi que son projet politique sont irrémédiablement marqués de l'empreinte de la modernité et du capitalisme. (Dans cette perspective, l'islamisme a beaucoup de points communs avec le nazisme, avec son recours idéologique à la communauté pré-capitaliste, et la religion aryenne, même s'il incarne les réalités les plus brutales du capitalisme et de l'impérialisme dans ses relations sociales et son projet politique.)

La connexion étroite entre l'islamisme et le capitalisme apparaît dans les deux dimensions de l'islamisme en tant qu'idéologie et projet politique. Malgré ses appels à la tradition islamique; l'islamisme constitue une forme de proto-état ou de racisme étatique. Nous ne parlons pas ici du racisme dans le sens ordinaire du terme où il s'agit d'une question de couleur (noirs, blancs, etc.), mais plutôt comme toute idéologie basée sur une séparation, une coupure, dans l'entreprise sociale basée sur la naissance, la biologie, la génétique, sur les qualités de l'être même de quelqu'un, opposé à la coupure de l'entreprise sociale basée sur les croyances, les visions du monde ou, comme dans le marxisme, les relations sociales de production (les classes), qui constituent l'antithèse de la biologisation des coupures dans l'entreprise sociale de l'humanité sur lesquelles est basé l'islamisme. La vision misogyne de la femme en tant qu'être biologiquement inférieur, qui fait partie intégrante de l'idéologie des talibans et de al Qaeda (et qui n'a aucune base dans l'islamisme traditionnel), le badge jaune que le régime taliban impose à la minorité hindoue en Afghanistan, la reconceptualisation de la *'umma* sur des bases génético-biologiques, opposé à la communauté basée sur les croyances, qui fait partie intégrante de la vision du monde de ben Laden et de l'islamisme, tout cela atteste du fait que la racialisation de l'islam est au cœur de cette idéologie. Le racisme étatique et la biologisation des relations sociales font partie intégrante de l'obsession de «purification» qui anime l'islamisme, non pas la purification de l'âme individuelle, mais la purification de l'entreprise sociale elle-même. Les discours de purification qui caractérisent l'islamisme sont eux-mêmes l'antichambre de la purification ethnique et du génocide. Le destin des hindous en Afghanistan des talibans (une minorité de quelques centaines) ou les Hazaras chiites face à la purification ethnique préfigurent la catastrophe qui attendrait les coptes en Égypte (une minorité de 6 millions) si le Jihad islamique en arrivait à prendre le pouvoir Le

racisme étatique, et la biologisation des relations sociales, sont des caractéristiques d'une des dimensions de la modernité capitaliste, son côté sombre, représenté par Auschwitz, Babi Yar, Dresde et Hiroshima, tous des purs produits de la civilisation capitaliste développée, et inséparables de celle-ci. Le développement de l'islamisme atteste de l'extension dans le monde arabo-islamique des relations sociales et des idéologies capitalistes qui ont donné son visage au monde capitaliste dans sa phase de décadence, quoique sous des formes historiques et culturelles spécifiques.

Malgré l'affirmation selon laquelle son projet politique consiste simplement à obliger l'Ouest à se retirer du sol de la «nation musulmane» (maintenant re-conçue biologiquement), et à entamer la purification qui en découle, l'islamisme ne peut espérer atteindre ce but (aussi futile soit-il) qu'en essayant de concurrencer l'ennemi occidental sur le plan économique et militaire. Un tel projet ne signifie pas l'arrêt de la capitalisation du monde islamique, mais son achèvement, son apothéose, par les régimes islamistes eux-mêmes. Le régime de Khomeyni en Iran, après le renversement du Shah a développé l'industrie pétrolière, liée étroitement à l'économie capitaliste mondiale, et nécessitant un régime brutal d'exploitation du prolétariat, et a développé les industries et les instituts scientifiques pour la production d'armements de destruction de masse, afin de s'élever à un statut de puissance impérialiste régionale majeure. Les Ayatollah ont pris le chemin du développement du capitalisme scientifique, technologique, économique et militaire qui, en dépit de leur volonté affirmée de pureté islamique, va achever la destruction du monde traditionnel islamique du passé iranien. Les mêmes impératifs sont à l'oeuvre dans la branche sunnite de l'islamisme représenté par al-Qaeda, même s'il ne s'agit que d'un proto-Etat. Le projet de Ben Laden d'élimination de l'impérialisme occidental du sol de la nation musulmane semble comporter deux buts à court terme: utiliser le régime des Talibans en Afghanistan comme tête de pont pour déstabiliser et renverser le régime laïque du Pakistan, assumer le pouvoir d'Etat au Pakistan, et, avec celui-ci, la capacité nucléaire sur laquelle peut se projeter le pouvoir «islamique»; renverser le régime saoudien, dépendant des Etats-Unis, et par là-même contrôler la plus grande partie de l'offre mondiale de pétrole (2). La question qui se pose n'est pas la probabilité de succès d'un tel projet (qui est probablement minimale), mais plutôt sa nature capitaliste ou son contenu de classe. Une capacité nucléaire (une bombe islamique), et un contrôle du pétrole, nécessitent la technologie capitaliste, la science, et les relations sociales, que les islamistes critiquent verbalement, mais qui sont inséparables de l'islamisme en tant que mouvement et projet politiques.

Pour analyser le phénomène politique que constitue l'islamisme, il est nécessaire de se centrer sur trois éléments distincts, mais intimement liés: les conditions socio-économiques qui ont fait le lit dans lequel une telle idéologie et un tel mouvement politique ont pu prendre place et gagner un support populaire; les classes sociales et les couches qui véhiculent cette idéologie et le cadre et la direction de ce mouvement; le contenu de classe de ce phénomène socio-politique. Les conditions socio-économiques qui ont nourri l'islamisme sont l'appauvrissement et le désespoir des masses arrachées à une existence pré-capitaliste de village ou artisanale par le développement du capitalisme, même si ce dernier est incapable de fournir un emploi pour les couches nouvellement urbanisées et rapidement croissantes, qui sont condamnées à habiter les bidonvilles autour de la métropole capitaliste une masse de gens dépourvus d'éducation et qui n'ont pour toute perspective de vie que le chômage quasi permanent et la marginalisation. C'est le destin réservé par le capitalisme au Tiers-Monde en général, et au monde arabo-islamique en particulier, et il fournit les conditions socio-économiques pour l'extension de l'islamisme. Les classes et couches qui fournissent les cadres et les leaders des mouvements islamistes sont la petite-bourgeoisie et l'intelligentsia. Ce n'est pas une coïncidence si l'idéologue et l'organisateur de Al Qaeda (le lieutenant de Ben Laden) est un chirurgien réputé, l'enfant d'une famille dirigeante de l'intelligentsia égyptienne. Alors que le soutien populaire de l'islamisme vient des très pauvres, les cadres et les dirigeants de ce mouvement sont très éduqués, des produits du monde laïque de la médecine et des ingénieurs, par exemple (3). Et pourtant la provenance de classe des cadres d'un mouvement politique n'en détermine pas le contenu de classe. L'élément le plus crucial d'une analyse de l'islamisme, comme nous l'avons expliqué plus haut est capitaliste dans sa nature de classe; une expression ou une manifestation du capitalisme dans ses conditions historiques et culturelles déterminées: le monde arabo-islamique à l'époque du capital mondialisé et de l'hégémonie américaine. L'islamisme est une réaction brutale et violente à cette hégémonie, qui ne contient que les destructions de masse et l'oppression brutale pour les populations de ce monde, une issue qui ne peut être contrecarrée que par la lutte de classe capable de renverser les relations sociales capitalistes qui l'ont générée et dont l'islamisme est une manifestation locale actuelle.

MAC INTOSH (*Internationalist Perspectives*, New York)

(1) Ces trois formes de nations arabo-islamiques sont liées intégralement à la trajectoire du capitalisme, qui soumet le monde aux impératifs de la production de valeur: le nationalisme libéral à la phase ascendante du capitalisme; le socialisme arabe à la phase fordiste de production capitaliste, et l'Islam à l'impact du post-fordisme et à la mondialisation qui règne maintenant en maître. Une question intéressante de poursuivre malgré ou peut-être à cause de l'opposition des Gauches Communistes au nationalisme est la suivante: un nationalisme des classes exploitées a-t-il jamais été possible; un nationalisme non lié intégralement au projet du capitalisme a-t-il jamais été possible? Par exemple, comment peut-on analyser la rébellion indienne de 1857, la guerre déclenchée par Chamil et les Tchétchènes contre la Russie tsariste au 19ème siècle, pour ne prendre que ces deux exemples? Ces mouvements étaient-ils des manifestations des classes exploitées? Ne se situaient-ils pas en dehors des ambitions du capital? Etaient-ils «progressifs» ou réactionnaires? Marx lui-même semble avoir changé d'avis à la fin de sa vie, dans sa correspondance avec Vera Zasulich. C'est une question qu'il est intéressant d'examiner, même si elle ne change pas le fait que les formes successives du nationalisme arabo-islamiste moderne que nous discutons ici sont toutes des manifestations du capital.

(2) C'est aussi le cas avec les Etats de la frontière du Nord de l'Afghanistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, qui sont tous situés près de la mer Caspienne riche en pétrole, et qui ont tous leurs propres mouvements islamistes avec des connections étroites avec al-Qaeda.

(3) Il n'est pas surprenant que le leader de l'islamisme en Jordanie, Laith Shubaylat, est l'ancien dirigeant du syndicat des ingénieurs. Ce sont les classes et les couches dans lesquelles les cadres et les dirigeants des mouvements nationalistes sont typiquement recrutés lorsque ces mouvements étaient libéraux, lorsqu'ils étaient laïques et maintenant qu'ils sont islamistes.

Traduction Jacqueline (Perspectives Internationalistes, Bruxelles)

PETIT HOLOCAUSTE

Del 11 de septiembre al 11 de octubre murio de hambre mas de un millon de niños en el mundo

(Ignacio Gonzalez Janzen). Las cifras son pavorosas, y las indiferencias imperdonables. Según datos proporcionados por la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO) todos los días mueren de hambre más de 35.600 niños en el mundo, lo que implica el silencioso sacrificio de 13.000.000 menores por año, un número casi seis veces mayor al total de víctimas que provocó en cuatro años la I Guerra Mundial (1914-18) que fueron 9.000.000 de seres humanos, e incluso superior en el mismo lapso, a las que causó la II Guerra Mundial (1939-45) en la que perecieron 40.000.000 de personas.

El hambre, como un flagelo brutal en los países más pobres de nuestro Planeta, e incluso en los bolsones de miseria y despiadada marginación de las naciones ricas, es un subproducto combinado de la ideología de la indiferencia, la concentración absurda de la riqueza, la cruel desigualdad en la distribución de los recursos mundiales, el abuso de poder en las relaciones de intercambio, la ambición insaciable de los dueños de las nuevas tecnologías, la expoliación del trabajo de las grandes mayorías, y el hipócrita discurso de "la igualdad de oportunidades".

Cada cien días se muere de hambre frente a la ceguera y la indiferencia de aquellos que podrían evitarlo, un número de niños que equivale a más de todas las víctimas que perecieron en la Guerra de Vietnam (1957-75) que dejó cerca de 3.300.000 muertos, de los cuales 3.250.000 fueron vietnamitas, en su inmensa mayoría pertenecientes a la población civil.

Y hoy, 11 de octubre, cuando se cumple un mes de la trágica muerte seis mil víctimas en los ataques en la ciudad de Nueva York, que justificadamente conmovieron a la opinión pública mundial y provocaron una ola de repudio generalizado, y con seguridad darán lugar a un luctuoso recordatorio y a comprensibles muestras de dolor, ojalá que con igual piedad nuestra humanidad tome conciencia de que en estos treinta días han muerto de hambre más de un millón de niños, cuyo sacrificio tampoco debiera pasar inadvertido.

RED [18/10/2001].

DES TYPES LOUCHES

Zionist Terrorists Arrested Inside Mexican Congress

Los Angeles, Alta California -- October 12, 2001 -- (ACN) We were alerted this morning by a subscriber from Mexico that two Israelis were arrested Wednesday inside the Palacio Legislativo de San Lázaro (Mexican Congress) in Mexico City. Both were armed with 9 mm automatics and one was carrying a military hand grenade, electrical wiring and other bomb related materials. The Israeli Embassy at Sierra Madre 2155, colonia Lomas de Chapultepec has closed its doors to the Mexican Press and are refusing to talk. The incident has been independently verified by *La Voz de Aztlan* through Mexican diplomatic, press and other sources in Mexico City. The Chief of Legislative Security, Salvador Alarcón, has also confirmed the arrest of the two Israeli terrorists. One of them Saur Ben Zvi is a confirmed citizen of Israel and the other, Salvador Guersson, recently immigrated to Mexico from Israel. It is has been determined by the Procuraduría General de la República (Mexican Department of Justice) that Guersson is a retired Colonel of the Israeli Defense Forces and that he may now be operating as a Mossad agent. It is not known how they were able to penetrate the extensive security system of the Mexican Legislative Palace. This is a very grave incident with many serious international implications. Many have questioned who may be really behind many of the recent terrorist acts around the world including the ones against the WTC and the Pentagon. The Mexican public and congress has been reticent about declaring war against Islam along with the U.S. It is possible that an act of terrorism against the Mexican Congress was planned in order to "terrorize" Mexico into towing the line against Islam. *La Voz de Aztlan* will be on top of this developing story to report any additional developments.

Ernesto Cienfuegos, *La Voz de Aztlan* <<http://aztlan.net/mexmossad.htm>>

NON A LA GUERRE

Pour la première fois depuis la Guerre de Sécession, les Etats-Unis d'Amérique vivent dans leur chair et sur leur territoire les affres de la guerre. La tragédie du 11 septembre offrirait au peuple américain une occasion historique de découvrir le caractère nécessairement universel de la compassion pour les victimes innocentes, pour toutes les victimes innocentes. Mais le locataire de la Maison Blanche et les stratèges du Pentagone ne l'entendent pas ainsi. Ils ont déjà identifié l'homme à abattre et les pays à agresser. Et George W. Bush, en partant en croisade, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs, ne fait qu'exacerber la situation qui a conduit aux actes du 11 septembre. Il ne fait qu'approfondir et développer la haine qu'éprouve une grande partie de l'humanité pour la politique américaine. Depuis Hiroshima et Nagasaki jusqu'à la guerre contre la Serbie, en passant par le Guatemala, le Vietnam, Panama, la Somalie, l'Iraq et tant d'autres, cette politique est synonyme de terreur et de mort. Comme le peuple iraquien depuis dix ans, demain, le peuple afghan, déjà cruellement éprouvé par vingt ans de guerre et d'agressions, risque de subir à son tour les "dommages collatéraux" de la croisade US pour le contrôle du monde. Cette nouvelle guerre sera meurtrière pour tous et ses conséquences incalculables. Pour la mener, Washington a besoin d'un large consensus. Pour l'obtenir, tous les moyens sont bons: propagande, pressions, promesses.

Le monde n'a pas à se laisser embrigader dans cette nouvelle aventure criminelle, où il a tout à perdre. En particulier l'Europe, dont la France, doit au contraire prendre des initiatives en faveur du dialogue, de la justice et de la paix, s'inscrire à contre-courant de l'unilatéralisme de la politique américaine, qui s'est manifesté dans toute son arrogance à Kyoto comme à Durban.

Nous appelons les citoyens du monde à dire: **non à la guerre!**

Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils s'opposent à la création d'une coalition guerrière dirigée par les USA pour soumettre les peuples du monde

Paris, 22 septembre

Premiers signataires: Amal Abdenour, Al Ali Abderahman, Aoitef Abidi, Mohand Alili, Amal Alobiadi, Edgard André, Carlos André, Rabha Attaf, Nawar Atfeh, Patrick Aujard, Lise Ardain, Abdallah Baroudi, Jean-Pierre Bastid, Emmanuelle Bastid, Michel Blanc, Kay Bonomy, Mahmoud Bouchnak, Nicolas Boutier, Aïcha-Alice Brahim, Louise

Brahim, Hamassat Braiga, Pierre Henri Bunel, François Burgat, Maurice Buttin, Elsa Cararini, Françoise Caratini, Leïla Chamzan, Wassama Charaf, Monique Chevallier, Jean-Paul Cruse, Maurice Cury, Antoinette Delafin-Cissé, Iris Delporte, Jean-Marc Domart, Jihan Gaber, Mgr Jacques Gaillot, Mona Gamal el Dine, Fausto Giudice, A. Golotchoglee, Zahia Gonon, Gérard Granier, Fathy Halaly, Kaldoun Hamadé, Ginette Hess-Skandrani, Razian Hobaya, Salima Huèche, Fathia Ichou, N. Ihlami, Andrée Jeanneret, Xavière Javez, Monique Justamond, Aymed Khafi, Ossama Khaled, Leïla Khatef, Abdallah Kebbi, Marie Koçoğlu, Noria Kriati, Roland Lafitte, Mohamed Latreche, M. Laque-Vein, Madeleine Laque-Véron, Francis Ledeschault, Père Michel Lelong, Jean-François Lopez, Fabien Marius-Hatchi, Maryse Marquis, Lotfi Marzouki, Taoufik Matlouti, Mahdia Mehous, Andrée Michel, Lydia M'Rabet, Shadan M'Rabet, Gilles Munier, Beddy Ould Ebnou, Mohamed Oussama, Régine Philipp-Bailly, Jean-François Poirier, Maria Pournier, Mohammed Ramdan, Djamilia Rezgui, Mondher Sfar, Khairy Shaarawy, Nadia Skandrani, Samy Skandrani, Faouzia Skik, Alexandre Spagnol, Omar Tahar, S. Temsamain, Jean-Louis Thébaud, Serge Thion, Hadji Toua, Yves Vargas, Brigitte Zali, Mohamed Zaroualete.
Envoyez vos signatures à <non_a_la_guerre@yahoo.fr> ou au 06 78 28 16 38.

INSOUMISSION

La presse occidentale n'a pas épilogué sur un fait révélateur que nous avons trouvé dans *Al Ahram weekly*, 23-29 août 2001, dans un article de Lola Keilani. Une centaine de "leaders" et "chefs" des druses (une religion minoritaire) venant du Liabn, d'Israël, de Syrie et de Jordanie, ont tenu congrès cet été à Amman. Il a été décidé de s'opposer à la conscription des druses dans l'armée israélienne. On sait que les druses sont les seuls "Arabes" que tolère en son sein l'armée des colons sionistes, avec quelques pisteurs bédouins, en cas de besoin. Cet appel a été signé par le leader des druses israéliens Said Nafaa. Cette population comporte environ 90.000 personnes en Israël, sans compter ceux qui vivent dans le Golan occupé et qui ne sont pas citoyens israéliens. Déjà de nombreux jeunes druses ont refusé de se soumettre à l'appel. Certains ont été arrêtés et torturés dans les prisons israéliennes. C'est un nouvel effet de l'*Intifada al Aqsa* qui est le seul moteur qui fasse évoluer la situation et qui emmène Israël vers sa perte finale.

LA MORT D'UN CHIEN

'Transfer' is dead, long live apartheid

By Akiva Eldar

With the assassination of Tourism Minister Rehavam Ze'evi, Israel lost the only child in the political arena who, like the child in The Emperor's New Clothes, managed to expose the nakedness of the seemingly moderate right. He was the only person of leadership in the rightist camp to propose a solution to the conflict between the vision of a Greater Israel and the vision of a Jewish state.

Ze'evi said out loud what a number of high-ranking Likud politicians (i.e. Public Security Minister Uzi Landau, Education Minister Limor Livnat and Environment Minister Tzachi Hanegbi) **are thinking but not saying**: "In the Land of Israel, there is room for only one nation -- the Jewish people." This is the practical significance of their call to get rid of Palestinian Authority Chairman Yasser Arafat and to liquidate the PA altogether. But if Arafat is out of the way, and if the PA has been put out of commission, who will then represent the Palestinian people? Hamas spiritual leader Sheikh Ahmed Yassin? Perhaps that is the reason why the "mainstream" of Israeli politics "forgave" Ze'evi for his "transfer" idea. Those who have learned to live with a protracted occupation, with the denial of political rights to three million human beings and with apartheid looming over the horizon, found it convenient to have someone like Ze'evi with his "transfer" notion to their right on Israel's political spectrum.

Although Ariel Sharon has pledged to carry out Ze'evi's political "last will and testament," no one really believes Israel's prime minister will actually implement an ideology that, in practical terms, means banishing Palestinians from their homes. In fact, Sharon himself has declared that he is "prepared to give to them [the Palestinians]," for the first time in their history, a state of their own.

It is doubtful whether Sharon himself actually believes that he will ever find any Palestinian leader willing to accept his multi-staged plan. The first stage would be the creation of a state that would consist of cantons, would be surrounded by Jewish settlements, would not have any real sovereignty and would not exercise any control over the location of its external borders or over its airspace. The second stage would be implemented 20 years later: If Israel is pleased with their behavior, it will offer the Palestinians a state that would be contained within the enclaves left to them by the Jewish settlers. However, unless a miracle happens, this proposal will be presented to the Palestinian people by a Jewish minority that will, by that time, have lost both its democratic base and its moral one. Land expropriations and the distress generated by the occupation have not had any impact on the Palestinian birth rate. The drop in Jewish immigration to Israel offsets the increase in the number of Palestinians who are leaving the West Bank and the Gaza Strip to take up residence elsewhere in the world.

The wave of immigration from the former Soviet Union that increased Israel's population by one million people (**one-third of whom, however, are not Jewish**) put the dire predictions of the demographers on hold for a while. However, that "human reservoir" is steadily dwindling. In the wake of the economic crisis that hit the United States in the early 1990s, then-deputy foreign minister Benjamin Netanyahu summoned diplomatic correspondents to an urgent press conference where he warned that Israel had not made sufficient preparations to absorb the hundreds of thousands of Jews who would be immigrating to Israel from New York and Los Angeles. In the wake of the recent series of terror and anthrax attacks in the United States, **immigration emissaries of the Jewish Agency are not reporting any long lineups**. Furthermore, the gap in the natural increase rate between the Palestinian and Jewish populations has remained unchanged over the past number of years.

In a document he recently sent to members of the Israeli government, demographer Sergio della Pergola noted that, unless some sudden calamity befalls the West and forces Jews to immigrate to Israel, **the small Jewish majority in the territory that, before May 1948, was British Mandatory Palestine will disappear by the end of the first decade of this century**. Della Pergola, a professor at the Hebrew University of Jerusalem, projects that, by 2010, Jews will constitute only 44 percent -- at the most, 47 percent -- of the population in the territory contained by the Jordan River on the east and by the Mediterranean Sea on the west. According to a "moderate" assessment, by 2050 the percentage of Jews in that territory's population **will shrink to less than 37 percent** -- roughly equivalent to their share of the territory's population in the early 1930s.

Shortly before he was assassinated, Ze'evi submitted his letter of resignation from the government. The reason for his decision was his understanding that, for the "program" offered by Sharon (as well as those proposed by former U.S.

president Bill Clinton and former prime minister Ehud Barak), there is simply no partner available. Ze'evi also knew that the Israeli establishment is not prepared to pay the price of peace, because that price includes far-reaching concessions over Jerusalem and over the Palestinian refugees. Although he was an extreme nationalist, Ze'evi was a responsible politician who refused to bury his head in the sand and to rely on the progress of time or on the messiah. **The transfer idea is dead** and has left Israelis with the old choice -- a small Land of Israel that is Jewish and democratic, or a large Land of Israel that is Palestinian and has an apartheid-style regime.

Haaretz
<<http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=85735>>

NOUS SAURONS VOUS FAIRE PARLER

FBI Considers Torture as Suspects Stay Silent

From **Damian Whitworth**

American investigators are considering resorting to harsher interrogation techniques, **including torture**, after facing a wall of silence from jailed suspected members of Osama bin Laden's al-Qaeda network, according to a report yesterday. More than 150 people who were picked up after September 11 remain in custody, with four men the focus of particularly intense scrutiny. But investigators have found the usual methods have failed to persuade any of them to talk. Options being weighed include "truth" drugs, pressure tactics and extraditing the suspects to countries whose security services are more used to employing a heavy-handed approach during interrogations. "We're into this thing for 35 days and nobody is talking. Frustration has begun to appear," a senior FBI official told The Washington Post. Under US law, evidence extracted using physical pressure or torture is inadmissible in court and interrogators could also face criminal charges for employing such methods. However, investigators suggested that the time might soon come when a truth serum, such as sodium pentothal, would be deemed an acceptable tool for interrogators.

The public pressure for results in the war on terrorism might also persuade the FBI to encourage the countries of suspects to seek their extradition, in the knowledge that they could be given a much rougher reception in jails back home. [...] Some legal experts believe that the US Supreme Court, which has a conservative tilt, might be prepared to support curtailing the civil liberties of prisoners in terrorism cases. However, a warning that torture should be avoided came from Robert Blitzer, a former head of the FBI's counter-terrorism section. He said that the practice "goes against every grain in my body. Chances are you are going to get the wrong person and risk damage or killing them."

In all, about 800 people have been rounded up since the attacks, most of whom are expected to be found to be innocent. Investigators believe there could be hundreds of people linked to al-Qaeda living in the US, and the Bush Administration has issued a warning that more attacks are probably being planned.

Newsweek magazine reports today that Mohammed Atta, the suspected ringleader who died in the first plane to hit the World Trade Centre, had been looking into hitting an aircraft carrier. Investigators retracing his movements found that he visited the huge US Navy base at Norfolk, Virginia, in February and April this year.
The Times, Londres, 22 Oct. 2001.

USABOMBER

Here is a list of the countries that America has been at war with -- **and bombed** -- since World War II: China (1945-46, 1950-53); Korea (1950-53); Guatemala (1954, 1967-69); Indonesia (1958); Lebanon (1958); Cuba (1959-60); the Belgian Congo (1964); Peru (1965); Laos (1964-73); Vietnam (1961-73); Cambodia (1969-73); Grenada (1983); Libya (1986); El Salvador (1980s); Nicaragua (1980s); Panama (1989), Iraq (1991-2001), Bosnia (1995), Sudan (1998); Serbia (1999). And now Afghanistan.

DONNEZ-LEUR VOTRE AVIS

President George W. Bush

E-mail: president@whitehouse.gov

Fax: (202) 456-2461

Secretary of State Colin Powell

email: secretary@state.gov

Fax: (202) 261-8577

European Union President Mr. Romano Prodi

romano.prodi@cec.eu.int

Mr. Terje Rod Larsen

Personal Representative of the Secretary General to the UN in

Palestine Tel: + 972 8 282 2914 Fax: + 972 8 282 0966 Email:

unsco@palnet.com

United Nations High Commissioner for Human Rights

webadmin.hchr@unog.ch or Fax: +(41-22) 917-9016

Israeli Foreign Minister, Shimon Peres

Fax: +972-2-5303704

e-mail: sar@mofa.gov.il

Israeli Defense Minister, Benjamin Ben Eliezer

Fax: +972-3-6916940, 6976990

e-mail: sar@mod.gov.il

Prime Minister Ariel Sharon

fax: (+972-2) 566-4838 or 651-3955 or 651-2631

DONATIONS ?

Après avoir téléphoné au brav'général Sharogne ou protesté par e-mail contre la nuisance des avions de guerre US survolant le territoire français la nuit, vous pouvez faire vos donations aux talibans qui vivent dans un pays où les gros Américains viennent tout casser avec leurs gros avions ridicules. Adressez-vous à Mullah Rahmatullah Kakayzada Khybanay Shamsheer, Consul-Général, Consulat du Mouvement Islamique des Taliban d'Afghanistan, Karachi Defense Housing Association (D.H.A.), Bungalow No. 33, Rue No. 27, District 11,, Karachi, Pakistan. Tel: 00-92-21-585 1128

(585 1128 depuis Karachi). Vous pouvez aussi appeler l'ambassade des Taliban à Islamabad, Tel: 051-282 4505/6 (depuis le Pakistan)

NOBEL AVEC NOUS

Le prix Nobel de littérature, Néguib Mahfouz, génial écrivain égyptien et partisan résolu du révisionnisme historique a dit le 25 octobre 2001 que les bombardements américains étaient des actes "méprisables", tout autant que l'attentat contre les tours infernales (*Al Ahram weekly*).

TOUCHE PAS A NOS POTES

Communiqué No 6

Paris, le 19 octobre 2001

La Coordination pour la décolonisation de toute la Palestine condamne les arrestations par l'Autorité palestinienne de responsables du Front populaire de libération de la Palestine, une des quatorze organisations du Front des forces patriotiques et islamiques. Elle réclame leur libération immédiate ainsi que celle de tous les résistants palestiniens incarcérés par l'Autorité palestinienne.

Ces arrestations font suite à l'exécution, par le FPLP, du ministre sioniste d'extrême-droite Rehavam Zeevi, partisan de la déportation des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Cette action est une riposte à l'assassinat, le 27 août dernier, du secrétaire général du FPLP, Abou Ali Mustapha, par l'armée israélienne, lors d'un raid ciblé. Elle est considérée comme légitime par la population palestinienne, soumise tous les jours à des actes de terrorisme d'Etat de la part de l'armée israélienne.

Après les tirs mortels contre des manifestants pacifiques protestant contre les bombardements sur l'Afghanistan, à Gaza le 8 octobre, ces arrestations sont une nouvelle menace contre l'unité du peuple palestinien. Or, cette unité est plus que jamais vitale face à la férocité de la répression israélienne. L'Autorité palestinienne, si elle veut garder sa légitimité, a besoin de tout le peuple palestinien, seul garant, par sa lutte anticoloniale, de la libération de toute la Palestine.

Coordination pour la décolonisation de toute la Palestine (CDTP), 7 boulevard d'Algérie, 75019 Paris, Tél.: 06 13 99 28 86

PIRES QUE LES ASSASSINS

Ils visent pour rendre infirme

par Lamis Andoni et Sandy Tolan

A la lumière, la radio du fémur droit de Fouad Mahed ressemble à un morceau de ciel dans la nuit du désert: d'innombrables fragments blancs sur un fond d'un noir profond.

Mais cette galaxie est en fait constituée des centaines de fragments de chair et d'os, le résultat du passage d'une balle israélienne qui a traversé la jambe de Mahed. D'ailleurs, c'est l'image de quelque chose qui a disparu: après une hémorragie massive, les médecins ont dû amputer le membre, quinze jours après la blessure.

"C'est facile d'opérer quand on connaît l'anatomie", dit le Dr Nasri Khoury, en suivant la forme du fémur de Mahed de la pointe de son stylo. "Mais quand la structure est détruite, le chirurgien ne sait pas quoi faire.

Des milliers de jeunes et d'enfants palestiniens risquent de devenir définitivement infirmes à la suite des blessures infligées depuis cinq mois de protestations à coups de pierre contre la domination israélienne. Comme dans le cas de Fouad Mahed, qui est charpentier à Gaza, la plupart des onze mille blessés n'avaient pas d'armes.

Le pourcentage élevé de blessures invalidantes est dû en grande partie aux balles explosives tirées par des M16.

L'armée israélienne utilise de plus en plus ces armes contre les manifestants civils parce que ce sont des fusils légers capables d'infliger d'énormes dommages à l'ennemi; ce sont des armes américaines de marque Colt, mises en service pour la première fois pendant la guerre du Viet-Nam. La cartouche de M16 explose souvent après sa pénétration, déchiquetant les muscles et les nerfs et provoquant de multiples blessures internes, qui ressemblent beaucoup aux balles dum-dum interdites.

Les experts médicaux européens et américains qui ont accepté, dans le cadre de cet article, d'examiner les radios de Fouad Mahed et d'autres Palestiniens blessés, confirment que beaucoup de blessures ont été produites par des M16, des pistolets et autres armes à feu. Ces radios, ainsi que d'autres qu'on a pu voir dans des hôpitaux de Cisjordanie et de Jordanie, permettent de reconstituer un modèle que certains médecins légistes appellent "une tempête de neige de plomb", la fragmentation de munitions militaires très rapides, dirigées contre des civils. La plupart des blessés sont touchés de très près, les dommages internes révèlent une portée de moins de cent mètres.

Ce matériel fait partie de ce que les associations pour les droits de l'homme qualifient d'usage excessif de la force israélienne contre des Palestiniens, la plupart du temps désarmés. "Tirer sur des gens avec des balles à haute vitesse de pénétration pour les blesser est une forme de châtement infligé sans jugement sur le champ de bataille", dit le Dr Robert Krischner, membre de "l'association des physiciens titulaires du prix Nobel pour la défense des droits de l'homme".

On ne sait pas encore très bien comment le nouveau premier ministre Ariel Sharon, qui a toujours été partisan de la rigueur, va traiter le conflit croissant. La semaine dernière, les forces armées israéliennes ont envoyé des hélicoptères armés pour assassiner un officier supérieur de sécurité palestinien. Le lendemain, un chauffeur de bus palestinien a foncé sur une arrêt de bus, tuant sept soldats et un civil israéliens. On continue à annoncer que les troupes israéliennes ont tiré à balle sur des foules désarmées sans avoir essayé au préalable de les disperser avec du gaz lacrymogène ou des canons à eau, comme l'exige le code militaire; ce sont exactement les mêmes accusations qui étaient portées (et niées) contre l'armée du temps du prédécesseur de Sharon.

"Nous ne visons pas toutes les nouvelles victimes, mortes ou blessées", dit le major Olivier Rafowicz, un porte-parole de l'armée. "Ce n'est pas nous qui avons commencé. Toutes les victimes qu'ils exhibent, les blessés, le sang, les enfants, ne servent que les intérêts palestiniens: 'Regardez, nous vaquons à nos occupations et les méchants Israéliens nous tuent pour rien.' Du côté israélien, cela ne présente aucun intérêt."

Le major Rafowicz affirme qu'Israël fait preuve d'une retenue extraordinaire face à des manifestations menaçantes et aux tirs palestiniens. De plus, dit-il, Israël a vainement essayé d'obtenir l'assistance de plusieurs pays européens pour

l'aider à réprimer pacifiquement les manifestations. Néanmoins, insiste-t-il, les soldats israéliens respectent strictement les règles des conventions sur la guerre. "Nous n'ouvrons le feu que sur des gens qui mettent nos vies en danger. On peut très bien tuer avec une pierre. Une pierre est une arme."

Un autre porte-parole de l'armée israélienne ajoute: "Nous ne tirons pas à balle si personne ne tire sur nous." Et pourtant, dans plus de cent entretiens qui ont été menés pour cet article, des malades, des médecins et le personnel paramédical de quatorze cliniques et hôpitaux jordaniens et cisjordaniens tiennent des propos diamétralement opposés. Les soldats israéliens tirent à balle sur des foules désarmées, de Palestiniens qui ne tirent pas, et ce, souvent après avoir tenté symboliquement de disperser les manifestations avec des gaz lacrymogènes.

Ibrahim Mustafa Darwish, 17 ans, a reçu une balle dans le ventre le 15 novembre, au cours d'une manifestation au barrage d'Eretz qui sépare Gaza d'Israël. Six semaines plus tard, il est à l'hôpital jordanien d'Amman. Les pansements de son ventre sont sanglants et collants: on l'a opéré de nombreuses fois pour enlever un mètre d'intestin. Les soldats israéliens ont ouvert le feu sur dix-huit lanceurs de pierre à une distance de quinze mètres.

Fadi Mohammed, 18 ans, a été également pris une balle dans le ventre en novembre 2000 pendant qu'il lançait des pierres au cours d'une manifestation. La balle a fait éclater deux vertèbres, atteint un rein et paralysé les deux jambes. Il est arrivé le 30 novembre à l'hôpital palestinien d'Amman où les chirurgiens lui ont enlevé la vésicule biliaire et des morceaux de vertèbres. Il est paralysé des deux jambes

Mahmoud Al Medhoun, 15 ans, a été atteint trois fois à la jambe, au dos et au ventre par des soldats tirant depuis un char. L'une des balles a pénétré sa colonne vertébrale et trois vertèbres sont détruites, un nerf pincé. Il a la jambe droite qui est désormais paralysée, les médecins lui ont enlevé un morceau de colon et réparé le foie; il ne peut pas manger. "Si Dieu le veut, je pourrai marcher à nouveau", dit-il. Mais quand son père parle du pronostic médical, qui estime que la paralysie est sans doute définitive, le garçon s'enroule sur lui-même, le visage caché dans son bras, et il pleure.

Les blessures invalidantes chez les Palestiniens sont évaluées à mille cinq cents, et ce nombre risque d'augmenter avec l'afflux de blessés dans les hôpitaux. Les autorités palestiniennes disent que le taux de blessures invalidantes pendant la nouvelle Intifada, qui a commencé à l'ombre de la mosquée Al Aqsa à Jérusalem-Est, le 29 septembre 2000, est déjà plus élevé que celui de la première Intifada qui avait duré six ans, de 1987 à 1993. "La riposte israélienne à cette intifada plus féroce, plus efficace et plus intense", dit le Dr Mustafa Barghouti, directeur de l'Union des comités pour les soins médicaux aux Palestiniens.

Des tirs mortels proviennent de fusils M16, de M3 et de M24, ainsi que d'armes de plus gros calibre, parmi lesquels des balles de mitrailleuse anti-béton, des lance-grenades, des obus de chars de 120 même et des obus Hellfire lancés d'hélicoptères d'attaque de modèle Apache, fabriqués par les Etats-Unis. Le feu le plus violent, disent les observateurs israéliens, est une riposte à la guérilla palestinienne. Mais même les armes les plus bénignes destinées à contenir des manifestations (par exemple les balles d'acier recouverte d'une fine couche de caoutchouc et nommées pour cette raison balles de caoutchouc) peuvent être mortelles lorsqu'elles sont tirées à bout portant. "C'est un cauchemar pour les neurochirurgiens", dit le Dr Jihad Mashal. "A chaque fois que le patient remue la tête, c'est comme si un morceau de marbre s'agitait dans de la gelée. Il n'y a absolument rien à faire."

Pendant les premières semaines de l'intifada, la majorité des Palestiniens étaient blessés à la tête et au torse. "Nous voulions effectivement tuer et non blesser la majeure partie de ces blessés par balle.", a écrit le général Giora Eiland à Neta Amar, avocat israélien défenseur des droits de l'homme. "Ces hommes nous attaquent eux-mêmes avec des armes à feu. Le fait que la plupart d'entre eux est blessée à la tête ou au torse est un fait positif."

Après la flambée internationale de condamnation, le pourcentage de blessures à la tête ou au torse s'est effondré, remplacé par des blessures horribles à la jambe ou au ventre. "Je considère que c'est une sorte de torture", dit Kirschner, de l'Association des médecins pour les droits de l'homme. "Il est indubitable pour moi que les militaires ont décidé d'utiliser ce moyen pour blesser les gens afin d'intimider la population. Et le résultat, c'est que plusieurs milliers de jeunes hommes palestiniens seront définitivement infirmes."

Au début, les médecins palestiniens ont pris les balles de M 16 pour des balles dum-dum, interdites par la Convention de La Haye en 1899. "Beaucoup croient que c'est une balle dum-dum parce que si elle ne pénètre pas suffisamment profond, elle éclate", dit Martin Fackler, un ancien chirurgien militaire qui dirige désormais les essais balistiques au ministère de la guerre des Etats-Unis. "La fragmentation provoque des blessures supplémentaires."

Cette arme a été utilisée pour la première fois expérimentalement en 1963, au Viet-Nam Sud, par le gouvernement Kennedy. Un article de la *Revue internationale de la Croix-Rouge* de 1995 fait la synthèse des rapports qui sont arrivés immédiatement sur cette balle "qui pénètre dans la chair vive en tournant sur elle-même, ce qui provoque une blessure mortelle qui a exactement l'allure d'un trou fait par un 22 mm." En 1966, les médecins militaires parlaient "de muscles et même d'os ravagés et béants, souvent accompagnés de la destruction d'une large région de tissu" et d'une balle explosive. Sept ans plus tard circulèrent des rapports parlant de blessures qui ressemblaient à celles que faisaient les balles dum-dum de plus en plus utilisées mais interdites parce qu'elles "provoquaient des blessures superflues et une souffrance inutile."

Des années d'essais ont révélé que la balle légère du M 16 était susceptible de "s'ouvrir" et de se "déplacer" plus vite encore après sa pénétration, parce qu'elle déchirent les tissus en traversant le corps de côté.

Après des années d'expériences, on a conclu que la petite balle de M16 s'ouvrait et se déplaçait plus rapidement après la pénétration, ce qui lui permettait de déchirer davantage de tissus en se déplaçant de côté dans le corps. La haute vitesse de pénétration, que d'autres fusils militaires ont aussi désormais, avait pour conséquence de creuser une "cavité temporaire" par destruction de tissus solides et moins souples, comme la vésicule et le foie: or on trouve exactement ce type de blessures dans les dossiers médicaux des Palestiniens. Et la balle se fragmente en minuscules corpuscules de plomb qui provoquent des blessures multiples un peu partout

La vieille balle dum-dum avait été bannie du champ de bataille, mais aujourd'hui, beaucoup s'inquiètent qu'une nouvelle balle aux effets similaires la remplace. Depuis des années, les discussions sur la cause exacte des blessures (la rapidité de la balle, son pouvoir percutant, sa fragmentation) ralentissent les efforts faits pour l'interdire. En 1995, les Suisses ont pris l'initiative de mettre la balle de M 16, avec quelques autres, dans le champ d'application de la Convention de La Haye. Dans un article de la revue internationale de la Croix-Rouge où il analyse la démarche suisse, le spécialiste des droits de l'homme Eric Prokosch supplie les Etats de "saisir l'occasion" "d'interdire totalement la balle dum-dum moderne".

Certains experts européens en balistique sont du même avis. Le Dr Peter J.T. Knudsen, médecin légiste danois qui a abondamment publié sur les balles et les lois humanitaires, affirme que toutes les balles de M 16 utilisées actuellement par les forces armées devraient être interdites parce qu'elles peuvent toutes éclater. "La fragmentation ajoute une souffrance inutile et une blessure superflue", dit-il.

D'autres sont d'avis que le M 16 ne doit pas être isolé dans ce qui constitue, en fait, un enjeu politique datant de la guerre froide. "L'idée que des balles de fusils seraient "inhumaines" naît dans des esprits qui ne connaissent rien à la guerre véritable et qui ont, en général, d'autres motifs, en général politiques", dit Facklet, qui signale que les grosses balles militaires, dont la masse est plus importante, provoquent aussi de graves blessures. "J'ai vu beaucoup de soldats qui avaient eu les deux jambes et un bras emportés par des armes explosives: des mines, l'artillerie, etc. C'est inhumain et aucun des fusils utilisés sur le champ de bataille ne peut détruire une semblable quantité de tissus. Alors, est-il logique de décider qu'une balle de fusil est inhumaine et d'ignorer des blessures beaucoup plus importantes?"

Les partisans du M 16 soutiennent que c'est l'Union soviétique qui a lancé la campagne contre la balle de 5,56 même parce qu'elle était jalouse du fusil léger et efficace de l'OTAN et des Etats-Unis. Après des années d'essais et de conférences internationales, certains experts humanitaires et balistiques voudraient qu'on réunisse une conférence internationale en Europe sur la question des balles explosives et très rapides dans le courant de l'année. Ils pensent qu'il est temps que des balles qui provoquent les mêmes dégâts inutiles que la vieille balle dum-dum soient interdites au même titre qu'elle.

Il y a peu de chances que ça arrive. Après avoir soumis une proposition visant à restreindre l'usage du M 16 et à forcer les pays de l'OTAN à mettre au point une balle entièrement nouvelle, non-fragmentable, le gouvernement suisse semble désormais prêt à proposer un plan plus modeste.

"Imaginez ce qui se passerait si on voulait proscrire les balles de 5,56 mm. Pensez à tous les pays qui devraient détruire toutes ces balles", dit le Dr Knudsen, médecin danois. Et si on les remplaçait par les balles non-fragmentables qui sont en cours de mise au point, on se trouverait confrontés à une rude réalité politique car aucune de ces balles "plus sûre" n'est fabriquée aux Etats-Unis. "Vous imaginez ce que dirait l'armée américaine si elle devait acheter ses balles à l'étranger", dit Knudsen. "Ou bien le sénateur de l'état dans lequel ces balles sont fabriquées? Cela met en jeu sur des sommes d'argent beaucoup trop importantes."

Pendant que les spécialistes des droits de l'homme s'interrogent sur l'interdiction de balles qu'ils considèrent comme extrêmement dangereuses pour les soldats, l'arme israélienne continue à les utiliser sur des **civils palestiniens désarmés**. Des balles réelles ont été utilisées "couramment de façon illégale et non réfléchie, dit le rapport d'une mission des droits de l'homme en parlant de l'arme israélienne, "à la suite de quoi des civils ont été tués ou blessés grièvement.

Nasri Chowkat attend dans un hôpital jordanien que les médecins enlèvent les derniers fragments de la balle qui s'est logés près de son oeil gauche. Ses tempes grisonnantes et les fines montures métalliques de ses lunettes lui donnent l'air d'un savant; c'est un excellent étudiant qui devait finir sa maîtrise cette année. Le 25 octobre 2000, il a manifesté à Ramalla avec quelques centaines d'autres et lancé des pierres sur un barrage israélien. Chowat s'est précipité à l'aide d'un de ses amis atteint à la tête et il a lui-même été blessé par un tireur. La balle l'a atteint à la lèvre supérieure avant d'exploser en sept morceaux dans sa boîte crânienne. Il a perdu toutes les dents d'un côté de la bouche, qu'il essaie de cacher de la main quand il essaie de parler.

Mohammad Nada, 17 ans, a été atteint deux fois par un tireur israélien le 1er décembre, alors qu'il déblayait l'accès de la maison de sa soeur, non loin d'un site de combats journaliers. La seconde balle est entrée dans sa fesse gauche où elle a touché le nerf sciatique, qui contrôle les mouvements du pied. Les radios montrent qu'il s'agit d'une balle rapide, qui a éclaté en plusieurs centaines de morceaux. Les médecins disent qu'il faut une greffe pour réparer le nerf.

Amdjad, 22 ans, a été atteint à la tête à Djenin, une ville de la rive droite du Jourdain. Les radios montrent que la balle s'est logée à la base du crâne. Ses bras sont mous et sans réaction comme ceux d'une poupée de chiffon et sa chambre sent le pourri.

Isa Abu Abdullah, 19 ans, s'est heurté à des chars israéliens à Gaza le troisième jour du Ramadan, le 29 novembre. Il lançait des pierres quand il a été touché par une balle dans le mollet gauche; une fois à terre, il a été touché encore six fois: trois balles dans la cuisse gauche, deux dans la cuisse droite et une dans le bras droit. Les médecins de l'hôpital de Chifa à Gaza ont transplanté un bout de l'artère fémorale droite dans la jambe gauche puis l'ont envoyé à Amman pour des opérations supplémentaires.

Mahmoud Odeili, 23 ans, vit à Gaza près de la colonie juive de Gouch Katif où les accrochages sont permanents. C'est un chômeur, père de deux enfants qui se trouve maintenant à l'hôpital Chmesani d'Amman; il ne peut presque plus ouvrir la bouche pour parler parce qu'une balle très rapide lui a éclaté la joue et est ressortie par le fond du nez. Il dit que ses amis et lui ont jeté des pierres à une équipe de démolition israélienne qui détruisait leurs maisons. Il a été touché par un soldat qui tirait d'un char à cent mètres. "Ils nous ont abattus puis ont continué leur entreprise", dit-il.

"Combien de patients voulez-vous voir?", demande le Dr Dhazi Hanania du Centre de rééducation Abou Raya à Ramalla. Le médecin vêtu d'un costume gris anthracite et d'un foulard rouge, assis à son bureau, a les yeux profondément fatigués. "Vous pouvez parler à deux mille patients si vous le désirez."

Dehors, quatre jeunes gens en chaise roulante prennent le soleil. Nasser Bilali, qui a une jambe dans le plâtre raconte qu'il rentrerait simplement chez lui quand les affrontements ont commencé. Dans la confusion qui a suivi, il a été atteint par une balle très rapide qui a fait éclater plusieurs os du pied gauche; il n'est pas sûr de pouvoir un jour marcher sans béquilles. "Je ne me considère pas comme un héros, dit Bilali, parce que je n'ai même lancé de pierres. Je marchais simplement et on m'a abattu."

Une vieille femme coiffée d'un foulard blanc et vêtue de la robe palestinienne noire écoutait l'histoire de Bilali. Elle se mit à pousser des youyou en agitant les bras: "Regardez-le, il est jeune et déjà dans une chaise roulante. Haram! Haram! C'est un crime! C'est un crime! Nous nous servons de pierres et eux de bombes, d'obus et de chars!" Elle montre le deuxième étage du centre: "Mon fils est là-haut. Une femme s'est étendue à élever son fils malgré la pauvreté et la rudesse de la vie et après, on lui tire dessus."

Le Dr Hanania dit qu'il n'est pas trop inquiet pour les centaines de patients que son équipe soigne actuellement: "Ce qui m'ennuie, c'est ceux qui vont arriver au centre dans les prochains jours", dit-il. Il est impossible d'évaluer le nombre de jeunes gens qui vont avoir besoin de rééducation tant que les Israéliens limitent les déplacements entre les villages et les villes de Cisjordanie. Mais dès que les routes rouvriront, le Dr Hanania s'attend à un afflux de monde: "On dit que vont à trente pour cent des blessés ont besoin de rééducation", soit plusieurs milliers de personnes en chiffres absolus. "Si c'est vrai, c'est une catastrophe nationale."

De l'autre côté du Jourdain, à Amman, le Dr Koury montre le moignon de la jambe droite de Fouad Mahed, couvert de pansements. Après sa blessure, il a fallu lui transfuser près de neuf litres de sang pour remplacer celui qu'il perdait

sans cesse par sa blessure. Des complications après une greffe de la peau ont contraint les médecins à l'envoyer à Amman où il devait recevoir des soins qu'on ne pouvait lui donner dans les hôpitaux de Gaza.

Khoury a opéré des centaines de Palestiniens blessés depuis le début de la première intifada mais il n'a jamais vu autant de blessures de cette gravité. Il pose la main sur l'épaule de Mahed: "Ce garçon est étonnant, dit le Dr Khoury, après tout ce qu'il a vécu, le combat, l'amputation, la formation d'ulcères qui l'ont presque tué, il garde le sourire."

Mahed a été abattu à Gaza alors qu'il venait de rentrer de la prière. Les obus israéliens ont commencé à arroser son quartier de Khan Yunis, qui se trouve à cent mètres d'un poste militaire israélien. Mahed décida de conduire sa femme et sa fille chez son frère lorsque le plafond de sa maison commença à s'effondrer et il fut blessé juste devant sa porte. La question de savoir si des tirs mortels sont justifiés dépend de la nature du combat que mènent la police et l'armée: elles disent agir pour se défendre, elles-mêmes ou les autres, d'un risque de mort imminente ou de blessure. Le gouvernement israélien déclare qu'elles tirent pour répondre à d'autres tirs. "Les Palestiniens ne se contentent pas de lancer des pierres comme il y a dix ans", dit le major Rafowicz, ils utilisent désormais des Kalachnikovs pendant les manifestations".

Même alors, les forces israéliennes, soutenues par des chars et les munitions de gros calibres tirées par des hélicoptères, sont très souvent venues à bout du camp palestinien. "Le plus souvent, les munitions dont disposent les Palestiniens sont à pleurer" dit un franc-tireur des forces israéliennes au journal israélien *Haaretz*. "Leurs tirs sont pathétiques... On sait d'avance que tout sera dispersé en vain."

Malgré les journaux qui prétendent qu'il s'agit d'un conflit entre deux armées et malgré les affirmations du gouvernement israélien et du gouvernement américain qui répètent que ce sont les Palestiniens qui doivent mettre fin à la violence, 90% des morts et des blessés sont des Palestiniens ou des Arabes israéliens. Les chiffres des forces israéliennes indiquent que dans les trois quarts des affrontements, les Palestiniens n'avaient aucune arme à feu. "La politique d'Israël est dirigée en grande partie contre la population civile palestinienne, qui ne tirent pas sur les civils israéliens ou sur les soldes israéliens mais est la principale victime des violations des droits de l'homme commises en Israël", dit un rapport récent émanant de Btselem, une association pour les droits de l'homme israélienne très connue. Nous avons interrogé des dizaines de patients dans quatorze hôpitaux et tous sauf quatre ont dit qu'ils lançaient des pierres, qu'ils aidaient un blessé ou passaient simplement à côté d'un lieu d'affrontement quand ils ont été blessés. Un patient reconnaît qu'il tirait au fusil quand il a été atteint et trois autres disent qu'ils lançaient des cocktails Molotov. "Un cocktail Molotov peut tuer", dit le major Rafowicz.

D'après les associations des droits de l'homme, même les bombes au pétrole ne constituent pas une menace sérieuse pour des soldats armés pour la répression des émeutes. "Les services de sécurité israéliens ont presque toujours d'excellents moyens de défense, ils sont à bonne distance des manifestants, à couvert dans des abris fortifiés, protégés par des barbelés ou des boucliers anti-émeute", concluait le rapport d'Amnistie international en octobre. "On ne peut sérieusement prétendre que des pierres (ou même des bombes au pétrole) ont mis en danger la vie des unités israéliennes étudiées par Amnistie. Les Palestiniens, au contraire, constituent des cibles faciles."

Chadi Masri, 24 ans, a reçu trois balles dans le ventre le 16 novembre 2000, alors qu'il lançait des cocktails Molotov sur un char. A côté de son lit à l'hôpital chirurgical d'Amman, il y a un drapeau palestinien, aux murs est accrochée une affiche de Yasser Arafat sur un fond représentant une foule de manifestants. Masri ne sait pas combien de temps il a mis à arriver en Jordanie mais il se souvient que des soldats israéliens l'ont pris en photo et l'ont battu dans l'ambulance. C'est sa troisième blessure depuis le début de la seconde intifada.

Mohammed Bassam, 15 ans, a été blessé d'une balle à grande vitesse de pénétration au cours d'une manifestation, à Birzeit, le 26 novembre 2000. Elle a traversé le mollet en faisant éclater l'os. Les chirurgiens lui ont posé des broches en acier dans la jambe ainsi qu'un système de fixation externe; il se déplace dans sa chambre avec un déambulateur. Adil, âgé de 31 ans, a été blessé alors qu'il participait à une manifestation pacifique après les funérailles d'un homme tué dans les affrontements. La balle a fait éclater un os de sa jambe gauche et il dit qu'il a vu des morceaux de sa jambe dans la rue avant de s'évanouir.

Morad, âgé de 15 ans, est sous respiration artificielle: la machine clique, sa poitrine se remplit d'air, la machine clique à nouveau, sa poitrine se vide; ses paupières sont rouges et gonflées, sa tête est enveloppée de pansements, son coeur est sous surveillance constante. Il a une balle dans le cerveau.

Sharif Darwish, âgé de 34 ans, est assis de côté dans son lit de l'hôpital Hussein à Beit Djala, près de Bethléem. Il a un plâtre au pied: "Le type qui m'a amené à l'ambulance a été tué, dit-il, les yeux dans le vide. Quelques semaines auparavant, un obus est tombé sur sa maison de Beit Djala, côté de sa chambre. "J'allais justement me lever pour prendre mon petit-déjeuner", raconte-t-il.

Tous les Palestiniens sans exception considèrent que l'intifada a commencé après la visite d'Ariel Sharon à Haram-el-Chérif (le Sanctuaire noble que les Israéliens appellent le mont du Temple), accompagné de mille soldats et de la police anti-émeute. Les blessures graves et les morts ont tout de suite été nombreuses parce qu'Ehoud Baraque a choisi la stratégie de la force brutale, espérant ainsi mettre rapidement un terme au conflit.

C'est une bonne tactique pour éliminer un ennemi", dit le docteur Stephen Males, officier supérieur de la police britannique qui a accompagné l'équipe d'enquête d'Amnistie internationale dans la région. "Ce ne sont absolument pas des opérations de police."

Les Israéliens disent que la visite de Sharon a servi de prétexte pour le lancement d'une intifada soigneusement programmée et appuyée par l'Autorité palestinienne. "Nous sommes en face d'une stratégie violente très organisée et très programmée, choisie par l'Autorité palestinienne dans des buts politiques, dès le départ, dit le major Rafowicz. Le but est d'atteindre ces buts politiques plus rapidement, principalement, à notre avis, pour améliorer la position palestinienne à l'étranger en imposant l'idée que les Palestiniens sont des sous-hommes pour le grand méchant état d'Israël. Ce n'est pas notre politique qui nous a amenés à cette situation. Nous avons très mauvaise allure à la télévision parce que nous sommes une armée régulière en face d'une prétendue manifestation populaire. Mais, de l'autre côté, c'est une stratégie."

En public, les dirigeants militaires s'en tiennent à la thèse du contrôle de la violence. Le général Eiland, dans une lettre à l'avocat Israël défenseur des droits de l'homme, écrit: "Dans cette foule d'habitants désarmés révoltés, certains sont armés. On ne peut pas demander à un soldat de ne tirer que lorsqu'il est convaincu qu'il n'y a aucun danger pour quiconque se trouverait à proximité d'un Palestinien qui tire sur lui."

En privé, certains soldats et généraux de l'armée israélienne ont tenu des propos fort différents à des journalistes israéliens. "Je ne sais pas si les forces de sécurité se vengent, a dit un tireur de l'armée à *Haaretz*, mais à chaque fois

qu'il y a eu un incident sérieux, on sent très bien que c'est politique. Les soldats savent que si les journaux d'aujourd'hui rapportent des incidents dont l'armée israélienne a été victime, ils auront le droit de tirer davantage."

Ce tireur a dit à *Haaretz* que les soldats avaient le droit de tirer sur les Palestiniens qui présentent une menace éventuelle, du moment qu'ils ont plus de douze ans. "A partir de douze ans, on a le droit", dit le tireur. Un officier supérieur a dit à un autre journaliste d'*Haaretz*: "Personne ne pourra me convaincre que nous n'avons pas tué sans raison des dizaines d'enfants."

Le grand nombre de victimes palestiniennes pendant les deux premiers mois d'affrontements et la condamnation internationale d'Israël qui a suivi, ont provoqué une modification tactique des deux côtés. Le nombre de victimes a commencé à diminuer en décembre, d'après le directeur du Centre de la presse et des communications de Jérusalem. Pour lui, cette diminution est "le signe d'une diminution des manifestations importantes aux points de contrôle militaires israéliens."

Ce n'est pas le signe que l'on croit désormais à nouveau aux chances de paix. Les Palestiniens, d'après Khatib, ne croient plus que les accords d'Oslo peuvent conduire aux exigences élémentaires de souveraineté, notamment sur Jérusalem, et de droit au retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie. Khatib dit, de plus en plus, les Palestiniens mettent l'occupation israélienne au centre des négociations de paix et de sûreté. Récemment, un sondage du Centre de communication de Jérusalem indiquait que les deux tiers des palestiniens sont favorables aux actions les plus radicales, y compris les attentats-suicides, "étant donné les conditions politiques actuelles". D'après le sondage, soixante-dix pour cent des Palestiniens continuent à soutenir l'intifada.

In the hospital interviews in Jordan and the West Bank, young men appeared eager to again pick up the stone. Les jeunes gens que nous avons interrogés dans les hôpitaux de Jordanie et de Cisjordanie sont impatients de recommencer à lancer des pierres.

Mohammed Mahmoud Abu Fodeh, âgé de 22 ans, est déjà un vétéran de la lutte palestinienne. Il est actuellement à l'hôpital de rééducation d'Amman, à la suite de deux blessures reçues pendant qu'il protestait au point de contrôle entre Jéricho et le pont Allenby, à la frontière Jordanienne. Il a pris une balle à haute vitesse de pénétration dans l'épaule gauche, une autre dans un poumon. Ses amis l'ont cru mort jusqu'à ce qu'ils le voient ramper vers l'ambulance. La balle retirée de sa poitrine est dans un vase sur sa table de nuit "en tant que souvenir et que témoignage", dit-il.

"Nous n'avons pas peur de leurs balles, mais ils redoutent nos pierres, dit-il. Dieu nous a donné les pierres, la volonté de Dieu est en elles. C'est tout ce que nous avons. Les pierres ont éveillé le monde arabe, des dirigeants aux gens simples. Ce n'est que le commencement", dit-il.

The Village Voice <editor@villagevoice.com>, 21 février 2001
<<http://www.villagevoice.com/issues/0108/tolan.shtml>>

VIEUX COMPTES

Pas d'excuses pour les harkis

par Serge Thion

Ce lamentable lamentateur qui s'excuse tous azimuts, Chirac dit le grand Jacques -- ce qui n'est pas tellement un compliment -- vient encore de s'excuser, cette fois-ci auprès des harkis, ses anciens compagnons, ou plutôt ses anciens valets d'armes. Il a été sous-off en Algérie et il a donc pris sa part dans la tâche générale de massacre des populations algériennes qui avaient le toupet de penser que 130 ans de colonisation, ça suffisait.

Malgré son million de bidasses désœuvrés et pétochards, l'armée française avait cru bon de recruter des auxiliaires locaux. On a toujours fait ça dans toutes les guerres coloniales. En cas de coup dur, on amène les soldats ressortissants d'autres territoires coloniaux pour semer la terreur sur place. Passons sur cette sinistre histoire.

Tous les harkis n'étaient pas volontaires. Engagés de force, râflés par hasard, soldats du FNL habilement retournés, tous les cas ont existé. Un seul fait s'impose: ils ont porté les armes contre le peuple algérien en lutte pour ses droits élémentaires, et ils se sont couverts de sang. Leurs chefs leur ont gentiment refilé le sale boulot. On les a chargés d'interroger les prisonniers et ils l'ont fait, au couteau. Dans la dernière phase de la guerre, ils ont été envoyés "en métropole", comme on disait alors, pour seconder la police dans ses rafles et ils avaient la charge des tortures dans certains commissariats. On leur donnait un vague uniforme et ils en tiraient le surnom de "bleus de chauffe". Les policiers eux-mêmes en avaient une trouille bleue.

Je ne parlerai pas ici des individus, qui ont été ce qu'ils ont été. Mais en tant que corps social et militaire, les harkis ont été l'instrument des pires saloperies commises par l'armée à laquelle ils appartenaient, c'est-à-dire l'armée française. Leur vraie spécialité était le crime de guerre que les muscadins gominés de l'armée officielle répugnaient à commettre eux-mêmes. Ils préféraient, à l'heure du pastis, donner leurs ordres aux "bougnoles" de service. Le fait que ces harkis aient été recrutés, encadrés et payés par des officiers français ne les rend pas irresponsables de ce que, collectivement, les harkis ont fait en matière d'assassinats et de crime contre l'humanité.

Arriva l'indépendance. Beaucoup de harkis, saisis d'une trouille parfaitement justifiée au souvenir de toutes les horreurs qu'ils avaient commises, ont imploré leurs officiers français de les emmener en exil. Selon les cas, et contrairement aux directives vagues de l'armée, certains ont pu bénéficier des bateaux qui emmenaient les pieds-noirs vers leur "nouvelle patrie". Ensuite, on les a collés dans de vieux camps de concentration désaffectés et on les a oubliés là. Qui voulait accueillir un effroyable bande d'assassins et de tortionnaires?

Et puis il y a eu ceux qui sont restés, que leurs officiers, toujours prêts à verser une larmichette sur leur "honneur perdu" ont laissé tomber parce qu'ils ne voulaient pas compromettre leur belle carrière de brute galonnée. Ceux-là, restés en arrière (l'armée française a mis deux ans à déménager), ont eu des sorts divers. Certains ont dû faire face à la colère de la population, et ont été massacrés, à titre de vengeance. D'autres ont réussi à se faire oublier en changeant de bled. Doit-on pleurer ceux qui ont été frappés par la vengeance?

La seule chose qu'il est possible d'affirmer nettement, est qu'il n'y a pas eu de politique de l'Etat algérien à l'égard des harkis parce qu'à l'époque, en 1962, il n'y avait pas d'Etat algérien. Différentes équipes s'affrontaient pour le pouvoir et il s'est passé de longs mois avant que l'armée venue de Tunisie s'impose sous le couvert de Ben Bella. Le sort des harkis s'est donc joué localement.

On peut certes affirmer que les harkis, comme d'ailleurs les pieds-noirs ont été des victimes de la colonisation. Mais ils ont été ceux qui ont commis des atrocités pour maintenir la domination coloniale et leur statut de victime ne prête donc pas à compassion.

Chirac présente ses excuses. Il s'excuse que l'on n'ait pas davantage honoré cette bande de criminels. Certes, le FNL n'était pas composé d'enfants de chœur et nombre de crimes ont été commis par des gens du FNL, avant et après l'indépendance (2 juillet 1962). Mais ces crimes ne sont ni excusés ni honorés. Les harkis se sont fait oublier. Ce sont

les fils de harkis qui font du tam-tam depuis des années. Ils feraient mieux de ne pas trop revendiquer l'héritage sanglant et honteux de leurs pères; ils feraient mieux de penser à autre chose.
Vidal-Naquet, toujours à l'affût d'un atome de magistère moral, a pleurniché aussi sur le sort des harkis. C'est parce qu'aujourd'hui on a oublié le sens de la rétribution à chaud, de la justice sommaire, déconsidérée sans doute par les excès politiques de l'Épuration. Il me semble qu'il vaudrait mieux coller Sharon ou Peres contre un mur que de leurs faire des procès à la Haye dans 15 ou 20 ans. Ce serait plus expédient et politiquement plus utile. Pour moi, la justice expéditive, avec tous ses défauts évidents, que je ne minimise sûrement pas, vaut toujours mieux que les procès interminables faits des décennies plus tard à des ombres cacochymes, par des idéologue véreux et intéressés, qui trahissent et la justice et la vérité.
151001

DA ROMA

"Dès l'annonce des frappes étatsuniennes sur l'Afghanistan, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées à Rome et avaient marché vers le palais présidentiel.
Ce soir, cinq à sept mille personnes ont défilé derrière la banderolle: "ni terrorisme ni guerre, un autre monde est possible" (avec traductions en arabe et en turc). Le cortège des "étudiants auto-organisés" était le plus combattif, avec le slogan: "contre la guerre, désertion sociale". Autre slogan: "contre la guerre, intifada". Les autres composantes de la manifestation étaient, à égalité, Refondation communiste, d'unepart les cobas et les centre sociaux de l'autre. Hormis RC qui est anti-guerre, la "gauche" parlementaire, qui en gros, approuve Busch, était évidemment absente.

From: <serge.quadruppani@free.fr> 8 octobre 2001

LES BOUCHERS DU NORD

The Northern Alliance being backed by the West is marginally less religious than the Taliban, but their record on everything else is just as abysmal. Over the last year they have taken over the marketing of heroin on a large scale, making a mockery of Blair's claim that this war was also a war against drugs. **The notion that they would represent an advance on the Taliban is laughable.** Their first instinct will be revenge against their opponents. However the Alliance has been weakened in recent days by the defection of Gulbudin Hekmatyar, once the favourite "freedom-fighter" of the West, welcomed in the White House and Downing Street by Reagan and Thatcher.
This man has now decided to back the Taliban against the infidels. Sustaining a new client state in Afghanistan will not be an easy affair, given local and regional rivalries. (extrait)

Tariq Ali, gauchiste international d'origine pakistanaise, "Bombs, blow-back and the future", 8 oct. 2001

ROOSEVELT ET LES JUIFS

"In his most recent book Anthony Cave Brown, author of numerous books about World War II, calls attention to records of the Yalta Conference which refer to a telling conversation between Roosevelt and Stalin (at a parting dinner given by Churchill on February 10, 1945, that was triggered by Stalin's complaint that the conference still had more matters to deal with. In response, Roosevelt insisted that he had three kings waiting for him in the Middle East, Ibn Saud of Saudi Arabia, Haile Salassie of Ethiopia, and Farouk of Egypt, whereupon Stalin asked if he intended to make any concessions to Ibn Saud. **'Only one,' said Roosevelt, 'to give him the six million Jews in the United States.'** "

The source for this is *Oil, God, and Gold, The Story of Aramco and the Saudi Kings*, by Anthony Cave Brown, (Boston and New York, Houghton Mifflin, 1999, page 116). Memorandum of Conversation, Crimean Conference dinner given by Prime Minister 2/10/45, F.D.R. Library, Hyde Park; and Charles Bohlen's minutes of the Roosevelt-Churchill-Stalin meeting, Yalta, F.D.R. Library, Hyde Park.

CHAUFFAGE DE BANLIEUE

Alors que les frappes américaines commençaient en Afghanistan, de nombreux incidents ont été relevés cette nuit dans le Val-d'Oise, indiquait-on ce matin de sources policières dans le département. Coups de feu, jets de cocktails molotov, incendies de voitures, altercations avec les forces de l'ordre... dans plusieurs communes, l'ambiance était aux affrontements avec les forces de l'ordre. A Cergy, des jeunes, armés de fusils à pompes et autres armes de poing, sont descendus dans les rues **en hurlant des slogans anti-Américains**. A Sarcelles, deux incendies de voitures et six incendies d'immeubles ont dû être éteints. A Goussainville, des poubelles étaient également la proie des flammes. A Villiers-le-Bel, des incendies ont également éclaté et un jeune blessé par arme à feu a été hospitalisé. Aucune précision sur ces incidents n'était disponible, en milieu de journée, auprès de la Préfecture de police du Val-d'Oise. Tout en confirmant les altercations de cette nuit, le ministère de l'Intérieur appelait, pour sa part, à ne pas en "tirer de conclusion intertempiste".

< leparisien.com > lundi 08 octobre 2001, 11h15

+++++

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<
If you wish to receive OR NOT TO RECEIVE the Gazette, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<